



MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020



Coucou les cons: "Les décisions gouvernementales ne sont pas prises en fonction de la réalité de la circulation du virus !"

Publié le 29 septembre 2020 à 12:30:07 / 3 commentaires / 559 vues

Coucou les cons: "Les décisions gouvernementales ne sont pas prises en fonction de la réalité de la circulation du virus !" Olivier Véran – Ministre de la...

- ▶ **J'ai fait une évaluation des données du modèle World3 qui prévoit l'effondrement global. Voici ce que j'ai trouvé.** (présenté par Jean-Marc Jancovici) p.2
- ▶ **COVID-19, le Dr Badel dénonce une "imposture"** ... (Bruno Bertez) p.9
- ▶ **Une opinion forte : les courbes épidémiques sont interprétées de façon fallacieuse.** (Bruno Bertez) p.13
- ▶ **Coronavirus, un imaginaire, une psychose de foule** (Bruno Bertez) p.16
- ▶ **La crise du Covid-19 n'est pas sanitaire, mais un projet totalitaire et politique** (Bruno Bertez) p.25
- ▶ **Podcast : L'effondrement de l'empire humain** (Didier Mermin) p.33
- ▶ **Maximiser le pouvoir avec moins d'enfants** (Unmasking Denial) p.37
- ▶ **Pétrole de schiste : une fusion entre Devon Energy et WPX Energy pour réaliser des économies d'échelle** p.39
- ▶ **« Tech for good », un écran de fumée** (Michel Sourrouille) p.40
- ▶ **FAUX CULS ET POLITIQUEMENT CORRECT...** (Patrick Reymond) p.41
- ▶ **CENSURE : Les Pr Toussaint, Toubiana et 200 autres scientifiques, universitaires et professionnels de santé censurés par le JDD. Lisez la tribune interdite.** p.43
- ▶ **La Chine aurait délibérément incité le reste du monde au confinement par sa propagande !** p.45

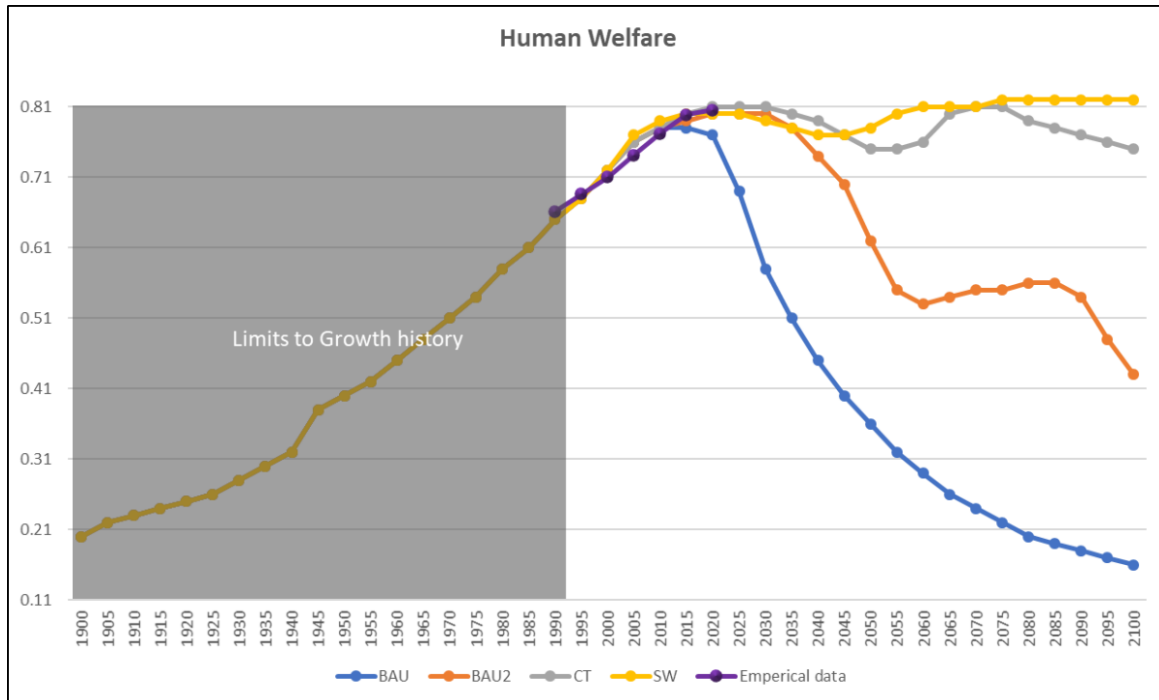
SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable** (Charles Sannat) p.48
- ▶ **L'imminente chute du dollar** p.50
- ▶ **Remettre les banquiers centraux dans leur case ?** (Michel Santi) p.50
- ▶ **Un monde sans banques centrales serait une bénédiction,... les forces naturelles réguleraient les marchés !** p.54
- ▶ **Ce n'est plus qu'une question de temps avant d'avoir 50 000 milliards \$ d'obligations à taux négatifs** p.54
- ▶ **« Loi de finances 2021, dette à 120 % du PIB, demandez le programme !! »** (Charles Sannat) p.56
- ▶ **En vue du prochain coup de tabac financier** (François Lelcerc) p.60
- ▶ **Les milliardaires devraient-ils exister ? (1/2)** p.61
- ▶ **La monnaie n'est plus ce qu'elle était** (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **Deuxième guerre civile** (James Howard Kunstler) p.64
- ▶ **C'est une révolution de l'économie** (George Gilder) p.67
- ▶ **L'argent des hélicoptères et la fin des taxes** (Charles Hugh Smith) p.70
- ▶ **Ce n'est pas le moment !** (Bill Bonner) p.73

J'ai fait une évaluation des données du modèle World3 qui prévoit l'effondrement global. Voici ce que j'ai trouvé.

Présenté par jean-Marc [Jancovici](#) 28 septembre 2020
Article de Gaya Branderhorst , Medium.com

[Jean-Pierre : je suis bien déçu de cet article, il est à peine passable.]



Dans le bestseller “Limits to Growth” (LtG) de 1972, les auteurs (Meadows, Meadows, Randers & Behrens) ont conclu que si l’humanité continuait à rechercher la croissance économique sans tenir compte des coûts environnementaux, la société mondiale connaîtrait au cours du 21^e siècle une forte diminution des denrées alimentaires disponibles, des niveaux de vie et, en fin de compte, de la population humaine.

Les auteurs du LtG ont utilisé un modèle de systèmes dynamiques, World3, pour étudier les principales interactions entre les variables mondiales concernant la population, la fécondité, la mortalité, la production industrielle par habitant (p.c.), la nourriture p.c., les services p.c., les ressources non renouvelables et la pollution. World3 est basé sur les travaux de Forrester (par exemple, 1971 ; 1975), à l’époque professeur au MIT et fondateur de la [dynamique des systèmes](#) : une approche de modélisation des interactions entre les parties d’un système, qui produisent souvent un comportement non linéaire comme des décalages, des boucles de rétroaction, et une croissance ou un déclin exponentiel.

L’équipe du LtG a généré différents scénarios pour les développements mondiaux avec World3 en variant les hypothèses sur l’innovation et l’adoption des technologies, les quantités de ressources non renouvelables et les priorités sociétales. Certains scénarios se sont soldés par des déclin importants, c’est-à-dire par un effondrement. Dans ce contexte, l’effondrement ne signifie pas que l’humanité cesserait complètement d’exister, mais simplement que les générations suivantes seraient nettement plus mal loties que les précédentes. Tous les scénarios n’ont pas montré de fortes baisses ; l’équipe du LtG a identifié un ensemble d’hypothèses qui

ont produit un scénario de “monde stabilisé” (SW) dans lequel l’effondrement a été évité et le bien-être est resté élevé.

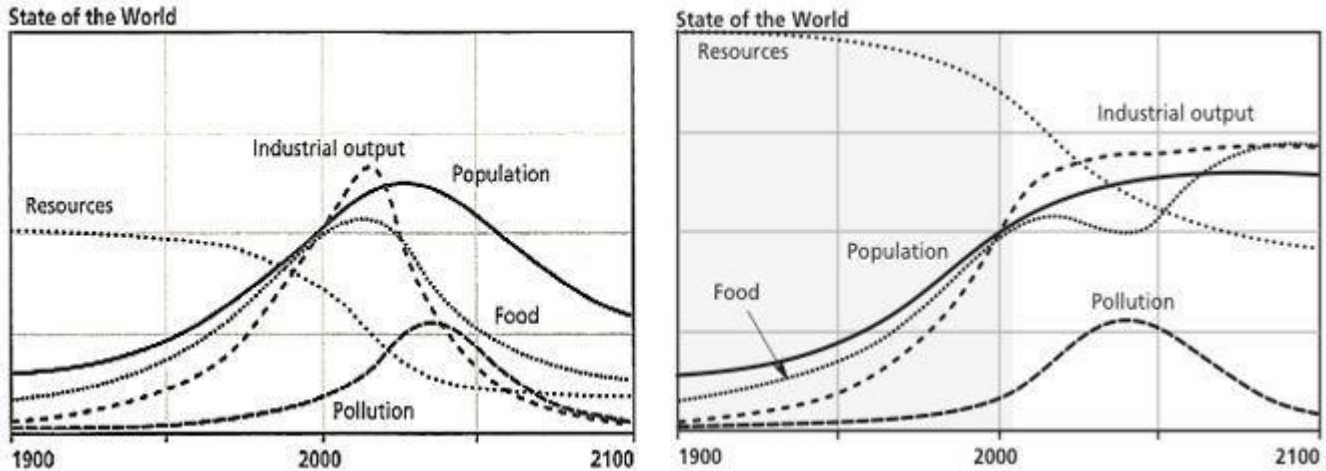


Figure 1. Scénarios BAU (à gauche) et SW (à droite) du modèle World3.

Cependant, [des comparaisons de données indépendantes](#) effectuées depuis lors ont montré que le monde suivait toujours le scénario du “business as usual” (BAU). Ce scénario BAU a montré un arrêt de l’augmentation jusqu’alors continue des niveaux de bien-être mondial vers l’année 2020 (oui, c’est cette année), et un effondrement vers 2030. [La dernière comparaison de données](#) date de 2014. C’est-à-dire jusqu’à ce que je fasse la mienne l’année dernière.

Ce que j’ai fait

Étant donné la perspective peu attrayante d’un effondrement de la société, j’ai décidé de procéder à une comparaison quantitative entre les scénarios de World3 et les données empiriques disponibles en 2019. Cette recherche faisait partie de ma thèse de maîtrise en durabilité à l’université de Harvard, que j’ai finalisée le mois dernier. L’humanité a-t-elle fait mieux ces dernières années, ou suivons-nous toujours le scénario du BAU ?

Quatre scénarios de World3

Les auteurs du LtG ont publié trois livres entre 1972 et 2004, dans chacun desquels ils ont étudié les interactions entre les variables globales du modèle World3. World3 a été mis à jour pour chaque livre, de sorte que les scénarios ont varié légèrement à modérément dans chaque publication. Les précédentes comparaisons de données ont été effectuées sur la version de 1972 de World3. J’ai décidé de travailler avec la dernière version de World3 tirée du livre du LtG publié en 2004 (Meadows, Meadows, & Randers). J’ai choisi quatre scénarios pour comparer les données empiriques : le BAU et le SW susmentionnés, ainsi que le scénario “technologie exhaustive” (CT) et le “business as usual 2” (BAU2). (Appelés également scénarios 1, 2, 6 et 9 dans le livre).

Les quatre scénarios abordent des “histoires” différentes. Le scénario BAU est basé uniquement sur des moyennes historiques sans aucune hypothèse. Comme mentionné, ce scénario “business as usual” se termine par un effondrement (Figure 1 et Figure 2). Dans le scénario SW, l’humanité modifie ses priorités, passant de la consommation matérielle et de la croissance industrielle aux services de santé et d’éducation, ainsi qu’aux technologies de réduction de la pollution et d’utilisation efficace des ressources. Cela évite l’effondrement et laisse à l’humanité les niveaux de bien-être les plus élevés (figure 1 et figure 2).

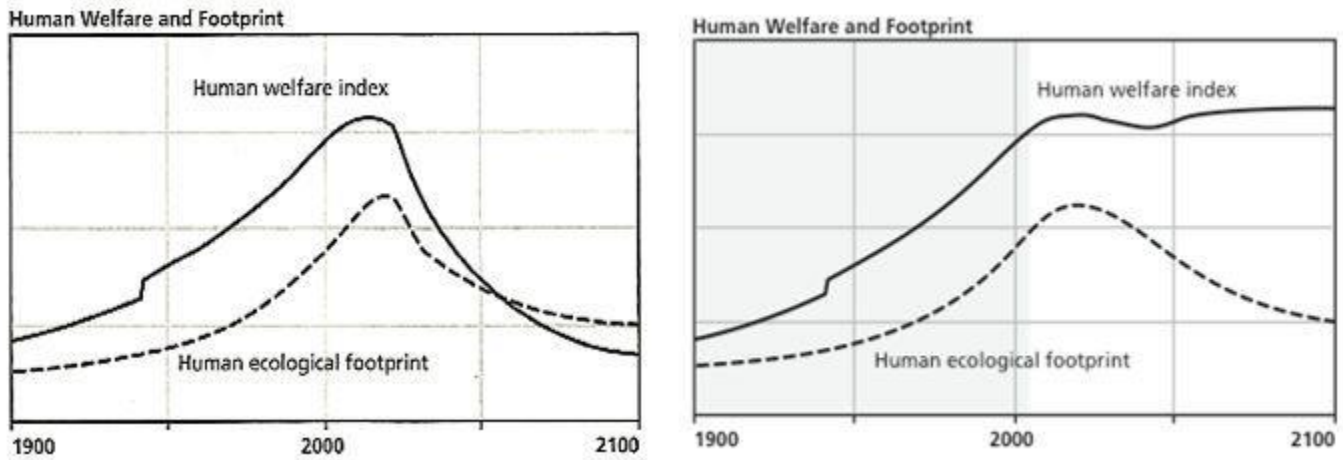


Figure 2. Bien-être humain et empreinte écologique pour le BAU (à gauche) et le SW (à droite).

Le CT représente la croyance du technologue dans la capacité de l'humanité à innover en dehors des contraintes environnementales. Il suppose une innovation technologique sans précédent dans un monde qui, autrement, ne change pas beaucoup ses priorités. Les nouvelles technologies permettent en fait d'éviter un effondrement total. Toutefois, le TC dépeint encore certains déclin (figure 3) parce que les coûts des technologies deviennent si élevés qu'il ne reste pas assez de ressources pour la production agricole et les services de santé et d'éducation.

Le BAU2 suppose que les ressources sont deux fois plus importantes que celles du BAU. Des ressources plus abondantes n'évitent pas un effondrement ; sa cause passe simplement d'une crise de rareté des ressources à une crise de pollution. Avec l'assouplissement de la contrainte sur les ressources, les incitations à innover et/ou à modifier les priorités de la société sont réduites, de sorte que le statu quo dure plus longtemps. Cela crée tellement de pollution que la production agricole et la santé humaine s'effondrent après un certain point de rupture (figure 3). Le BAU2 raconte essentiellement l'histoire de la dégradation des écosystèmes due à la pollution accumulée, notamment par les gaz à effet de serre (c'est-à-dire le changement climatique).

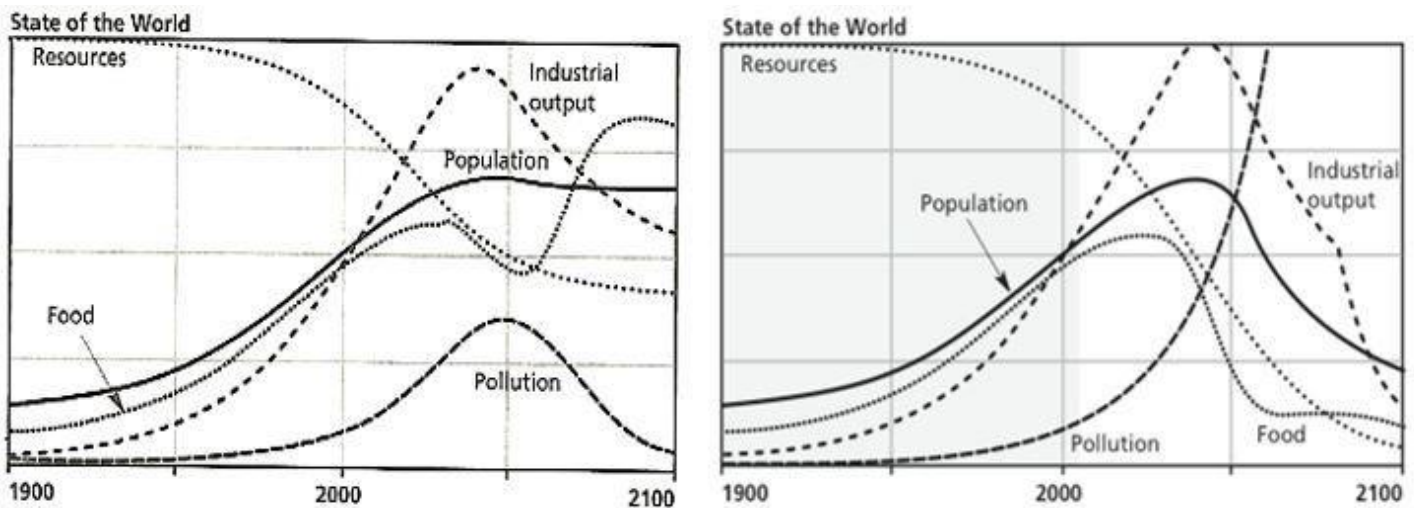


Figure 3. Scénarios CT (à gauche) et BAU2 (à droite) du modèle World3.

J'ai choisi BAU, BAU2, CT et SW parce qu'ensemble, ils forment un ensemble complet. Les hypothèses qui sous-tendent chaque scénario couvrent une gamme de conditions technologiques, sociales ou de ressources. En outre, la cause du déclin, qui va d'une baisse temporaire à un effondrement de la société, diffère pour chaque scénario.

Scenario	Description	Cause
BAU	No assumptions added to historic averages.	Collapse due to natural resource depletion.
BAU2	Double the natural resources of BAU.	Collapse due to pollution (climate change equivalent).
CT	BAU2 + exceptionally high technological development and adoption rates.	Rising costs for technology eventually cause declines, but no collapse.
SW	CT + changes in societal values and priorities.	Population stabilizes in the 21 st century, as does human welfare on a high level.

Données

J'ai recueilli des données pour les indicateurs du monde réel des variables World3 : population, fertilité, mortalité, pollution, production industrielle, alimentation, services, ressources naturelles non renouvelables, bien-être humain et empreinte écologique. Ces données proviennent du monde universitaire, d'agences (non) gouvernementales, d'entités des Nations unies et de la Banque mondiale. Une description complète des sources de données se trouve dans ma thèse sur [le site de Harvard](#).

J'ai tracé les données empiriques ainsi que la variable dans chacun des quatre scénarios réalisés avec la dernière version de World3. Ces tracés ont donné une bonne impression de l'ajustement, mais j'ai également utilisé des mesures statistiques (une erreur quadratique moyenne normalisée, et une combinaison de la différence de valeur et de la différence de taux de changement) pour valider ce que j'ai observé dans les graphiques.

Ce que j'ai trouvé

Les graphiques pour chaque variable peuvent être trouvés dans ma thèse, mais la plupart montrent une image similaire à celle ci-dessous (Figure 4) : un alignement global étroit des données empiriques avec chacun des quatre scénarios, le moins proche de SW et le plus proche de BAU2 et CT.

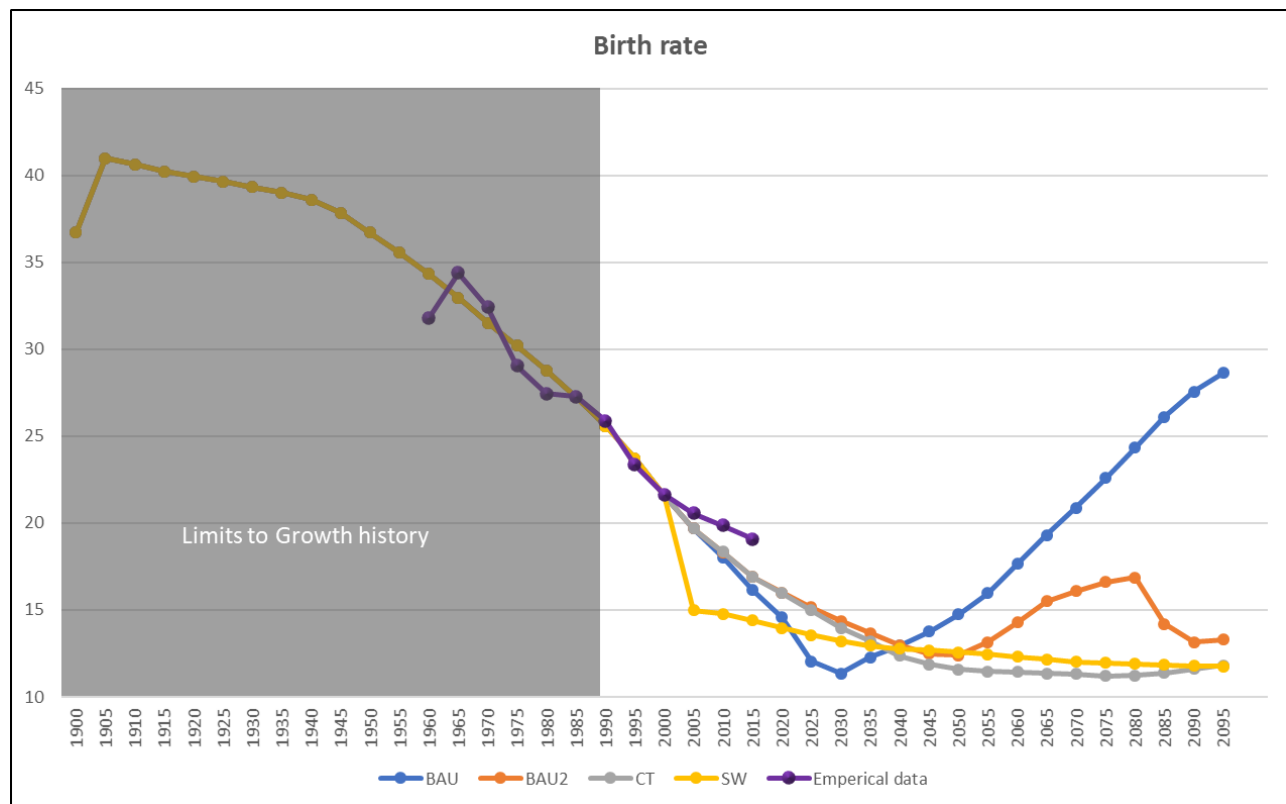


Figure 4. Données empiriques pour le taux de natalité (naissances pour 1 000 personnes) et la variable pour chaque scénario.

World3 était plutôt bon

L'alignement proche des données empiriques avec chacun des quatre scénarios témoigne de la précision de World3. Il a fait l'objet de nombreuses critiques à l'époque, la plupart provenant de personnes ayant mal compris le message du livre ou la nouvelle technique de modélisation (c'est-à-dire la modélisation de la dynamique des systèmes). Mais en tant que titulaire d'une licence en économétrie et ayant des années d'expérience professionnelle dans la finance et le conseil stratégique, je ne pourrais pas vous présenter un autre modèle qui ait fait des prévisions aussi précises plusieurs décennies à l'avance.

Rupture avec les recherches précédentes

Comme nous l'avons mentionné, c'est le scénario SW qui a été le moins suivi. Le BAU2 et le CT se sont tous deux alignés le plus près, et le BAU se situe entre les deux. Ainsi, contrairement aux recherches précédentes, le BAU n'est plus le scénario qui a été suivi le plus étroitement.

Je dois noter que pour plusieurs variables, les scénarios ne divergent de manière significative qu'après 2020 (comme c'est le cas dans le graphique ci-dessus, figure 4). C'est particulièrement le cas pour le BAU2 et le CT, c'est pourquoi il n'a pas été possible de les différencier. Il n'est donc pas clair si l'on peut s'attendre à une baisse future du bien-être humain, modérée comme dans le CT, ou forte comme dans le BAU2 (voir figure 5). Les deux scénarios indiquent cependant que la société verra un arrêt de la croissance industrielle, agricole et du bien-être à court et moyen terme.

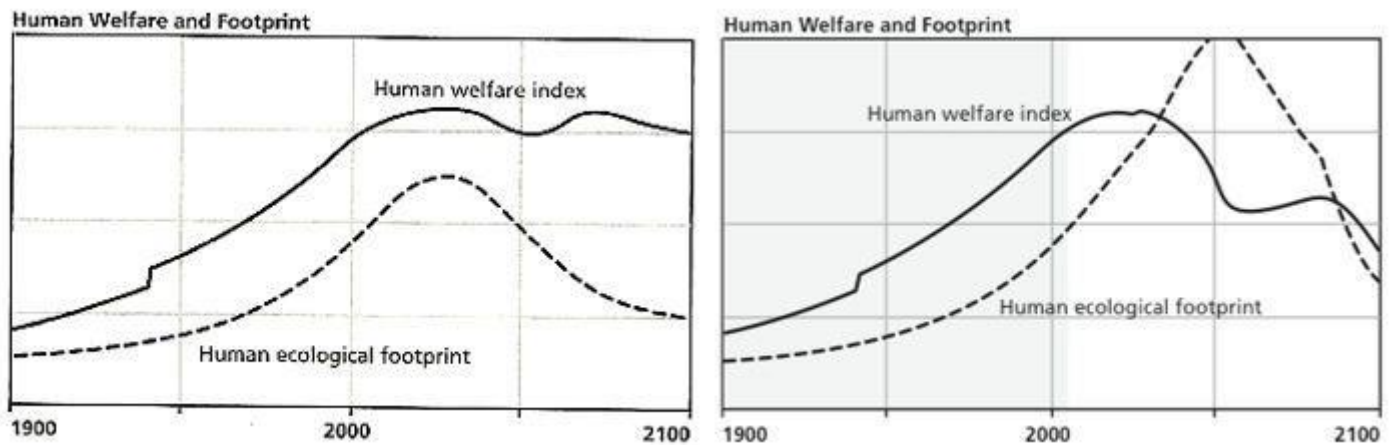


Figure 5. Bien-être humain et empreinte écologique pour le CT (à gauche) et le BAU2 (à droite).

Nous ne sommes probablement pas sur la voie d'un monde stable

Une mise à jour de cette comparaison dans quelques années pourrait permettre d'identifier un élément spécifique se rapprochant le plus des données empiriques. Sans changements majeurs dans les priorités sociétales, il est peu probable que ce soit le scénario montrant une voie durable ; le scénario SW, dans lequel un déclin du bien-être humain au cours de ce siècle est minimisé (figure 2), est celui qui s'aligne le moins sur les données.

Ce que cela signifie

Le fait que le BAU ne soit pas le scénario le plus proche ne signifie pas que l'on puisse exclure un effondrement de la société. Le scénario qui dépeint les plus petites baisses, le SW, est aussi celui qui s'aligne le moins sur les données empiriques. En outre, l'un des scénarios les mieux adaptés, le BAU2, présente un profil d'effondrement. En revanche, l'autre scénario, CT, ne montre qu'un déclin modéré. Les deux scénarios montrent un ralentissement de la production industrielle et agricole. Les résultats de mes recherches à ce stade indiquent donc que nous pouvons nous attendre à un arrêt de la croissance économique au cours des deux prochaines décennies, que nous considérons cela comme une bonne chose ou non. (En effet, comme le lecteur averti le sait, des économistes et des organisations comme le FMI ont récemment souligné que nous assistons à un "ralentissement synchronisé de la croissance mondiale"). La conclusion la plus forte que l'on puisse tirer de mes recherches est donc que l'humanité est sur la voie de se voir imposer des limites à la croissance plutôt que de choisir consciemment les siennes. Toutefois, les résultats de mes recherches ne permettent pas de savoir si les baisses ultérieures de la production industrielle et agricole entraîneront une forte diminution de la population et du niveau de bien-être.

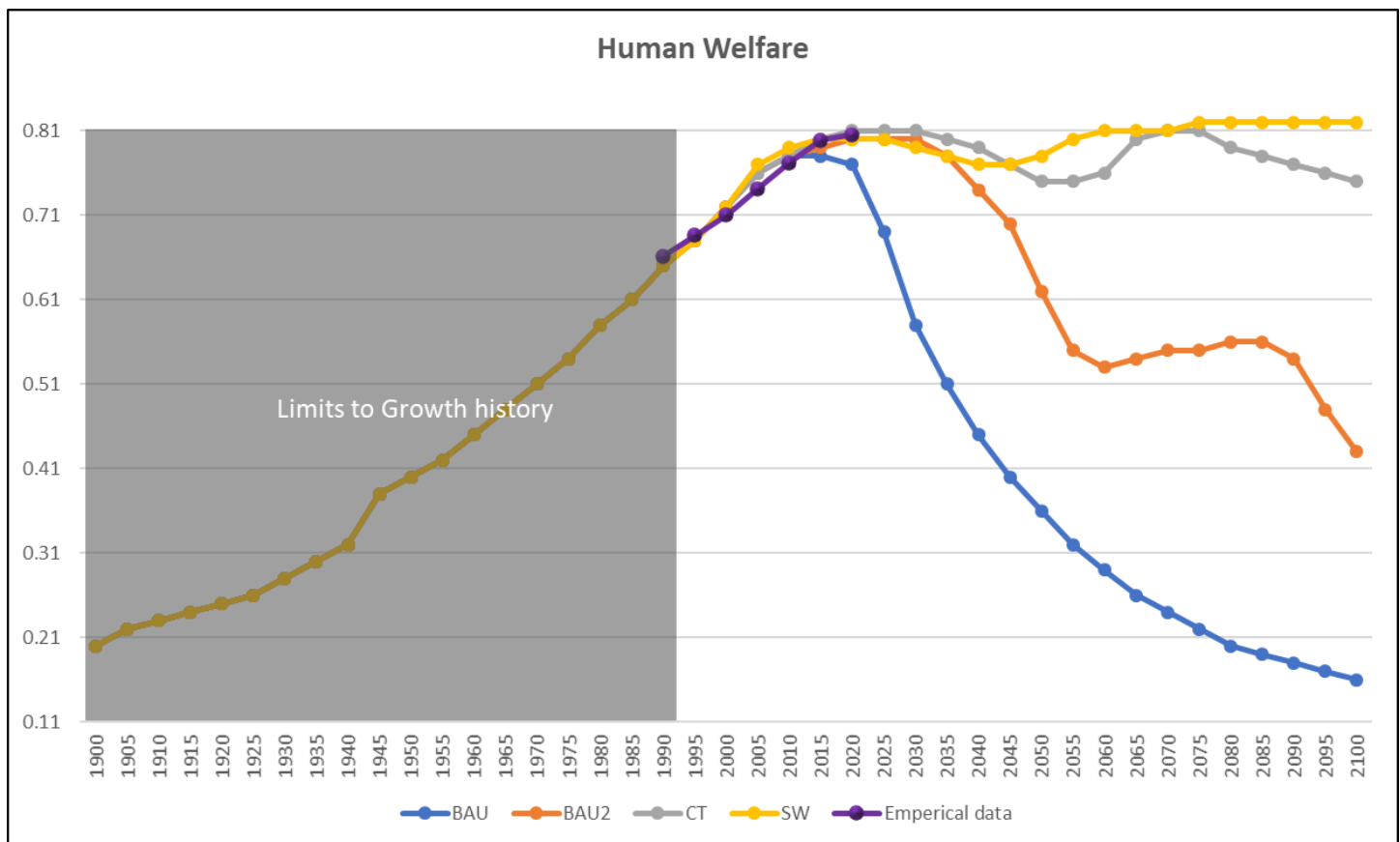


Figure 6. Données empiriques rapportées aux variables du bien-être humain pour les quatre scénarios.

“Alors... Il y a de fortes chances que tout aille bien ?”

Si vous pensez que l’on peut parier que l’humanité suit le scénario de la CT et que nous n’aurons en gros qu’une baisse temporaire des niveaux de bien-être vers 2050, vous devez savoir que les hypothèses qui sous-tendent la CT sont très optimistes compte tenu des chiffres historiques. Mais j’évite intentionnellement d’entrer ici dans les détails des raisons pour lesquelles je pense que le scénario de la CT est irréaliste, car cela masquerait la question que nous devrions vraiment nous poser : voulons-nous suivre le scénario CT en premier lieu ?

Pourquoi utiliserions-nous nos pouvoirs d’innovation pour inventer des robots pollinisateurs pour remplacer les abeilles, si nous avons également le choix d’inventer des pratiques agricoles qui n’ont pas l’effet secondaire des insecticides ? Pourquoi utiliser des drones pour planter de nouveaux arbres, alors que nous pourrions également restructurer notre économie afin que les forêts existantes ne soient pas coupées et brûlées ? Maintenant que l’humanité a atteint une envergure mondiale et un pouvoir sans précédent pour façonner son destin, les limites de la croissance nous obligent à nous poser la question suivante : qui voulons-nous être et dans quel monde voulons-nous vivre ?

Quel scénario voulons-nous suivre ?

Nous pouvons choisir différentes priorités sociétales pour d’autres raisons que l’effondrement imminent. De plus, la possibilité qu’un effondrement ne se produise pas ne signifie pas que l’humanité ne devrait pas choisir une voie plus durable. Les graphiques du GtL montrent comment la société serait plus stable dans le scénario SW, mais pas à quel point ses citoyens et leur environnement naturel seraient plus prospères. Nous n’avons pas à nous satisfaire du CT comme meilleur scénario.

L'alignement proche des données empiriques et le fait que les scénarios n'ont pas encore beaucoup divergé, forment ensemble un appel à l'action.

Caché derrière le résultat apparemment ambigu de deux scénarios qui s'accordent le mieux et qui sont légèrement plus proches que les deux autres, ~~le message est qu'il n'est pas encore trop tard pour que l'humanité change de cap et modifie la trajectoire des futurs points de données. Nous avons un autre choix. Bien que le SW soit le moins proche, un changement de trajectoire délibéré est encore possible. Cette fenêtre d'opportunité se referme rapidement.~~

[Gaya Branderhorst](#)

Références non liées dans le texte

Forrester, J. W. (1971). *World Dynamics*. Cambridge, MA: Wright-Allen Press.

Forrester, J. W. (1975). *Collected Papers*. Waltham, MA: Pegasus Communications.

Meadows, D. H., Meadows, D. L., & Randers, J. (2004). *The limits to growth: The 30-year update*. White River Junction VT: Chelsea Green Publishing Co.

Meadows, D. H., Meadows, D. L., Randers, J. & Behrens, W. W. (1972). *The limits to growth: A report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York: Universe Books

(publié par J-Pierre Dieterlen)

COVID-19, le Dr Badel dénonce une “imposture” et un “gouvernement peu soucieux de notre santé”

Présenté par Bruno Bertez 26 septembre 2020

De l'absence de sens à la dictature sanitaire en passant par la “terreur permanente”, le Dr Frédéric Badel, psychiatre, explore dans cet article les causes et conséquences de la crise associée au Coronavirus.

COVID 19 : l'imposture

Malgré les nombreux appels à la raison lancés par différentes personnalités du monde médical et scientifique, malgré des recherches mondiales tendant à prouver que l'épidémie est terminée, que le virus a muté, le gouvernement maintient une pression quotidienne à grands renforts de spots alarmistes, pénétrant un peu plus chaque jour dans notre vie privée et nous préparant à une vaccination.

La peur s'est installée grâce à un conditionnement quotidien, une culpabilisation et des sanctions.

Elle se pérennise par d'autres mécanismes qui se superposent à ceux-ci.

L'absence de sens

Dans nos démocraties, nous sommes habitués à avoir des explications qui nous permettent de donner un sens, de comprendre ce qui nous arrive, ce qui arrive aux autres, d'orienter le monde pour nous y mouvoir et nous y adapter. Pour résumer, nous pensons que les personnes que nous avons élues œuvrent pour le bien commun. C'est un monde idéal, voire idéalisé.

Actuellement, le sens a disparu car tout et son contraire est dit sur le virus, et même les chiffres, éléments objectifs, ne sont plus pris en compte.

L'annonce de la catastrophe imminente nous maintient dans la plus grande incertitude et notre horizon se restreint. Les mesures de protection sont prises sans discussion, de façon arbitraire, le peuple étant totalement exclu et n'ayant aucune remarque à formuler.

Le gouvernement décide seul, avec le conseil scientifique covid19, de ce qui est bon pour nous, ce qui doit nous protéger, quitte à nous bâillonner, nous enfermer, nous sanctionner, nous tracer, nous exclure de nos emplois. Certaines villes sont frappées de privation de vie sociale, leur vie économique est réduite, laissant de nombreuses personnes sans emploi, dans l'angoisse du lendemain. Marseille hier en est le triste exemple. Quel sens donner à des décisions iniques ?

Privés d'éléments factuels et pertinents pour donner du sens, nous sommes de plus en plus sous emprise. **Or, une personne sous emprise vit dans une terreur permanente** qu'elle essaie de maîtriser en s'ajustant perpétuellement à la personne qui la dirige, pensant qu'elle est responsable de la situation et que, si elle opère les ajustements corrects dans son comportement, la situation s'améliorera. N'y parvenant pas, elle se pense mauvaise, justifie les mauvais traitements et sanctions qui peuvent lui être imposés, se culpabilise et augmente ainsi l'emprise, ou reporte la faute sur le voisin qu'elle sera prompte à dénoncer. Sa faculté de penser, son identité, s'amenuisent jusqu'à disparaître. Il devient alors très difficile de revenir à l'état initial, celui d'avant la peur et l'emprise. Celui du monde d'avant.

Les études rassurantes sur l'épidémie ou celles rapportant le caractère inutile, voire nocif du confinement, sont mises en quarantaine (ex : [Full lockdown policies in Western Europe have no evident impacts on the covid-19 epidemic](#) – Thomas Meunier, 24 avril 2020. ResearchGate).

Sous emprise (orchestrée par la propagande incessante couplée à la répression), nous sommes donc prêts à agir de façon irrationnelle, à nous faire tester pour ne pas risquer d'être dangereux, pour pouvoir travailler. Si nous sommes positifs, si nous détectons dans notre appendice nasal le signe d'un contact avec le virus, nous nous mettons spontanément en quarantaine pour ne pas nuire, empêchant ainsi l'apparition classique d'une immunité collective qu'on pourrait attendre.

Les patrons, les employeurs demandent des tests comme garanties d'agir en bons soldats et font du chantage à l'emploi, faisant fi du secret médical.

Des files d'attente se forment ainsi pour des tests qui, dans l'immense majorité des cas, ne servent à rien, la plupart des personnes étant asymptomatique ; les gens observent avec méfiance ceux qui ne respecteraient pas le port du masque à l'extérieur, alors même que son utilité est quasi nulle ([Swiss Policy Research](#)).

Ces nouvelles habitudes rentent dans les mœurs. Nous sommes les grenouilles de l'expérience de Friedrich Gold : Gold testait la rapidité du système nerveux des grenouilles en leur infligeant un stress, à savoir faire monter la température de l'eau dans laquelle elles étaient trempées. Si la température montait brutalement, la grenouille s'échappait. En chauffant l'eau très graduellement, la grenouille se laissait cuire sans bouger et on la retrouvait morte. Même prise sous l'angle de la fable, **nous pouvons craindre que le feu soit doucement allumé depuis mars par un gouvernement peu soucieux de notre santé.**

De nombreux médecins étant contaminés par cette peur, certains malades ne sont même plus examinés. Ils sont atteints de la monomanie covid et la défiance des patients à leur égard commence à être perceptible.

Notre monde devient inhumain : les patients malades atteints de pathologies graves qui vont mourir sont évités, y compris par leurs proches, pour leur bien évidemment, et ils vivent leurs derniers moments dans le plus grand

isolement ; les personnes âgées, sous prétexte de protection toujours, doivent être évitées... on les prive de ce dont elles ont le plus besoin. Qu'elles meurent de tristesse est permis, mais surtout pas du virus.

Nous développons la société du sans contact. Après que le sans-contact se généralise pour les paiements, il s'imisce dans les relations, y compris familiales.

Le maintien des comportements de sécurité inadaptés permet la propagation de la peur, de l'emprise, de l'idée de la présence menaçante du virus.

Nous sommes sous emprise, ne parvenons plus à réfléchir, nous nous laissons manipuler au point de nous transformer en grenouille.

Restreindre nos libertés, sur quel fondement ?

Si les décisions de restrictions de nos libertés ne sont pas scientifiquement ou médicalement justifiées, elles ne peuvent être que politiques.

Après les premières erreurs d'évaluation, le tort de nos dirigeants est d'avoir persisté sciemment dans l'erreur. Pourquoi maintenir des mesures liberticides, populicides (carence de soins, retard de prises en charge, suicides...) et nous pousser vers un avenir déshumanisé dans lequel tout est considéré comme dangereux ? Pour notre bien ?

Du point de vue ontologique, ce monde vers lequel nous allons est une aberration. Nous restons mortels et ne pouvons nous protéger de notre environnement bactérien et viral qui nous fonde. Les hominides ont toujours vécu entourés de virus ; certaines pandémies ont décimé une partie de la population mais n'ont pas éteint l'espèce. Le virus actuel est loin de posséder le caractère agressif de la peste noire de 1348.

Vivre est dangereux, vivre est mortel, l'histoire d'une vie se termine toujours de la même façon. Une question plus intéressante à débattre est de savoir comment nous comptons vivre cette vie.

Le ministre de la santé a asséné que nous devons apprendre à vivre avec le virus. M. le ministre, cela fait plus de trois millions d'années que nous faisons ainsi et en tant que médecin, vous ne l'ignorez pas. Jusqu'à aujourd'hui, cela s'est plutôt bien passé. Depuis que vous avez l'orgueil de prétendre pouvoir contrôler la propagation d'un virus, toute une population souffre.

Le port du masque est une tentative de muselage des populations : pas de preuve scientifique de son efficacité ; de plus, à regarder l'usage qui en est fait le plus souvent, (il est plié, mis, enlevé, remis, rangé dans une poche de jean), il serait rendu rapidement inopérant. Le masque est inefficace, et il est dangereux : les témoignages sont nombreux qui rapportent allergies, problèmes respiratoires divers, migraines. Il est vrai que réaliser une journée dans des conditions de privation d'oxygène est risqué.

On permet ainsi à des élèves masqués d'en fréquenter 35 autres également masqués chaque jour pendant 8 heures mais on interdit les regroupements privés de plus de 10 personnes. Dans les restaurants, on permet aux clients assis d'enlever leur masque mais on impose à ceux qui sont debout ou se déplacent de le mettre etc. Il n'y a plus aucune cohérence visible dans cette accumulation anarchique de règles dites sanitaires, il n'y a plus que l'arbitraire.

Le port du masque rassurerait la population entend-on parfois. En quoi les comportements de sécurité ont-ils jamais permis d'éteindre un signal de danger ? Au contraire, ils effraient.

Un proche me disait qu'il avait été arrêté dans la rue car son masque n'était pas positionné correctement. Quelle est cette police des mœurs qui émerge, digne des polices islamiques des Ayatollah iraniens ou des talibans afghans?

A quand la lapidation publique pour avoir invité chez soi plus de dix personnes ?

Nous sommes poussés à la délation par des instances qui ont perdu toute boussole et refusent de regarder les données scientifiques.

La manipulation des chiffres : L'automne et l'hiver sont les saisons propices aux infections ORL et pulmonaires. Nous aurons donc des malades et des morts comme chaque année. Leur décompte, couplé à la détection systématique du covid, risque de gonfler les chiffres des « morts du covid » en ne les différenciant pas des « morts avec le covid », comme cela a été fait semble-t-il en début d'année 2020. Or, « *Depuis le 1er mai, comme le confirment les données récentes, on ne constate plus en France d'excédent de mortalité par rapport à 2019, et un excédent minime par rapport à 2018 (+1%).* » (cf *Nombre de décès quotidiens, France, régions et départements*, www.insee.fr, 18/09/2020).

Ce risque d'amalgame est du reste déjà réalisé, favorisé par l'emploi systématique du mot « cas », source de confusion. Les chiffres présentés par le gouvernement sont ainsi ceux des seuls cas positifs. Or, comme l'explique de façon simple et pédagogique le Pr. Raoult, pour interpréter un phénomène, il faut croiser différentes données. On peut parler de 16000 cas positifs sans qu'il n'y ait aucun caractère inquiétant si la létalité n'est pas supérieure à ce qu'elle est habituellement à la même période, ce que les données de l'Insee semblent attester. Quant aux 41 morts décomptés récemment comme si une catastrophe était survenue et pouvait justifier encore les restrictions qui suivaient, ils n'ont rien d'alarmant.

Alors pourquoi une telle manipulation alors même que le virus aurait connu des mutations importantes et perdu de son agressivité ? Pourquoi ne pas relayer cette information et, plutôt que d'attiser les peurs, calmer les esprits ?

Nos dirigeants ont complètement perdu le sens des réalités car ce sont pourtant ces chiffres répétés chaque jour qui permettent à Marseille de renouer avec l'époque des grandes épidémies, lorsque la ville était bouclée. Nous agissons comme au temps d'avant les lumières, d'avant la science, en plein obscurantisme moyen-âgeux.

La dictature sanitaire

Le projet est déjà bien engagé, la vaccination des professionnels de santé contre la grippe étant d'ores et déjà annoncée. En sera-t-il de même pour le Covid quand, demain, il faudra écouler le vaccin contre un virus alors qu'il a déjà disparu ? Car il faudra bien que les laboratoires aient un retour sur investissement. Le corps des soignants appartient-il au gouvernement, aux laboratoires ?

Pour la première fois de l'histoire, un vaccin va voir le jour en un an. On peut espérer que nombreux seront ceux qui douteront des conditions de sécurité de son élaboration (raccourcissement des durée des phases 1, 2 et 3), de sa tolérance et de son efficacité. Les laboratoires eux-mêmes ont du reste déjà prévenu que les premières versions ne seraient ni les mieux tolérées, ni les plus efficaces !

Osons une petite prospection, le gouvernement en fait bien depuis le début de cette crise en annonçant tous les 15 jours l'arrivée de la deuxième vague depuis avril : la pente idéologique nous conduit prochainement au passeport sanitaire, à la vaccination obligatoire... les non-vaccinés, prière de porter une étoile (je vous laisse le choix de la couleur). Les applications de traçage permettront d'interdire de rentrer dans les lieux publics à ceux qui, non vaccinés, ne sont pas de bons citoyens. A l'aide de votre smartphone et de votre carte vitale, la surveillance sera totale.

Ces gens qui nous gouvernent n'étant pas stupides et disposant des mêmes chiffres que nous, nous pouvons craindre le pire pour nos droits fondamentaux.

Conséquences psychiatriques à ce jour des mesures iniques et arbitraires :

Aujourd'hui en pratique clinique, je vois des patients anxieux qui auparavant allaient bien, des patients déprimés, que la perte de sens ou de travail conduit au suicide. Certains également culpabilisent de rendre visite à leurs parents, qu'ils craignent pour eux-mêmes ou pour les autres ; je vois aussi des anciens qui pleurent de ne plus avoir de contact avec leur descendance. La possibilité de se rencontrer, d'échanger, de se toucher, disparaît, les lieux festifs ferment etc.

Et je vois, comme chacun de nous, des conducteurs masqués, seuls au volant de leur voiture, des joggeurs masqués...

Le peuple se porte mal car il est maltraité. Le monde qui se dessine est un monde qu'il ne souhaite pas et d'où la vie, ou tout ce qui rend la vie passionnante, s'échappe.

Un premier pas de raison serait de mettre fin immédiatement à l'état d'urgence, de rouvrir les lieux de convivialité qui ont été fermés, de rendre facultatif le port du masque à l'extérieur, d'arrêter de tester les personnes asymptomatiques.

Dr BADEL Frédéric
Psychiatre

Une opinion forte : les courbes épidémiques sont interprétées de façon fallacieuse.

Présenté par Bruno Bertez , 1 septembre 2020

Le Dr Louis Fouché, Praticien hospitalier à Marseille, au Centre Interrégional des Brûlés de la Méditerranée

"Bonjour à tous,
A quoi joue le gouvernement ?
A quoi jouent les médias ?
A quoi jouent les médecins ?
Quand réagissons-nous ?

Je lance ici un appel aux médecins, pharmaciens, soignants et administratifs de l'AP-HM de bonne volonté.

Il faut arrêter l'instauration et la pérennisation de lois d'exception liberticides.

Depuis quand le gouvernement se donne t'il le droit de décider de ce que les médecins peuvent prescrire ?

Pourquoi les gens doivent-ils encore porter un masque aujourd'hui ?

Pourquoi leur interdisait-on d'en acheter quand c'était utile ?

Pourquoi les pharmaciens n'ont pas eu le droit de vendre des masques quand c'était utile ?

Ce sont désormais les supermarchés qui le peuvent avec la complicité de l'Etat et de ses forces de répression ?

Ceux qui constatent l'écart croissant entre le réel et la narration médiatique et politique se doivent de réagir.

Ceux qui savent lire et interpréter sans peur des courbes épidémiques se doivent de parler en masse et de ne pas laisser seul l'IHU dans cette bataille.

Il n'y a pas de seconde vague.

Nous ne sommes depuis bien longtemps plus en situation épidémique selon les définitions habituelles des standards d'épidémie pour la grippe (plus de 150 cas/j/100000 hbts).

Cette définition a été changée tout bonnement pour la covid dans un but qui nous échappe.

Le réel est remplacé par une narration douteuse.

Les « informations » diffusées par les médias sont désormais décorréliées de la réalité sanitaire.

Les courbes épidémiques sont interprétées de manière fallacieuse

L'Etat aurait-il modifié les seuils épidémiques habituels pour maintenir un discours alarmiste et justifier des restrictions de liberté ?

Les nouveaux cas sont bénins.

Ils sont à la hausse du fait de l'incrémentation du nombre des tests.

C'est très rassurant quant à la bénignité de l'infection au final.

Nous n'avons pas constaté en Avril le dénominateur des cas totaux faute de pouvoir tester comme le bon sens nous le recommandait.
Aujourd'hui nous testons de manière quasi systématique sans rapport avec une quelconque symptomatologie.

Nous trouvons simplement ce que nous nous sommes interdits de voir en Mars, Avril et en Mai : le dénominateur et la foule des cas bénins.

Tous les partisans de la thèse de l'immunité collective devraient s'en réjouir.

Les hospitalisations en réanimation, les hospitalisations et les décès ne font que baisser tendanciellement !

Nous nous devons de sortir des polarisations politiques qu'on a voulu infliger au débat.

Nous devons retourner à des arguments de bon sens : médicaux en premier, scientifiques en second.

Merci à Jean François Toussaint, à Alexandra Henrion Caude, à Jean Dominique Michel, à Didier Raoult, à Philippe Parola, à Jean Christophe Lagier, à Christian Perronne et à tous les autres héros que j'oublie.

La Science, la médecine et la politique sont ternies de tant de conflits d'intérêt et de corruptions.

Le « Nous » de nos concitoyens va mal.

Nous devons réinformer et réouvrir l'espace du dialogue et du débat quand il se ferme.

Il y a aujourd'hui plus de morts quotidiens de suicide que de COVID.

Les soignants doivent réagir.

Nous devons libérer nos concitoyens. Veiller à leur santé. Nous avons tous prêtés serment !

Chaque jour, il meurt en moyenne en France 1671 personnes selon Santé publique France.

419 personnes de maladies cardio vasculaires / 460 de cancers / 110 morts de maladies respiratoires / 27 de suicides / 10 morts d'accidents de la route /

Pour la covid-19 : Sur les 15 premiers jours d'Août une moyenne de 8.3 morts hospitaliers /jour.

Je ne compte pas les morts en Ehpad puisque nous ne savons de quoi ils sont morts. Vous constaterez avec le sourire que du 1er au 15 Aout, 10 personnes auraient d'ailleurs ressuscitées selon le cumul des morts en Ehpad.

Nous sommes devenus fous ?!

Merci à tous ceux qui voudront nous rejoindre pour que l'AP-HM se réveille du mirage et agisse.

Merci à tous ceux qui ne sont pas d'accord et qui voudront renouveler l'espace du débat pour une discussion courtoise et constructive.

Bien confraternellement,

Louis Fouché

Praticien hospitalier

Centre Interrégional des Brûlés de la Méditerranée"

Coronavirus, un imaginaire , une psychose de foule

Présenté par Bruno Bertez 4 mars 2020

Je ne conteste pas que Michel Chossudovsky ait des tendances conspirationnistes.

Donc ne venez pas me dire que je passe ce texte en l'endossant; non seulement je ne suis pas conspi mais je lutte contre les conspis car bien souvent ils gâchent une matière intéressante, alternative en lui donnant une tournure, une torsion conspi.

Le conspirationnisme est bien souvent simpliste, c'est le refuge l'ignorance et de la paresse. Mais ceci ne peut être appliqué à Chossudovsky, il est compétent, il travaille, il a une bonne doc et un bon réseau de sources. Simplement il a un biais, il a une conception de l'histoire.

Moi j'aurais tendance à dire que quelque fois les choses sont tellement bizarres que l'on a l'impression d'être en face d'une conspiration, mais je me garde bien de franchir le pas et de subjectiviser et j'essaie de rester dans le domaine des causes objectives, vérifiables.

Beaucoup de choses qui semblent conspis résultent en fait de la convergence d'intérêts, de culture, de motivation de certains milieux et de certaines classes sociales; cela ne veut absolument pas dire qu'elle se concertent, simplement elles ont des intérêts communs qui font qu'elles se rejoignent. La pensée de groupe, le group think, les think tanks, les théories à la mode, les origines du pognon, tout cela provoque des convergences.

Mon expérience du Pouvoir me conduit à penser qu'il y a peu de conspirations réelles, mais qu'il y en a quand même, j'y ai participé, et beaucoup de convergences objectives.

Lisez ce texte vous apprendrez des choses, conservez votre esprit critique s'il vous plait. Je soutiens que nous sommes dans un phénomène de foule, de masse avec début de psychose donc avec envahissement par l'irrationnel, je ne vais pas plus loin.

Coronavirus COVID-19: Une fausse pandémie? Qui est derrière cela? **Déstabilisation économique, sociale et géopolitique mondiale**

Michel Chossudovsky

[Jean-Pierre : article trop vieux. Les chiffres publiés ici ne sont pas valables.]

Le battage médiatique et la campagne de désinformation à propos de la propagation du nouveau coronavirus COVID-19 créent dans le monde entier un climat de peur et d'incertitude depuis que l'OMS a déclaré qu'il s'agissait d'une urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier.

La campagne de peur est en cours, créant la panique et l'incertitude. Les gouvernements nationaux et l'OMS induisent le public en erreur.

« Environ 84 000 personnes dans au moins 56 pays ont été infectées et environ 2 900 en sont morts », indique le New York Times. Ce que le journal omet de mentionner, c'est que 98 % des cas d'infection se trouvent en Chine continentale. Il y a moins de 5 000 cas confirmés à l'extérieur de la Chine (OMS, 28 février 2020).

Pour le moment, il n'y a pas de véritable pandémie à l'extérieur de la Chine continentale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Au moment d'écrire ces lignes, le nombre de « cas confirmés » aux USA est de 64.

Le chiffre est minime, mais les médias sèment la panique.

Il y a pourtant [15 millions de cas d'influenza aux USA](#).

2 hr 58 min ago

US confirms 64th coronavirus case. The person was a passenger on the Diamond Cruise ship

The US has confirmed its 64th coronavirus case.

Le dernier rapport de surveillance [FluView](#) du US Center for Disease Control and Prevention (CDC) indique que le 18 janvier 2020, il y avait **15 millions de cas de grippe, 140 000 hospitalisations et 8 200 morts** en cette saison grippale aux USA (soulignement ajouté).

Données sur la pandémie du COVID-19

SITUATION IN NUMBERS total and new cases in last 24 hours

Globally

83 652 confirmed (1358 new)

China

78 961 confirmed (331 new)

2791 deaths (44 new)

Outside of China

4691 confirmed (1027 new)

51 countries (5 new)

67 deaths (10 new)

WHO RISK ASSESSMENT

China Very High

Regional Level Very High

Global Level Very High

Le 28 février 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rapportait 83 652 cas confirmés de COVID-19, dont 78 961 en Chine continentale. En dehors de la Chine, il y en avait 4 691 (OMS, 28 février 2020, voir le tableau à droite).

L'OMS rapportait aussi 2 791 morts, **dont 67 seulement à l'extérieur de la Chine continentale**.

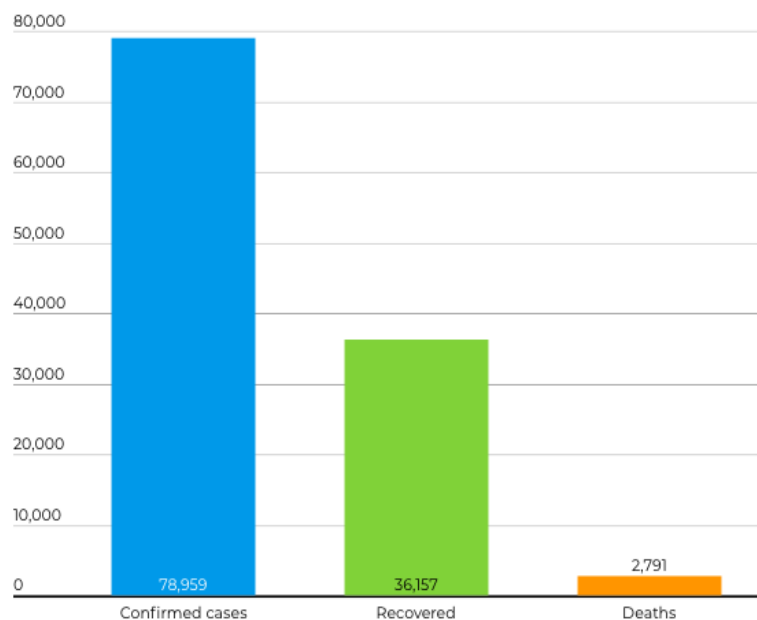
Ces chiffres confirment que la pandémie se limite principalement à la Chine continentale.

De plus, des données récentes tendent à démontrer que l'épidémie en Chine est maîtrisée. Le 21 février 2020, la Commission nationale de la santé de la République populaire de Chine a rapporté que 36 157 patients ont été déclarés guéris et ont quitté l'hôpital (voir le graphique ci-dessous).

Des rapports chinois confirment que les gens ont suivi un traitement et récupèrent de l'infection virale. Le nombre de patients infectés diminue aussi.

Selon l'Administration nationale des produits pharmaceutiques de la Chine, les hôpitaux utilisent le médicament antiviral Favilavir « pour traiter le coronavirus avec un minimum d'effets secondaires ».

Coronavirus in China - what we know in numbers



Source: China's National Health Commission
Last update: February 21, 2020



Examinons les chiffres :

La population mondiale est de l'ordre de 7,8 milliards de personnes

La population de la Chine est de l'ordre de 1,4 milliard de personnes.

La population mondiale moins la Chine est de l'ordre de 6,4 milliards de personnes.

4 691 cas confirmés et 67 morts rapportés (à l'extérieur de la Chine) sur une population de 6,4 milliards ne constituent pas une pandémie. $4\,691 / 6\,400\,000\,000 = 0,00000073 = 0,000073\%$

Aux USA, 64 cas sur une population d'environ 330 millions ne constituent pas une pandémie. (données du 28 février) : $64 / 330\,000\,000$.

Pourquoi la propagande? Racisme à l'endroit des personnes d'origine chinoise

Une campagne délibérée contre la Chine a été lancée et une vague de sentiments racistes contre les personnes d'origine chinoise est en cours, colportées en grande partie par les médias occidentaux.

[The Economist](#) rapporte que « Le coronavirus répand le racisme contre les gens d'origine chinoise et aussi entre eux ».

La peur du covid-19 fait que les gens se comportent mal, y compris certains Chinois.

« La communauté chinoise de Grande-Bretagne est confrontée au racisme en raison de l'épidémie de coronavirus » selon le SCMP.

« Les communautés chinoises à l'étranger sont de plus en plus confrontées à des abus et à des discriminations racistes dans le contexte de l'épidémie de coronavirus. Certaines personnes d'origine chinoise vivant au Royaume-Uni disent avoir été victimes d'une hostilité croissante en raison du virus mortel originaire de Chine ».

Chinese restaurants are losing business over coronavirus fears. An Australian social media campaign wants to change that



By **Jessie Yeung**, CNN

🕒 Updated 1052 GMT (1852 HKT) February 18, 2020

Le même phénomène se produit aussi partout aux USA.

Guerre économique contre la Chine

La stratégie des USA consiste à se servir du COVID-19 pour isoler la Chine, malgré le fait que l'économie des USA dépend largement des importations chinoises.

La désorganisation à court terme de l'économie chinoise est largement attribuable à la fermeture (temporaire) des circuits commerciaux et du transport.

L'urgence de santé publique déclarée par l'OMS se conjugue à une désinformation médiatique et à l'interdiction des vols en direction de la Chine.

White House is Considering Freezing All Flights Into U.S. from China: Report

By Tim Balk

Source New York Daily News (TNS)

Panique à Wall Street

La désinformation médiatique a pris une autre dimension en semant la **panique sur les marchés boursiers**.

La crainte du coronavirus a entraîné une chute des marchés financiers partout dans le monde.

Coronavirus Stock Market Correction Takes Hold As Dow Jones Suffers Worst Week Loss In Years; Microsoft, Mastercard Warn, Disney CEO Bob Iger Out



IBD STAFF | 04:24 PM ET 02/28/2020

A coronavirus stock market correction roared in as the Dow Jones and other major indexes suffered their worst losses since October 2008. Coronavirus cases spread rapidly outside of China, raising fears of a global pandemic and major impacts on the U.S. and global economy.

[Coronavirus Epidemic: WHO Declares a “Fake” Global Public Health Emergency](#)

D’après des rapports, la valeur des marchés boursiers mondiaux a fondu d’environ 6 billions de dollars. Ce déclin serait jusqu’ici de l’ordre « de 15 % ou plus ».

Cela cause des pertes massives d’épargne personnelle (c.-à-d. d’Américains moyens), auxquelles s’ajoutent les faillites personnelles et les faillites d’entreprises.

C’est aussi toute une aubaine pour les spéculateurs institutionnels, notamment pour les fonds spéculatifs des sociétés. La débâcle financière entraîne des transferts importants de richesses monétaires dans les poches d’une poignée d’institutions financières.

Le plus ironique, c’est que les analystes lient nonchalamment en chœur l’effondrement des marchés à la propagation du virus, alors qu’il n’y a que 64 cas confirmés aux USA.

« Il n’est pas étonnant que les marchés soient à la baisse... le virus a pris tellement d’ampleur... »

Pouvait-on « prévoir » le krach financier de février?

Il serait naïf de croire que la crise financière n’était attribuable qu’aux forces du marché qui ont répondu spontanément à la propagation du COVID-19. Le marché était déjà soigneusement manipulé par des acteurs puissants qui se servent d’instruments spéculatifs dans les marchés sur les instruments dérivés, dont la « vente à découvert ».

L’objectif tacite est la concentration de la richesse. C’était toute une aubaine financière pour les « initiés » qui connaissaient à l’avance ce qui mènerait à la décision de l’OMS de déclarer une urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier.

La pandémie de COVID-19 (nCoV-2019) était-elle connue à l’avance? Quelles sont les répercussions probables?



Le 18 octobre 2019, le Johns Hopkins Center for Health Security à Baltimore a entrepris un exercice de simulation consciencieusement élaboré d'une épidémie de coronavirus appelée **nCoV-2019**.

Lors de l'exercice appelé **Event 201 Simulation of a Coronavirus Pandemic**, on a « simulé » une chute des marchés boursiers de 15 %. Elle n'était pas « prévue » selon les organisateurs et les commanditaires de l'événement, la Bill and Melinda Gates Foundation et le Forum économique mondial.

Statement about nCoV and our pandemic exercise

In October 2019, the Johns Hopkins Center for Health Security hosted a pandemic tabletop exercise called [Event 201](#) with partners, the World Economic Forum and the Bill & Melinda Gates Foundation. Recently, the Center for Health Security has received questions about whether that pandemic exercise predicted the current novel coronavirus outbreak in China. To be clear, the Center for Health Security and partners did not make a prediction during our tabletop exercise. For the scenario, we modeled a fictional coronavirus pandemic, but we explicitly stated that it was not a prediction. Instead, the exercise served to highlight preparedness and response challenges that would likely arise in a very severe pandemic. We are not now predicting that the nCoV-2019 outbreak will kill 65 million people. Although our tabletop exercise included a mock novel coronavirus, the inputs we used for modeling the potential impact of that fictional virus are not similar to nCoV-2019.

Capture d'écran, 201 A Global Pandemic Exercise

La simulation effectuée en octobre appelée **nCoV-2019** a eu lieu à peine deux mois avant l'apparition du **COVID-19**.

La simulation de pandémie du John Hopkins simulait une chute des marchés boursiers de « **15 % ou plus** » (vidéo, section 0.0 – 1'2"), qui correspond largement à la baisse qui a vraiment eu lieu à la fin de février 2020.

(voir la vidéo ci-dessous)

Bien des aspects de cet « exercice de simulation » correspondent en fait à ce qui s'est réellement produit lorsque le directeur général de l'OMS a déclaré une urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier 2020.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ceux qui parrainaient « l'exercice de simulation » du John Hopkins Center sont puissants et bien renseignés dans les domaines de la « santé mondiale » (B. and M. Gates Foundation) et de « l'économie mondiale » (FEM).

Il convient aussi de noter que l'OMS a initialement adopté un acronyme similaire (pour désigner le coronavirus) à celui de l'exercice de simulation d'une pandémie du John Hopkins Center (**nCoV-2019**) avant de le changer pour **COVID-19**.

Corruption et rôle de l'OMS

Qu'est-ce qui a motivé le directeur général de l'OMS, le Dr **Tedros Adhanom Ghebreyesus**, à déclarer que le **nCoV-2019** constitue une « urgence de santé publique de portée internationale » le 30 janvier, alors que l'épidémie était largement confinée à la Chine continentale?

Tout porte à croire que le directeur général de l'OMS Tedros servait les intérêts de puissants partenaires corporatifs.

[Selon F. William Engdahl](#), Tedros entretient des liens de longue date avec les Clinton et la Clinton Foundation. Il est aussi étroitement lié à la Bill and Melinda Gates Foundation.

De pair avec le Forum économique mondial de Davos, la Gates Foundation a parrainé « l'exercice de simulation » du John Hopkins nCoV-2019.

Comme ministre de la Santé, Tedros a également présidé le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria dont la Gates Foundation était la cofondatrice. Le Fonds mondial a été entaché de scandales de fraude et de corruption.

« Pendant les trois ans de campagne menée par Tedros pour obtenir son poste à l'OMS, il a été accusé d'avoir caché trois épidémies majeures de choléra pendant qu'il était ministre de la Santé de l'Éthiopie, qualifiant faussement les cas de « diarrhée aqueuse aiguë » (un symptôme du choléra), afin de minimiser l'importance de l'épidémie, une accusation qu'il a niée. » (Engdahl, op. cit.).

The New York Times

Candidate to Lead the W.H.O. Accused of Covering Up Epidemics



Tedros Adhanom Ghebreyesus in 2016. He has been accused of covering up cholera outbreaks by an associate of a rival for World Health Organization director general. Fabrice Coffrini/Agence France-Presse — Getty Images

Une campagne de développement d'un vaccin massive a été ordonnée par le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. De nombreuses compagnies pharmaceutiques [y travaillent déjà](#).

À cet égard, il est important de rappeler la fraude de l'OMS pendant le mandat de son prédécesseur, le **Dr Margaret Chan**, qui a déclaré ceci au sujet de la pandémie de grippe porcine H1N1 en 2009 :

« **Les fabricants de vaccin peuvent produire 4,9 milliards de vaccins antigrippaux par année** dans le meilleur des cas. » ([Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé](#), citée par Reuters le 21 juillet 2009, soulignement ajouté).

GENEVA (Reuters) - Vaccine makers could produce 4.9 billion pandemic flu shots per year in the best-case scenario, the head of the World Health Organization said on Tuesday, as rich and poor countries grappled over limited supplies.



United Nations Secretary-General Ban Ki-moon (R) listens to WHO Director-General Margaret Chan (C) during a visit to the Strategic Health Operations Centre (SHOC) room at the World Health Organization (WHO) headquarters in Geneva, May 19, 2009. REUTERS/Christopher Balck/WHO/Handout

Il n'y avait pas de pandémie de H1N1 en 2009. Il s'agissait d'une fraude pour faire de l'argent, comme l'a révélé le Parlement européen.

Quelle est la prochaine étape de la pandémie de COVID-19? Est-ce une fausse ou une vraie pandémie?

- La propagande contre la Chine n'est pas terminée.
- Pas plus que la « pandémie de peur » à l'extérieur de la Chine, malgré le nombre vraiment bas de « cas confirmés ».
- La crise financière se poursuit, soutenue par la désinformation médiatique et les ingérences financières.
- Si les relations commerciales habituelles (et le transport) entre les USA et la Chine ne se rétablissent pas, la livraison de biens de consommation « Made in China » exportés aux États-Unis sera compromise.
- Cette situation pourrait déclencher une crise majeure dans le commerce de détail aux USA, où les biens « Made in China » constituent une part importante de la consommation mensuelle des ménages.
- Du point de vue de la santé publique, les perspectives d'éliminer le COVID-19 en Chine sont favorables. Des progrès ont déjà été rapportés.
- Dans le reste du monde (où il y avait environ 3 000 cas confirmés le 28 février 2020), la pandémie de COVID-19 se poursuit, de pair avec la propagande en faveur d'un programme de vaccination mondial.
- Sans une campagne de peur conjuguée à de fausses nouvelles, le COVID-19 n'aurait pas fait les manchettes.
- D'un point de vue médical, une vaccination mondiale est-elle indiquée?

- 43,3 % des « cas confirmés » en Chine sont maintenant considérés comme « rétablis » (voir le graphique ci-dessus). Les reportages occidentaux ne font pas la distinction entre les « cas confirmés » et les « cas infectés confirmés ». Ce sont ces derniers cas qui sont pertinents. La tendance est à un rétablissement et à la baisse des « cas infectés confirmés ».

La campagne de vaccination massive de l'OMS (susmentionnée) a été dûment confirmée par son directeur général, le Dr **Tedros Adhanom Ghebreyesus**, le 28 février :

« ... **plus de 20 vaccins sont en cours de développement dans le monde** et plusieurs produits thérapeutiques sont en cours d'essais cliniques, dont les premiers résultats sont attendus dans « quelques semaines ». (soulignement ajouté)

Il va sans dire que cette décision de l'OMS constitue une autre manne financière pour les cinq principaux producteurs de vaccins : GlaxoSmithKline, Novartis, Merck & Co., Sanofi, et Pfizer, qui contrôlent 85 % du marché des vaccins. [Selon CNBC](#) : (soulignement ajouté)

Ces sociétés sont entrées dans la course pour combattre le coronavirus mortel et planchent sur des programmes pour créer des vaccins ou des médicaments... **Sanofi fait équipe avec le gouvernement des USA pour développer un vaccin contre le nouveau virus**, en espérant que ses travaux sur l'éclosion du SRAS en 2003 vont accélérer le processus. En 2019, Merck a tiré des revenus de 8,4 milliards de dollars du marché du vaccin, un segment en croissance à un taux annuel de 9 % depuis 2010, [selon Bernstein](#).

GlaxoSmithKline a annoncé ce mois-ci son partenariat avec la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations [CEPI] en vue d'un programme de vaccination... La CEPI a vu le jour lors du Forum économique mondial de 2017.

Fait à souligner, la CEPI lancée à Davos en 2017 est soutenue par la Bill and Melinda Gates Foundation, the Wellcome Trust (une fondation humanitaire britannique multimilliardaire) et le Forum économique mondial. Les gouvernements de la Norvège et de l'Inde en font partie et leur rôle consiste principalement à financer la CEPI.

Chronologie

18 octobre 2019 : La B. and M. Gates Foundation et le Forum économique mondial sont des partenaires de « l'exercice de simulation » d'une pandémie au **nCoV-2019** effectué par le John Hopkins Center for Health Security en octobre 2019.

31 décembre 2019 : La Chine alerte l'OMS de la découverte de plusieurs cas de « pneumonie inhabituelle » à Wuhan, dans la province du Hubei.

7 janvier 2020 : Les responsables chinois annoncent avoir identifié un nouveau virus. L'OMS nomme le nouveau virus **2019-nCoV** (exactement le même nom que le virus ayant fait l'objet de l'exercice de simulation du John Hopkins Center, sauf le placement de la date).

24 et 25 janvier 2020 : Sommet de Davos sous les auspices de la CEPI, qui est aussi le fruit d'un partenariat entre le Forum économique mondial et la Gates Foundation, au cours duquel le développement d'un vaccin contre le 2019 nCoV est annoncé (2 semaines après l'annonce du 7 janvier 2020 et à peine une semaine avant la déclaration de l'urgence de santé publique de portée internationale par l'OMS).

30 janvier 2020 : Le directeur de l'OMS déclare une « urgence de santé publique de portée internationale ».

Voilà maintenant qu'une campagne de vaccination a été lancée pour enrayer le COVID-19 sous les auspices de la CEPI en partenariat avec [GlaxoSmithKline](#).

Conclusion

Le COVID-19 (alias nCoV-2019) représente un pactole valant des milliards de dollars pour les grandes sociétés pharmaceutiques. Mais il contribue aussi à précipiter l'humanité dans un dangereux processus de déstabilisation économique, sociale et géopolitique.

Michel Chossudovsky

« La crise du Covid-19 n'est pas sanitaire, mais un projet totalitaire et politique »...

Publié par Bruno Bertez 27 septembre 2020

[Jean-Pierre : article beaucoup trop politique, mais avec des éléments intéressants.]

Nous notons avec plaisir un certain réveil de la pensée, les clercs trahissent un peu moins.

Covid-19(84) ou La vérité (politique) du mensonge sanitaire

Michel Weber



L'événement Covid-19 a déjà fait couler beaucoup d'encre. Tout et son contraire ont été affirmé, parfois par les mêmes personnes, et au même moment. Démêler l'écheveau nécessite donc de simplifier le récit. Il y a bien sûr un prix à payer pour ce faire ; il est double. D'une part, il faut ignorer ce qui semble accessoire ; d'autre part, il importe de remettre l'événement dans son contexte historique, à la fois au sens perspectif (la crise culturelle qui remonte à 1968) et projectif (les conséquences politiques immédiates).

Pour l'essentiel, on trouvera ici une thèse — **la crise de la Covid-19 n'est pas sanitaire mais politique, et aucune des mesures liberticides n'est fondée scientifiquement** — soutenue par trois arguments :

1. **La Covid-19 rend évidente la corruption complète du corps politique et de ses appendices médiatiques et scientifiques. Ils ont définitivement perdu toute légitimité et toute autorité.**
2. **Cette corruption reflète la crise du capitalisme financier, et la volonté des oligarques de détruire la démocratie représentative.**
3. **Le système politique qui se met en place est totalitaire, c'est-à-dire que toutes les facettes de la vie des citoyens seront pilotées par une structure idéologique mortifère ne différenciant plus les sphères privées et publiques. Ce totalitarisme sera fasciste et numérique.**

Le grand récit qui nous est officiellement proposé est bien synthétisé par Wikipédia : « **La maladie à coronavirus 2019, ou Covid-19, est une pandémie d'une maladie infectieuse émergente provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2. Elle apparaît le 17 novembre 2019 dans la ville de Wuhan, puis se propage dans le monde entier.** »

Pour l'expliquer, on incrimine le pangolin et la barbarie diététique locale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) prononce l'état d'urgence de santé publique internationale le 30 janvier 2020. Elle déclare l'épidémie de Covid-19 « pandémie » le 11 mars 2020, et demande des mesures exceptionnelles (l'état d'urgence sanitaire) pour prévenir la saturation des services de soins intensifs et renforcer l'hygiène préventive (suppression des contacts physiques, des attroupements et des manifestations, ainsi que des déplacements et voyages non indispensables, promotion du lavage des mains, mise en application de quarantaine, etc.).

Il faudrait prendre le temps de (re)définir ce que sont une épidémie, une pandémie, un virus émergent, les conditions d'une zoonose (de transmission d'un pathogène entre espèces), un virus augmenté (ou « Frankenvirus »), les « gains de fonction », les présupposés des modèles d'analyse de risque (à commencer par la distribution d'âge rectangulaire et stationnaire, et le mélange homogène de la population), etc. **Et de rappeler qu'un virus ne peut jamais être à la fois très dangereux et très contagieux.** Discussion compliquée par le fait que les experts peinent à argumenter entre eux et avec le grand public.

Par contre, on peut facilement constater la **faillite complète de la gestion politique de la crise**. Il existe des variations par pays, mais — la Chine mise à part —, ce sont les similitudes qui sont frappantes. Il pourra suffire d'explorer ici les trois facettes annoncées : **la corruption des corps politique, médiatique et scientifique ; la crise du capitalisme biocidaire ; et le totalitarisme fasciste numérique.**

1. La corruption des corps politique, médiatique et scientifique

« Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir, et une avalanche de malheurs ou de maladies se succédant sans interruption dans une famille ne la fera pas douter de la bonté de son Dieu ou du talent de son médecin. » (Proust 1913)

La gestion politique ubuesque de l'épidémie peut se définir par cinq traits.

1.1. L'impréparation : le gouvernement a été complètement pris au dépourvu, alors que la réaction de la Chine, connue de tous dès janvier, avait été prompte et radicale. En bref : les autorités chinoises ont réagi comme s'il s'agissait d'une attaque bactériologique, pas d'une épidémie saisonnière (et personne n'a jusqu'ici apprécié toutes les implications de cette réaction). De plus, **les scénarios de pandémie sont très répandus depuis une douzaine d'années**, surtout après la crise de 2009 (H1N1), et ce **tout spécialement chez les**

militaires et dans les fondations privées, grâce au zèle de **B. Gates**, qui en a fait son unique cheval de bataille philanthropique depuis 2007. Cette impréparation est sans nul doute possible **le résultat de cinquante ans de néo-libéralisme**. Mais pas que.

1.2. L'incompétence des uns et l'expertise des autres : alors que la chose politique est abandonnée aux universitaires, ceux-ci ne sont que très rarement à la hauteur de la tâche qui leur est dévolue, et ils se contentent de travailler à la **prolongation de leur mandat**. Du reste, dans **une technocratie qui ne dit pas son nom**, on comprend la nécessité de s'en remettre aux experts, dont l'objectivité est proverbiale.

En fait, l'incompétence, c'est-à-dire l'absence d'expertise adéquate, ne devrait être aucunement problématique en politique : seul le sens commun devrait importer. S'il faut être un expert pour gouverner, nous ne sommes plus en démocratie (représentative), ou même en participative (pas représentative), mais en **technocratie**. Le recours aux experts est donc intrinsèquement problématique. Il l'est d'autant plus **qu'il suffit de connaître l'employeur de l'expert, ou son bailleur de fonds, pour déduire par avance la nature de ses conclusions.**

1.3. La corruption : le niveau de corruption des acteurs politiques est un secret de polichinelle. On se permet même, dans notre **monarchie bananière**, de rire sous cape des malversations qui finissent par être médiatisées dans d'autres pays, de préférence situés plus au Sud. (Et cela vaut bien sûr pour le regard que la Flandre porte sur la Wallonie.)

On le sait depuis Platon (ce sont les Grecs qui ont créé la démocratie participative) et, plus particulièrement, depuis Machiavel (1532), **le pouvoir est recherché par les corrompus en puissance, et exercé par des corrompus de fait**. Du reste, répétons-le, les conclusions de l'expert se trouvent en germe dans la source de financement de ses études.

1.4. La coercition en toute illégalité : L'imbroglie gouvernemental et institutionnel belge a donné naissance à un fort curieux proto-totalitarisme : **un gouvernement en affaire courante s'est octroyé les pouvoirs spéciaux pour euthanasier le législatif, instrumentaliser le judiciaire, et instaurer un État d'urgence (sanitaire) qui ne dit pas son nom. Les mesures et règlements liberticides ne se comptent plus — à commencer par le confinement dans les maisons de repos, la généralisation du confinement à domicile, la distanciation « sociale », le port du masque, etc.**

Avec ce cortège de **mesures liberticides, illégitimes, inefficaces et illégales**, on obtient, de fait, **la fin de l'État de droit. Le bien public est devenu privé, c'est-à-dire source de profit**. Et l'intimité de la sphère privée est exposée au regard (parfois à la vindicte) de tous.

1.5. La communication : et particulièrement sa composante absurde, constitue la vraie signature de cette crise, durant laquelle les responsables politiques ont épuisé toutes les formes pathologiques du langage. Épinglons les suivantes :

- **L'évitement :** ignorer les objections, refuser le dialogue sous quelque forme que ce soit.
- **L'indignation :** faire l'innocent, plaider la bonne foi, le dévouement au bien commun.
- **Le mensonge pur et simple :** le masque protège des virus et pas seulement des infections bactériennes.
- **Le vaccin** est efficace contre une maladie qui n'est pas immunisante.
- **La censure :** refuser l'accès à une information ou à une conférence de presse.

- **La propagande** : gonfler de vraies informations.
- **La désinformation** : propager de fausses informations.
- **La sur-information** : inonder d'informations (vraies, fausses, vraiment fausses, faussement vraies, etc.).
- **L'usage de la contradiction** : soutenir deux propositions contradictoires (le masque est inutile ; vous devez porter un masque).
- **L'usage du paradoxe** : utiliser des énoncés indécidables tels que : l'épidémie progresse sans empirer ; le monde d'après sera, et ne sera pas, différent ; seuls, ensemble ; soyez solidaires (dans la solitude) ; faites confiance aux responsables (!) ; informez-vous (dans les médias) ; vaccinons tout le monde pour contrôler la démographie ; imposons la monnaie digitale pour permettre aux pauvres d'épargner ; instaurons un gouvernement mondial démocratique ; ce que je vous dis est faux... Tout ceci ressort de l'effort pour rendre l'autre fou (Searles 1959).

En somme, la communication gouvernementale, servilement relayée par les médias et aiguillée (et endossée) par les experts en sciences médicales, **a entretenu la peur et, surtout, l'angoisse**. La peur est un sentiment naturel positif car mobilisateur : face à une menace palpable, l'individu réagit par la fuite ou le combat. Au contraire, **l'angoisse est paralysante : on pressent une menace invisible, sans savoir comment réagir...**

La communication absurde vise à stupéfier par l'angoisse, pas à perdre par la peur. Le dispositif est beaucoup plus efficace : la peur demande à être orientée afin qu'elle ne nuise pas au statu quo social ; **l'angoisse paralyse les citoyens qui acceptent passivement tout ce qui leur est imposé**.

La banqueroute politique signale en outre deux faillites supplémentaires : celle des médias et celle des experts scientifiques, et tout particulièrement des médecins. Les médias ont donné une ampleur inouïe à la communication absurde des politiques et des scientifiques. Il y a eu cooptation des uns par les autres. **On peine à trouver un dissident dans la classe politique ; il en existe peu dans le monde scientifique et, s'ils s'expriment dans les médias, c'est généralement de manière très pondérée ; rares sont les journalistes qui ont fait leur travail, Alexandre Penasse constituant une notable exception.**

Tous se sont couverts d'ignominie en participant, activement ou passivement, à cette mascarade ; tous devraient se voir sévèrement sanctionner.

2. La crise du capitalisme biocidaire

« **C'est le commencement qui est le pire, puis le milieu, puis la fin ; à la fin, c'est la fin qui est le pire.** » (Beckett 1953).

En amont de cette sclérose politique, médiatique et scientifique, on trouve **l'influence des mondes bancaire et pharmaceutique**, qui sont mus par deux perspectives : d'une part, **la maximisation de leur emprise sur la société** (et donc de leur chiffre d'affaire) ; d'autre part, **la gestion de la crise globale systémique annoncée clairement dès 1968**, et dont la chronologie a été **esquissée en 1972 par Meadows et Kukla** (l'épuisement des ressources, le dérèglement climatique, et la progression de la pollution finiront par avoir raison de la société de consommation et de la démocratie représentative).

2.1. De ce point de vue, l'utilisation de la stratégie du choc, identifiée par Klein en 2007 — instrumentaliser une crise réelle ou ressentie, naturelle ou culturelle, afin de modifier profondément l'espace social, tandis que celui-ci est paralysé — s'impose comme une évidence si on veut anticiper le

chaos. **Que la crise soit réelle, ou simplement mise en scène, que son origine soit naturelle, ou le produit d'une machination, ne change finalement pas grand-chose au traumatisme et à la possibilité de son usage.**

2.2. Par contre, il faut comprendre, une fois pour toutes, que les élus ne représentent pas le peuple, mais les oligarques et leurs multinationales. Le programme néolibéral est en effet très simple : dissoudre les États afin de privatiser toutes leurs fonctions. Tant qu'un gouvernement mondial (privatisé) n'est pas implémentable, on peut se contenter de transformer les États en coquilles vides. Ce programme ne constitue qu'une réappropriation du fascisme tel que Mussolini l'a défini, et mis en pratique, dès 1922-1925, à l'aide de la vision économique de Vilfredo Pareto : l'entreprise privée est, par définition, beaucoup plus efficace que l'État. Puis vinrent les politiques similaires des Nazis en 1934-1937, qui subirent une légère obsolescence de 1944 à 1972 (les « trente glorieuses »).

En fait, Hayek, le chantre du néolibéralisme, stipule très clairement, et ce dès 1944, la stratégie à adopter : seule une infiltration progressive des institutions civiles et politiques permettra la destruction de la menace communiste et de sa cinquième colonne. Vingt ans plus tard, le 30 septembre 1965, il arriva à ses fins avec le coup d'État de Suharto, qui coûta la vie à plus d'un million de communistes (certains parlent de 3 millions d'exécutions arbitraires), et permit une **première mise en place du dispositif néolibéral**. C'était en quelque sorte la répétition du renversement d'Allende par **Pinochet**, perpétré le 11 septembre 1973.

Le remplacement des gouvernements par des multinationales a été quantifié très tôt, e. a., par Stephen Hymer (1960) et David C. Korten (1995). Il est devenu évident avec la politique d'intégration européenne et, surtout, la multiplication des traités et autres partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement (comme le « Transatlantic Trade and Investment Partnership »).

C'est du reste le fil rouge de la littérature « cyberpunk » dont le représentant le plus fameux est sans doute Ph. K. Dick (1955), qui a offert les scénarios de « Blade Runner » (1982), « Total Recall » (1990), « Minority Report » (2002), etc.

2.3. Tout se joue donc en 1968-1973 : le dévoilement des enjeux civilisationnels comme **leur effacement**, c'est-à-dire, d'une part, la prise de conscience de la crise globale qui ne pourrait être conjurée qu'en renonçant au capitalisme industriel et financier ; et, d'autre part, la reprise en main de l'agenda politique par ce dernier avec des figures telles que Suharto et Pinochet, puis **M. Thatcher** (1979), **R. Reagan** (1981) et **Helmut Kohl** (1982). (Il faudrait également mentionner le travail de sape de **Pompidou**, élu à la présidence française en 1969, et le bref espoir instillé par Sicco Mansholt à la Commission européenne en 1972-1973.)

3. Le totalitarisme fasciste numérique

« Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain... éternellement. » (Orwell 1949)

En amont de la corruption complète du corps politique et de ses appendices médiatiques et scientifiques, nous avons trouvé la **crise du capitalisme financier** et la **volonté des oligarques de remodeler en profondeur la démocratie** (représentative) de marché. En aval, nous découvrons, sans surprise, **un nouveau totalitarisme fasciste, bien plus pernicieux que ses ancêtres** du XXe siècle, car numérique.

3.1. « Totalitarisme » désigne le système politique qui prétend gérer toutes les dimensions de la vie citoyenne, publiques comme privées. Rien ne doit lui échapper, en droit comme en fait. Le « fascisme » est un totalitarisme de droite, c'est-à-dire conçu par, et pour, les oligarques.

3.2. L'histoire du totalitarisme fasciste est supposée connue ; elle se résume à la prise de pouvoir des oligarques industriels et financiers par l'intermédiaire d'un lampiste plus ou moins allumé (ce qui permet aux

commanditaires de tirer leur épingle du jeu si l'affaire tourne mal). À partir de 1921, la droite extrême progresse partout en Europe : en Italie (Mussolini accède au pouvoir en 1922), en France (avec la création en 1922 de la Synarchie, suivie plus tard par la Cagoule), en Allemagne (le Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, en gestation depuis 1918, s'organise en 1920 ; Hitler écrit Mein Kampf en 1924 ; il est publié en 1925), Salazar assied sa dictature en 1932–1933, et Franco pilote la guerre civile déjà en 1934. De 1967 à 1974, il y aura aussi la dictature des colonels en Grèce. (Voir, par exemple, Lacroix-Riz 2006)

3.3. Nous sommes dans une configuration totalitaire depuis déjà de longues années, **c'est-à-dire qu'un système, qu'une idéologie, prétend gérer tous les aspects de la vie** : la technoscience constitue un tel système ; le capitalisme, renommé néolibéralisme, est un tel système ; la globalisation est un tel système ; **l'État d'urgence permanent qui s'enracine dans la guerre contre la terreur datant de 2001 en est la dernière péripétie.**

La vraie-fausse crise sanitaire de 2020 est le prétexte (au sens de N. Klein) utilisé pour **dépouiller définitivement les peuples des acquis sociaux et politiques** concédés après 1945. Elle touche donc différemment les pays selon qu'ils sont développés ou pas. Dans les pays riches, il s'agit de **détruire les acquis sociaux et de mettre la population au pas** ; dans les pays pauvres, c'est une **logique néocoloniale qui est à l'œuvre**. C'est ainsi, alors que l'épidémie saisonnière est finie, que des règlements (de plus en plus) absurdes prolongent la terreur sécuritaire.

3.4. Au nombre des outils pour comprendre les enjeux du totalitarisme numérique, on trouve les concepts de conformisme et d'atomisme, qui s'imposent dès les débuts de la révolution industrielle et de la démocratie représentative, et sont esquissés chez Saint-Simon (1803) et Tocqueville (1835).

L'ère thermo-industrielle est celle du machinisme, c'est-à-dire de la standardisation des produits et de l'organisation scientifique du travail. Alors que l'outil dépend de la morphologie humaine, **la machine demande à l'ouvrier de s'adapter à son mécanisme**. Le pouvoir de la machine est ainsi le pouvoir du conformisme : en amont, **l'ouvrier doit être calibré, dompté, géré comme une ressource** ; et, en aval, **le consommateur doit accepter l'uniformisation de ses habitudes de vie**, de ses goûts alimentaires, de ses vêtements, de ses idées, de ses désirs, etc. Les rendements d'échelle sont à la mesure des espérances de quelques-uns, et du désespoir de tous les autres.

Le conformisme se manifeste donc par **l'infantilisation et l'indifférenciation des personnes, la dépolitisation des citoyens, et la standardisation des consommateurs**, qui constituent autant de précieuses muselières pour **paralyser les corps et amnésier les esprits**.

D'autre part, **l'atomisme constitue le fondement du libéralisme** (Mandeville 1714, avant Smith 1776) ; il équivaut à briser toutes les solidarités, et à **entretenir la guerre de tous contre tous, parfois appelée compétitivité**.

En scellant l'alliance entre capitalisme et technoscience, la révolution industrielle établit les deux principes fondamentaux du **capitalisme mondialisé**, l'atomisation des individus sous prétexte de les libérer, et leur conformisation afin de machiner **le meilleur des mondes possibles**. En d'autres termes, les conditions de possibilité de la culture, qui sont celles de la vie authentique, sont deux fois niées. D'une part, **le conformisme se substitue à l'individuation** (à ne pas confondre avec l'individualisme) ; d'autre part, **l'atomisme remplace la solidarité**. Or, sans solidarité, il est impossible de s'individualiser, d'endosser son destin, de dépasser les contingences de sa naissance ; **et, sans individuation, la solidarité reste lettre morte**.

Cette double négation est toutefois rendue acceptable par **une inversion spectaculaire** (aussi au sens de Guy Debord) des pôles privé et public : on prend l'atomisme (c'est-à-dire l'absence de solidarité) pour de la liberté,

et le conformisme (c'est-à-dire l'absence de projet personnel) pour de la solidarité (tout le monde désire la même chose). On obtient, en somme, la guerre des clones, de ceux qui montrent leurs derrières (calibrés) en public, et parlent de politique (néolibérale) en privé. Les conséquences sont radicales : **infantilisation, déculturation, dépolitisation, dissociété, Terreur** (1792, très précisément au moment où Sade écrit), **c'est-à-dire la paralysie par l'angoisse.**

3.5. Le passage au totalitarisme numérique peut se comprendre comme la transformation des sociétés disciplinaires (Foucault 1976) en sociétés du contrôle (Deleuze 1990).

L'ère thermo-industrielle est celle du machinisme et des institutions disciplinaires qui lui sont propres : famille, école, église, caserne, usine, hôpital, asile d'aliénés, prison, maison de repos. Tous (ou la plupart de) ces lieux d'enfermement physique (mais aussi mental) peuvent être avantageusement remplacés par un dispositif plus souple de contrôle mental (mais aussi physique) : le numérique. La technologie — et tout particulièrement les dispositifs associés à la 5G — **permet maintenant une surveillance panoptique totale : traçage de tout le trafic internet** (« big data ») et des **déplacements physiques** (géolocalisation), **disparition des transactions en liquide, assignation à résidence** (télétravail, cyber-enseignement, achats en ligne, téléconsultations) etc.

Le totalitarisme numérique pousse encore plus loin la synergie entre conformisme et atomisme **en remplaçant tout ce qui restait d'humain** — et donc de corporel, d'immédiat, de qualitatif et d'aléatoire — dans **le machinisme par le virtuel**, le médiat, le quantitatif et l'algorithmiquement nécessaire. Il n'y a pas plus conforme que celui qui dépend entièrement du numérique pour vivre ; il n'y a pas plus atomisé non plus. Du reste, **la psychose hygiéniste institue un nouveau puritanisme qui exige une vie sans contact.** Après avoir disposé de la chair du monde, le technocapitalisme entend exploiter sans complexes la chair humaine (Weber 2017 & 2018).

4. En conclusion

Il faut bien comprendre que **la crise de la Covid-19 n'est pas sanitaire mais politique**, et qu'aucune des mesures liberticides n'est fondée scientifiquement. Par contre, elle met en évidence **la corruption complète du corps politique et de ses factotums médiatiques et scientifiques, et, plus particulièrement, leurs allégeances envers les puissances de l'argent et leur projet totalitaire.** La crise constitue à la fois le symptôme de la faillite de la démocratie représentative, et le prodrome du retour d'une gouvernance uniquement respectueuse des droits du capital. Plus encore qu'Orwell (1949), c'est Terry Gilliam (1985) qui vient à l'esprit de celui qui chercherait à contraster le cauchemar politique avec l'absurdité fictionnelle.

Ces évidences se retrouvent très précisément dans l'intervention d'A. Penasse (qui a fait, après tout, preuve d'une grande retenue), lui qui demandait, 15 avril 2020, « **Quelle légitimité démocratique il y a à prendre certaines décisions quand la plupart des membres qui décident et réfléchissent font partie des multinationales et du monde de la finance ?** »

Le capitalisme est kleptocrate et totalitaire par essence. L'évolution qui se dessine dans la gestion de la crise Covid-19 dévoile la corruption de tous les acteurs médiatisés et laisse entrevoir ceux qui, jusqu'ici, restaient dans l'ombre. **Si la population reste confinée dans la terreur, rien ne viendra s'opposer au régime le plus barbare de tous les temps.** Si elle se réveille, non seulement le règne de l'angoisse sera révoqué, mais il ne sera plus possible d'agir par la force non plus (les « gardiens de l'ordre » sont toujours issus du peuple, et leur servilité n'est jamais acquise une fois pour toutes). **La dernière option des oligarques sera alors, comme d'habitude, le génocide.** Toutes les guerres du XXe siècle étaient d'abord des guerres menées par l'aristocratie et la haute bourgeoisie contre le bas peuple. Mais l'irruption d'une vraie pandémie ne serait bien sûr pas à exclure...

Reste la question de savoir **pourquoi les citoyens acceptent de se faire maltraiter par les « responsables politiques »**. **Pourquoi acceptent-ils de subir un pouvoir pervers ?** La réponse se trouve dans l'analyse de la relation que le prédateur impose à sa proie. Précisons en deux mots les modalités qui ont été identifiées dans le cadre de l'inceste, de la logique concentrationnaire, ou de ce qui a été appelé tardivement (1973) le syndrome de Stockholm.

Il existe un lien vital entre le prédateur et sa proie : c'est le prédateur qui nourrit la proie, c'est lui qui lui offre un récit pour cadrer son malheur, c'est encore lui qui, parfois, fait un geste qui semble bienveillant. **La proie refuse donc instinctivement d'ouvrir les yeux sur le mécanisme prédateur**. Ferenczi (1932) l'a bien compris : l'enfant traumatisé, physiquement et psychiquement plus faible, se trouvant sans défense, n'a d'autre recours que de s'identifier à l'agresseur, de se soumettre à ses attentes ou à ses lubies, voire de les prévenir, et finalement y trouver même une certaine satisfaction. **Aimer son bourreau, dont on dépend physiquement, symboliquement, et affectivement, devient une condition de survie, mais aussi un piège psychotique.**

Dans le cas qui nous occupe : comme cette **servitude volontaire** offre les avantages que l'on peut se payer, et **les espoirs que l'on veut bien conserver**, la plupart des citoyens croient pouvoir continuer, après le « confinement », à **confondre rêve et réalité**. Il leur faudra plutôt choisir entre rêve et cauchemar.

À chacun sa conclusion, la mienne est empruntée à **Gramsci** : je suis pessimiste avec l'intelligence, mais optimiste par la volonté. Pessimiste car, dans le cas qui nous occupe, on assiste simplement à **une accélération de la tendance totalitaire d'une société technocratique dans le cadre d'une crise globale systémique** identifiée dès 1968. Si on se demande dans quelle direction ce mouvement va se faire, il suffit de questionner le pilote : le bref interlude soviétique mis à part, **la technique a toujours été pilotée par les capitalistes (la « grande bourgeoisie »)**. Historiquement, un totalitarisme capitaliste s'appelle fasciste ou, mieux, nazi. (Hitler n'était pas Mussolini.) Optimiste car, comme l'écrivait **V. Hugo** avant **Che Guevara** : « **Rien n'est plus imminent que l'impossible** » (1862).

Michel Weber

Podcast : L'effondrement de l'empire humain

Didier Mermin Paris, le 27 septembre 2020



Auteurs : Manon Commaret - Pierrot Pantel

Éditeur : Rue de l'échiquier

Domaine : Livres numériques

En quelques années, l'effondrement de notre société humaine est passé du statut de fantasme à celui de probabilité admise par la communauté scientifique. Comment vivre avec cette perspective d'un basculement désormais inéluctable de notre monde ? Entretiens avec **Isabelle Attard, Carolyn Baker, Nicolas Casaux, Yves Cochet, Nicolas Hulot, Derrick Jensen, Jean Jouzel, Arthur Keller, Vincent Mignerot et Pablo Servigne.**

Documentée par des travaux et des études scientifiques, la possibilité de grandes catastrophes — écologiques, sociales et économiques — s'est imposée dans l'esprit du public. Ainsi, 65 % des Français sont d'accord avec l'assertion selon laquelle « la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir » (Ifop, « Enquête internationale sur la collapsologie », novembre 2019).

Pour autant, la classe politique et le monde économique continuent très majoritairement de s'en remettre aux dieux de la croissance, ignorant les limites physiques de notre planète et les lois naturelles qui garantissent la prospérité du vivant. La dissonance cognitive qui en résulte nous a conduit dans le mur. Il y a urgence à comprendre et à s'adapter à cet horizon.

C'est de cette urgence qu'est née **l'initiative d'interroger les dix plus grands « penseurs » de l'effondrement** : Isabelle Attard, Carolyn Baker, Nicolas Casaux, Yves Cochet, Nicolas Hulot, Derrick Jensen, Jean Jouzel, Arthur Keller, Vincent Mignerot et Pablo Servigne. Manon Commaret et Pierrot Pantel ont passé avec les uns et les autres de longues heures **pour recueillir non seulement leur vision objective de cet effondrement en cours, mais également leur perception intime**. Toutes et tous ont accepté de se livrer avec précision et sincérité.

Le résultat est passionnant : un livre d'entretiens qui offre sur ce sujet des perspectives complémentaires et des nuances subtiles, mais également un éclairage sur les émotions parfois contradictoires que suscite la conviction d'un effondrement imminent.

Transcription à 50% d'un [podcast](#) de la chaîne Homo Ethicus, par Jean Burgos, sur le site [Imago](#).

Note : les critiques et commentaires reproduits ici sont ceux de l'orateur et ont été fortement résumés.

2'10 Présentation du sujet

Recension du livre : « [*L'effondrement de l'empire humain*](#) », de Manon Commaret & Pierrot Pantel, aux éditions Rue de l'échiquier.

Recueil d'entretiens avec dix penseurs de l'effondrement : Pablo Servigne, Jean Jouzel, Nicolas Hulot, Nicolas Casaux¹, Derick Jensen, Yves Cochet, Arthur Keller, Vincent Mignerot, Caroline Becker (psychothérapeute américaine), Isabelle Attard (EELV).

4' Définition de l'effondrement

Yves Cochet : besoins de base ne sont plus fournis à des prix accessibles par des services encadrés par la loi.

- + crise écosystèmes
- + dérèglement climatique
- + épuisement des ressources

5' Jean Jouzel

Ne pas être catastrophiste :

« La réalité est déjà assez difficile, 3 ou 4° en plus c'est déjà pratiquement impossible à vivre, sans même parler d'effondrement. Il faut bien comprendre qu'on va dans le mur, il faut tout faire pour l'éviter, mais il n'y a pas besoin de catastrophisme. »

Critique : mais peut-être n'a-t-on pas été assez catastrophiste...

6'20 Pablo Servigne

On reproche à la collapsologie son fatalisme. Tout serait déjà écrit. Il ne reste plus qu'à se préparer. Servigne est parfois plus nuancé :

« De là à dire que c'est inéluctable, je ne franchis pas le pas. Nous avons l'obligation d'imaginer de nouveaux horizons, de trouver le courage d'agir, et parfois de garder l'espérance. »

7'11 : L'effondrement comme une chance.

« Notre vie future, surtout s'il y a des catastrophes, sera riche à la fois intérieurement et politiquement, c'est certain. »

Critique : la société se crispe de plus en plus, les tensions s'exacerbent. En cas d'effondrement, il y aurait des crises encore plus graves. Dans des pays déjà « effondrés », comme le Congo ou le Soudan du Sud, la vie n'a rien d'une réjouissance.

8'15 : L'effondrement comme source de sagesse.

« Pour moi l'effondrement peut être source de sagesse. »

Critique : tout peut être source de sagesse.

Suit la critique de l'essentialisme de son discours à tendance spirituelle.

9'33 Arthur Keller

10'12 : Est dans la colère.

« J'ai en moi une colère profonde, colère face à nos aveuglements collectifs, et notre propension à la brutalité crasse. Colère parce qu'une frange de l'humanité a réussi, à force d'avidité psychopathologique, à acculer l'ensemble du vivant dans un cul de sac funeste. Colère vis-à-vis de certaines attitudes primaires de mes contemporains, la revendication d'une soit disant liberté de faire n'importe quoi, sans limites ni soucis des conséquences, une propension à l'indifférence et une volonté affirmée d'insouciance. Colère à cause de ce tropisme anthropocentrique insensé qui nous a conduit à tout détruire ou tyranniser sans nous émouvoir plus que cela. »

Commentaire : la colère est plus motivante que l'amour selon Pablo Servigne, et la joie selon Spinoza.

11'25 : changement de civilisation

« Rien de moins qu'un changement complet de civilisation ne pourra résoudre quoique ce soit. C'est le comportement même des hommes vis-à-vis de la nature, de ses ressources et de ce qui y vit qu'il faut réformer. Tant que l'être humain se complaira dans une posture matérialiste et une dialectique utilitariste, son voyage n'aura qu'une destination possible : l'extinction de masse. »

Critique : passage intéressant même s'il confond et mélange tous les humains alors qu'il ne devrait parler que de la civilisation industrielle en Occident.

12' : ne croit pas à un changement des sociétés

« L'arrivée de l'effondrement ne peut éventuellement être considéré pour une bonne chose pour le vivant que dans un cas, celui où les populations auront été préparées à gérer les défis à venir en se serrant les coudes et où des résiliences territoriales assurant une vie décente pour tous auront été organisées. »

13' : radicalisation ?

« L'heure est plus venue pour chacun d'entre nous de choisir son camp : s'engager pour préserver le vivant, ou collaborer avec les forces de mort. L'entre-deux, la non-application [?] n'est plus une neutralité. La civilisation actuelle foule aux pieds la vie sur Terre et l'avenir, car c'est une guerre, ne nous y trompons pas. La part de l'humanité qui comprend l'impératif de protéger la nature doit affronter l'autre part, celle qui a déclaré la guerre au vivant. Cette dernière a eu mainte fois l'occasion de dialoguer en bonne intelligence, mais s'est toujours montrée incapable de changements, ou non digne de confiance. Aussi le temps n'est plus à tenter des ententes amiables manifestement stériles, il faut se lever et s'investir. »

14'25 : conclusion de l'entretien

« Une partie de l'humanité est devenue totalement cinglée, et l'autre partie s'en désintéresse avec une effarante lacune de cerveau, de cœur et de tripes. On écrase la nature d'un côté, on revendique son droit à chasser, à pêcher, à exploiter toujours davantage de l'autre. Il est temps de se lever et d'aller s'interposer entre le baleinier et la baleine, entre le bulldozer et la forêt, entre le spéculateur et les communs, entre le néolibéral et le service public, entre le canon et la foule. Les forces de vie doivent s'activer. »

15' Vincent Mignerot

Le capitalisme n'est pas responsable.

« Le capitalisme est un outil extrêmement performant, mis en œuvre et développé depuis plusieurs siècles, mais qui ne change rien à la cause de notre problème, à savoir : la satisfaction des besoins alimentaires, de santé et de sécurité du plus grand nombre possible d'êtres, tout en repoussant les limites des contraintes du cadre naturel. »

Critique : le capitalisme ne répond pas seulement aux besoins de base, il crée une myriade de besoins inutiles, et favorise le consumérisme, ce qui contribue à la destruction des écosystèmes. Le capitalisme n'est pas l'unique problème, mais c'est un problème majeur.

17'07 Perte de sens

« La perte de sens, c'est l'incapacité à convertir les émotions en formes, en représentations intelligibles et verbalisables. La destruction et l'effondrement induisent en eux-mêmes une perte de sens. »

18'45 Les villes seront protégées en priorité en cas d'effondrement

« Les métropoles sont les lieux qui, après les riches, l'armée, la défense, l'administration, la police, l'État lui-même, ces lieux seront donc protégés en priorité. Cela se vérifie d'ailleurs au Bangladesh où la catastrophe climatique ne freine pas l'exode rural. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les gens préfèrent mourir en ville, voire dans des ghettos, plutôt qu'à la campagne. »

Critique : ceci est faux. Il mélange deux choses : d'une part un exode rural, (pour trouver un emploi), d'autre part le fait qu'en situation de crise les gens cherchent à retourner en milieu rural.

20' Nicolas Casaux

Il cite Miguel Amorós :

« En l'absence d'un mouvement social organisé, les idées sont primordiales. Le combat pour les idées est le plus important, parce qu'aucune perspective ne peut naître d'une organisation où règne la confusion concernant ce que l'on veut. »

Finale

21' Avis personnel de l'orateur, intéressant.

Paris, le 27 septembre 2020

NOTE : 1 De son propre aveu, Jean Burgos a plusieurs fois cité Nicolas Casaux, mais celui-ci est plus un vulgarisateur qu'un penseur.

Plus de publications sur Facebook : [Onfoncedanslemur](https://www.facebook.com/Onfoncedanslemur)

Maximiser le pouvoir avec moins d'enfants

The Maximum Power Principle (MPP)

If we look carefully, we can see evidence of the MPP at work in the World all around us.

Lotka and Odum both believed that the MPP should be a candidate for the fourth law of thermodynamics.

La plupart des personnes qui sont expertes en matière de dépassement de la limite et des comportements qui lui ont permis de le faire croient en deux choses :

1. Le principe de la puissance maximale (PPM) régit notre comportement.
2. Nous n'avons pas de libre arbitre.

Ces croyances mènent aux conclusions suivantes :

1. Notre situation de dépassement était inévitable.
2. Il n'y a rien à faire pour améliorer le résultat.

Un commentaire récent d'Apneaman ici est un bon exemple de cette croyance.

La surpopulation est cuite et le remède aussi (die-back).

Je ne considère pas que la réduction de l'élevage soit un choix. La survie et la reproduction, c'est ce que fait la vie. L'évolution et la PPM ne sont pas négociables.

Je ne pense pas qu'il soit possible d'étudier le fonctionnement de la vie sans en arriver à la conclusion que nous sommes régis par le PPM et que nous n'avons pas de libre arbitre. J'accepte ces faits comme tels.

Je sais également que nous sommes la seule espèce à disposer d'une intelligence suffisante pour comprendre la réalité de notre situation de dépassement, ses implications, et pour calculer la meilleure ligne de conduite à adopter.

La plupart des voies sont bloquées par de puissantes contraintes :

1. Nous ne pouvons pas sortir de notre situation difficile (planète finie)
2. Les nouvelles technologies n'aideront pas (épuisement de l'énergie)

La meilleure voie, compte tenu des contraintes, est la réduction rapide et volontaire de la population, car chaque problème lié au dépassement auquel nous sommes confrontés s'améliore avec moins de personnes, et parce que la réduction de la population minimisera les souffrances.

La question clé devient donc : est-il possible de réduire volontairement la population sans enfreindre le PPM ?

Je ne suis pas un expert en matière de PPM, et je reconnais donc le risque d'avoir tort sur ce point, mais je pense qu'il existe des preuves que nous pourrions réduire volontairement la population sans violer le PPM.

Il semble qu'il y ait des conditions où la puissance maximale nécessite moins d'enfants. Par exemple, les familles choisissent d'avoir moins d'enfants lorsqu'il existe une combinaison des conditions suivantes :

- pas de dépendance à l'égard des enfants pour la survie dans la vieillesse (la puissance à faible risque sera réduite à zéro trop tôt)
- ne pas dépendre des enfants pour le travail (puissance maximisée avec l'énergie fossile)
- la réussite (puissance maximale) nécessite une éducation coûteuse et le revenu est suffisant pour éduquer quelques enfants
- les frais de garde d'enfants sont élevés (trop d'enfants risquent tous d'échouer avec un pouvoir total sous-optimal)
- les mères sont éduquées avec des carrières (trop d'enfants réduit le pouvoir de la mère)

Ces éléments indiquent que le PPM pourrait être mis à profit par la prise de conscience de notre situation de dépassement pour faire baisser la population. Voici un scénario possible.

S'il est vrai que le contrôle de la population est un sujet impopulaire et rarement discuté, il est également vrai qu'un parti politique en campagne électorale n'a jamais clairement dit aux électeurs que l'économie s'effondrera bientôt en raison de l'épuisement des ressources et des dégâts environnementaux, et que les nouveau-nés auront une faible probabilité de survie tant que nous n'aurons pas réduit la population.

Ce parti pourrait proposer des politiques adaptées pour maximiser le pouvoir dans une économie en effondrement. Par exemple, une loterie des naissances où les candidats se voient attribuer au hasard un permis pour avoir un enfant et où ces enfants seront fortement soutenus par l'État, ce qui assurera un maximum de pouvoir à la famille chanceuse. Les couples sans enfants maximiseront également leur pouvoir car ils ne gaspilleront pas de ressources pour des enfants qui meurent. Les couples qui ont un enfant sans permis seront soumis à des amendes coûteuses, ce qui réduira leur pouvoir.

Cela vaut la peine d'essayer. S'ils ne sont pas élus, notre situation ne sera pas pire, et elle pourrait même être meilleure puisque certains couples se retrouveront sans enfant après avoir écouté le débat.

Nous avons besoin d'un petit parti de principe qui a une faible probabilité d'être élu de toute façon, comme par exemple le parti des Verts, pour s'imposer.

Ce scénario dépend malheureusement du fait que les membres du parti brisent leur tendance génétique à nier les réalités désagréables et acceptent notre situation de dépassement et ses implications.

Nous avons donc bouclé la boucle sur une condition préalable à une compréhension plus large du MORT de Varki, c'est pourquoi j'en parle tant.

La prise de conscience du MORT n'a pas lieu, et n'aura probablement jamais lieu, parce que le déni du déni est la forme de déni la plus forte.

Mais je vais probablement continuer à parler de MORT, en espérant que certaines personnes se joindront à moi pour faire passer le message, car il n'y a pas d'autre alternative que l'obscurité.

Pétrole de schiste : une fusion entre Devon Energy et WPX Energy pour réaliser des économies d'échelle

AFP parue le 28 sept. 2020



Les groupes américains Devon Energy et WPX Energy ont annoncé lundi leur intention de fusionner pour créer un des plus importants groupes de production de pétrole de schiste aux États-Unis, valorisé à 12 milliards de dollars en incluant leur dette.

Le rapprochement entre les deux entreprises, qui devrait se concrétiser au premier trimestre 2021, créera un acteur essentiel dans le bassin de Delaware, une zone à cheval entre le Texas et le Nouveau-Mexique. La transaction devrait permettre à la nouvelle société de faire des économies d'échelle et ainsi améliorer ses marges et sa trésorerie.

À la Bourse de New York lundi, Devon Energy a bondi de 11,05% et WPX Energy de 16,89%. À la finalisation de l'opération, qui s'effectuera par des échanges de titres boursiers, les actionnaires de Devon posséderont environ 57% de la nouvelle entreprise.

Les producteurs de pétrole, notamment ceux spécialisés dans les hydrocarbures de schiste, sont fragilisés depuis plusieurs mois par le ralentissement soudain de l'économie mondiale et la chute des prix qui en a découlé. Les entreprises du secteur, les PME en particulier, se sont en effet beaucoup endettées au cours des années précédentes pour pomper le plus possible, permettant aux États-Unis de devenir le premier producteur mondial d'or noir. Les investisseurs demandent maintenant des comptes et exigent plus de retours sur leurs investissements.

Le patron de Devon Energy faisait partie des dirigeants des grands groupes pétroliers américains qui avaient été reçus en avril par le président Donald Trump, alors que la crise économique provoquée par le Covid-19 les frappait de plein fouet.

« Tech for good », un écran de fumée

Michel Sourrouille 29 septembre 2020 / Par [biosphere](#)



[L'entreprise ne va pas sauver le monde](#) : Véritable virus sémantique, le « **good** » se répand aujourd'hui à une vitesse accélérée. Le good, c'est rien moins que le Bien transformé en biens marchands. *Le good, c'est un nouveau mot d'ordre positif qui communique plus d'énergie qu'un terme poussiéreux comme Responsabilité sociale des entreprises [RSE].* Ce nouveau phare lexical capte rapidement l'attention et détrône le terme « disruption » au firmament du psittacisme*. Au temps des *bullshit jobs*, il répond opportunément à un désir de sens de plus en plus manifeste. Après avoir affiné leur *purpose* (en gros, ce qu'ils proposent), les entrepreneurs français qui se reconnaissent dans ce mouvement peuvent se ranger sous la bannière de la Tech for Good, puissante organisation professionnelle ayant ses entrées dans les plus hautes sphères du pouvoir. *Avant, soit on faisait de l'argent, soit on faisait le bien. Puis on s'est aperçu qu'on pouvait faire les deux, d'où le développement de ce que l'on nomme l'impact investing.* Truffé d'anglicismes, le jargon de cet entreprenariat éthique fait parfois penser au champ lexical de Jean-Claude Van Damme.

Un des nombreux problèmes du good, c'est qu'il repose sur une idée du bien commun très fluctuante dans le temps et dont la concrétisation peut potentiellement générer des effets négatifs inattendus. Prenez par exemple ceux qui ont commercialisé les pesticides : au départ, ils étaient persuadés d'être dans le vrai, de lutter contre la faim en augmentant les rendements. On a vu la suite. Qui peut dire aujourd'hui ce qui est vraiment « good » ? Les mots sont-ils devenus à ce point vides de sens ?

[Le discours sur la "tech for good" est un écran de fumée](#) : si les Français se montraient héroïques dans leurs comportements quotidiens, il en résulterait une baisse maximale de 25 % de leurs émissions de CO₂. La tech for good, c'est l'équivalent de ces écogestes, juste un moyen de se donner bonne conscience. Même si certaines de ces initiatives peuvent avoir un impact positif, leur poids global dans la lutte contre les grands problèmes tels que le réchauffement restera marginal. Mais ce discours sur la tech for good, porté notamment par les pouvoirs publics, fonctionne comme un écran de fumée qui permet de masquer le manque d'action nécessaire à une échelle systémique, structurelle. On l'a vu avec le gouvernement Macron et ses nombreuses reculades en matière écologique. Au lieu de remettre en question le dogme de la croissance, qui est irréconciliable avec la sauvegarde de la planète, on reste dans le régime du progrès qui s'est installé au XIX^e siècle, en déléguant aux entreprises la résolution des grands problèmes de société !

[Le « goodwashing » lave plus blanc que blanc](#) : Quand la multinationale Total lutte, avec son réseau de stations-service, contre le gaspillage alimentaire en partenariat avec la start-up *Too Good To Go*, on se dit que la ficelle éthique est pour le coup un peu trop grosse. Chaque repas « sauvé » est transformé en équivalent CO₂ et laisse penser que l'on lutte vertueusement pour le bilan carbone de la planète. Anecdote, voire cocasse, pour un groupe dont le modèle repose sur la dilapidation des énergies fossiles. Mais peut-être sommes-nous un peu trop dogmatiques ?

* **psittacisme** : Répétition mécanique (comme par un perroquet) de phrases que la personne qui les dit ne comprend pas.

[Que lire en ces temps de \(re\)confinement](#)

Recensions de livre grâce à l'association JNE

- ..• Que crève le capitalisme, ce sera lui ou nous – Hervé Kempf (JNE) – >> [lire](#)
- ..• Sauvons les forêts – les 10 actions pour (ré)agir – Nathalie Tordjman (JNE) – >> [lire](#)
- ..• La fabrique de l'obésité, enquête sur un fléau planétaire – Yves Leers (JNE) – >> [lire](#)
- ..• Et si... on libérait notre imagination pour créer le futur que nous voulons – Rob Hopkins – >> [lire](#)
- ..• Réparons le monde – Humains, animaux, nature – Corine Pelluchon – >> [lire](#)
- ..• Bienvenue dans ma maison zéro déchet – Julie Niel-Villemin. Illustrations Bérangère Staron – >> [lire](#)
- ..• L'agenda 2021 du jardinier bio – Blaise Leclerc – >> [lire](#)
- ..• Flore de Dordogne – Bernard et Nicole Bédé – >> [lire](#)
- ..• Une vigne bio dans mon jardin – Sonja et Toni Schmid – >> [lire](#)
- ..• Des arbres fruitiers dans mon jardin – Jean-Marie Lespinasse et Danielle Depierre-Martin – >> [lire](#)
- ..• Identifier arbres et arbustes en toutes saisons – Rita Lüder – >> [lire](#)
- ..• L'Adieu aux insectes ? Pourquoi ils disparaissent – Vincent Albouy, Denis Richard et Pierre-Olivier Maquart – >> [lire](#)
- ..• Le lièvre invisible – Olivier Borne et Michel Bouche – >> [lire](#)
- ..• L'exode urbain. Manifeste pour une ruralité positive – Claire Desmares-Poirrier – >> [lire](#)
- ..• Comment saboter un pipeline – Andreas Malm – >> [lire](#)
- ..• Le tour du France du littoral. Regard d'un géologue – François Michel – >> [lire](#)

[voir la rubrique](#)

Opinions et débat

Climat : jusqu'où seriez-vous prêt à aller ? par Michel Sourrouille >> [lire](#)

Vive l'ensauvagement par Jean-Claude Génot >> [lire](#)

Catastrophe Lubrizol : l'absence de contrôles par Gabriel Ullmann >> [lire](#)

Bye, bye, l'âme des étangs de Corot par Bernard Boisson >> [lire](#)

Tchekhov, un écolo du désespoir par Jane Hervé >> [lire](#)

L'écologie en quête d'incarnation nationale .. par Michel Sourrouille >> [lire](#)

FAUX CULS ET POLITIQUEMENT CORRECT...

28 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le "[mineur](#)" qui a commis l'attentat devant l'ancien siège de Charlie Hebdo, n'était pas, en fait un mineur, il avait 25 ans, et on a retrouvé son identité. Il est clair que si on faisait la même chose sur tous les mineurs réfugiés, on trouverait que la plupart sont des menteurs, voleurs, tricheurs.

USA : [BLM se contrefout du négro](#) (dixit encore et toujours, Martin Luther King), en effet, le carnage de Chicago se continue. 49 personnes tirées comme des lapins, 7 morts. Al Capone ? Un tenant du parti de l'ordre. Au moins, lui ne tuait que des voyous. La plupart des morts sont mineurs, les armes mal entretenues et utilisées par des gens qui ne savent pas s'en servir. Il ne faut pas trop leur en demander. Même ça, après être passé dans le système éducatif, ils sont incapables de se concentrer suffisamment et d'en retenir assez pour une utilisation correcte. Comme dit l'USArmy, 80 % des conscrits sont inaptes, trop gros, trop cons, et la plupart du temps, les deux à la fois.

[La juge](#) de la cour suprême est donc une raciste : elle a adopté 2 enfants haïtiens. C'est bien connu, les haïtiens, c'est fait pour vivre dans une poubelle. Et que les en sortir, c'est du racisme. Il faut pas les priver de leur biotope. J'ai juste, là ???

IMMOBILIER : LE RETOURNEMENT DE TENDANCES...

28 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

"[Même avec toutes ces actions](#), les familles ont tendance à retourner ensemble dans un plus petit nombre total de résidences. Cela se produira en partie parce que les citoyens ne voudront pas être accablés par encore plus de dettes s'ils peuvent l'éviter. De plus, les citoyens plus âgés ne voudront pas emménager dans les établissements offrant des soins aux personnes âgées car ils savent que les restrictions COVID peuvent limiter les personnes avec ces personnes peuvent avoir des contacts. Ils préféreront de loin emménager avec un parent, si quelqu'un accepte en échange d'un paiement mensuel convenable.

[6] Au fur et à mesure que les familles élargies ensemble emménagent, le nombre total de logements requis aura tendance à baisser. Les prix des logements ont tendance à baisser, en particulier dans les zones où les citoyens ne veulent plus vivre. Les gouvernements encouragent les banques et autres créanciers hypothécaires à détourner le regard lorsque les prix baissent, mais à mesure que les maisons seront vendues, cela deviendra de plus en plus difficile à faire. Dans de nombreux cas, lorsque les maisons sont vendues, les prix de vente tomberont en dessous du solde de la dette en cours. Les gouvernements adoptants des lois interdisant aux institutions financières d'essayer d'obtenir le manque à gagner auprès des citoyens, du moins jusqu'à la fin de la crise."

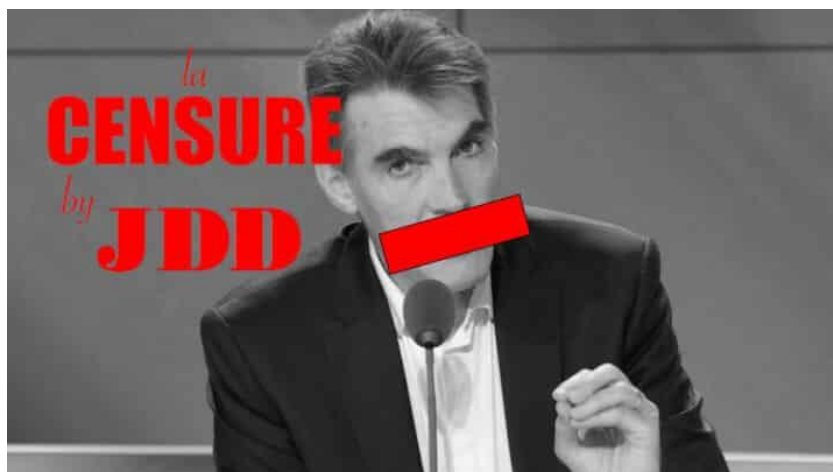
Le "Besoin structurel", de plus de logements, se brise ici sur deux écueils. Le manque de ressources minérales et le manque de ressources financières. Donc, logiquement, les ménages se regroupent, parce que, comme il a été constaté aux cours d'enquêtes sur la pauvreté dans les années 1970-1980, le paramètre solitude-cohabitation, relativise ou aggrave certaines choses. 2 pauvres regroupés mutualisent les dépenses contraintes, et peuvent se révéler moins pauvres, 3 pauvres regroupés peuvent retrouver des marges de manoeuvres. le rôle des retraités, même avec de faibles pensions, peut se révéler crucial. Pour une génération, ce peut être un amortisseur puissant, et l'on ne chauffe pas plus et souvent moins, un logement avec 5 personnes qu'avec 2.5. Pour les fluides, il peut y avoir une consommation supplémentaire, mais restreinte. Et, de toutes façons, les abonnements ne se cumulent pas.

Dans le cadre du développement du chômage, il peut être judicieux de s'occuper de ses propres vieux, comme constaté en Grèce. Au moins, sa pension est "sûr".

Dans le cas américain, l'insécurité dans les grandes villes démocrates a aussi une certaine tendance à les vider. Au profit de zones plus calmes. Et puis la tendance à l'extension en surface des logements permet mécaniquement d'y faire vivre plus de monde. A terme, c'est explosif, surtout aux USA, où la surface moyenne avait bondi à partir de 1970, de 100 M2 le pavillon, à 300... Le mouflet peut finir son adolescence et attendre sa retraite dans le garage ou le sous sol.

D'une manière générale, il est clair que le retour à une moindre ouverture de l'économie, et une tendance de plus en plus marquée à l'autarcie aura des conséquences très lourdes sur l'immobilier et sur le "Ici, ça ne baisse jamais", des parisiens (et autres...).

CENSURE : Les Pr Toussaint, Toubiana et 200 autres scientifiques, universitaires et professionnels de santé censurés par le JDD. Lisez la tribune interdite.



Voici la tribune incriminée et censurée par le JDD (Journal du Dimanche).

À l'origine de ce texte on trouve notamment le sociologue [Laurent Mucchielli](#), les professeurs Jean-François Toussaint et Laurent Toubiana.

Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face à la Covid-19

Avis au lecteur : Cette tribune devait initialement paraître dans le Journal du Dimanche (JDD) ce 27 septembre 2020. Acceptée le samedi matin par le journaliste en charge de la rubrique "Tribune/Opinions", elle devait paraître intégralement sur le site Internet du journal et faire l'objet d'un article dans la version papier du lendemain. Le journaliste nous disait s'en féliciter car cela allait permettre un débat contradictoire avec d'autres opinions très alarmistes exprimées ce jour dans ce journal. A 16h, ce journaliste nous a pourtant prévenu que sa rédaction en chef interdisait la publication. Certitude de détenir soi-même la vérité ? Couardise ? Volonté de ne pas déplaire au gouvernement ? Nous ignorons les raisons de cette censure que personne n'a jugé utile (ou tout simplement courtois) de nous expliquer.

Dans cette tribune, plus de 200 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la dérive de la politique sanitaire du gouvernement français. Ils estiment qu'elle conduit à des interprétations erronées des données statistiques et à des mesures disproportionnées. Et demandent que l'on évalue nos connaissances réelles pour définir démocratiquement une stratégie sanitaire.

Tandis que le gouvernement prépare une nouvelle loi (la quatrième en 6 mois !) prolongeant le « régime d'exception » qui a remplacé « l'état d'urgence » sanitaire, le ministère de la Santé a encore annoncé mercredi 23 septembre des mesures restrictives des libertés individuelles et collectives qu'il prétend fondées scientifiquement sur l'analyse de l'épidémie de coronavirus. Cette prétention est contestable. Nous pensons au contraire que la peur et l'aveuglement gouvernent la réflexion, qu'ils conduisent à des interprétations erronées des données statistiques et à des décisions administratives disproportionnées, souvent inutiles voire contre-productives.

Que savons-nous de cette épidémie et de son évolution ?

Le SARS-CoV-2 menace essentiellement les personnes dont le système immunitaire est fragilisé par le grand âge, la sédentarité, l'obésité, des comorbidités cardio-respiratoires et des maladies sous-jacentes de ces

systèmes. Il en découle que la priorité sanitaire est de protéger ces personnes fragiles : le respect des gestes barrières et le lavage des mains en sont deux des clés.

Le SARS-CoV-2 circule dans le monde depuis environ un an. Il continuera à circuler, comme l'ensemble des autres virus qui vivent en nous et autour de nous, et auxquels nos organismes se sont progressivement adaptés. L'espoir de faire disparaître ce virus en réduisant à néant la vie sociale est une illusion. D'autres pays, en Asie comme en Europe, n'ont pas eu recours à ces pratiques médiévales et ne s'en sortent pas plus mal que nous.

Quant à l'évolution, l'idée d'une « deuxième vague » reproduisant le pic de mars-avril 2020 n'est pas un constat empirique. C'est une théorie catastrophiste issue de modélisations fondées sur des hypothèses non vérifiées, annoncée dès le mois de mars et ressortie des cartons à chaque étape de l'épidémie : en avril lors du soi-disant « relâchement » des Français, en mai avant le déconfinement, en juin pour la Fête de la musique, en été pour les « clusters » de Mayenne ou les matchs de foot, et à nouveau cet automne face à une augmentation des cas certes significative, mais lente et grevée d'incertitudes diagnostiques. Au final, cette prétendue « deuxième vague » est une aberration épidémiologique et l'on ne voit rien venir qui puisse être sérieusement comparé à ce que nous avons vécu au printemps dernier.

On ne compte plus les mêmes choses

Nous voyons enfin que, pour des raisons difficiles à cerner (panique, pression politique ou médiatique... ?), les autorités sanitaires françaises ne parviennent pas à stabiliser une communication honnête sur les chiffres de l'épidémie. Elles ont surtout abandonné l'indicateur fondamental, la mortalité, pour ne retenir que celui de la positivité de tests pourtant incapables de distinguer les sujets malades des personnes guéries. Cette politique du chiffre appliquée aux tests conduit à une nouvelle aberration consistant à s'étonner du fait qu'on trouve davantage aujourd'hui ce qu'on ne cherchait pas hier. Elle conduit par ailleurs à des classements des départements ou des régions en zones plus ou moins « dangereuses » à qui l'on donne de jolies couleurs qui cachent la fragilité et l'arbitraire du comptage : untel se retrouvera en « zone rouge » alors qu'il y a moins de dix patients en réanimation, un autre verra tous ses restaurants fermés sans que l'on ait la preuve que ce sont des lieux de contamination majeurs. Tout cela n'est guère cohérent.

Les autorités sanitaires ne s'interrogent pas non plus sur la surmortalité à venir des autres grandes causes de décès (cancers, maladies cardio-vasculaires) dont la prise en charge est délaissée, ni sur le fait qu'une partie des sujets classifiés parmi les personnes « décédées de la Covid » sont en réalité mortes en raison d'une autre pathologie mais classifiées Covid parce qu'elles étaient également porteuses du virus. Or des études récentes montrent que ce groupe pourrait constituer jusqu'à 30% des décès au Royaume Uni ces dernières semaines. Cette façon de compter de plus en plus comme « morts du Covid » des personnes en réalité atteintes avant tout d'autres maladies est probablement l'explication principale du fait que, comme cela est écrit en toutes lettres sur le site de l'INSEE : « depuis le 1^{er} mai, on ne constate plus en France d'excédent de mortalité par rapport à 2019 ».

Il découle de tout ceci qu'il n'y a pas de sens à paralyser tout ou partie de la vie de la société en suivant des raisonnements qui sont parfois erronés dans leurs prémisses mêmes. Il est urgent d'arrêter l'escalade, d'accepter de remettre à plat nos connaissances scientifiques et médicales, pour redéfinir démocratiquement une stratégie sanitaire actuellement en pleine dérive autoritariste.

Source de l'article et liste des signataires :

Blog de Laurent Mucchielli : [“Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face à la Covid-19”](#)

Source: [covidinfos](#)

La Chine aurait délibérément incité le reste du monde au confinement par sa propagande !

Tyler Durden Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 29 Sep 2020



Le chercheur et avocat Michael P. Senger laisse penser que le gouvernement chinois a lancé une propagande agressive pour exagérer la gravité du coronavirus afin d'inciter fermement le reste du monde au confinement total, ce qui aurait profiter à Pékin.

Dans un article pour Tablet Magazine, Senger détaille comment vers la fin du mois de janvier, l'hystérie internationale du Covid-19 a commencé avec une série de vidéos suspectes publiées sur des sites de très nombreux réseaux sociaux, montrant des personnes en Chine qui tombaient littéralement par terre soudainement, sans oublier le cas de cet homme, qui était tombé dans une rue d'une telle manière, qu'il est difficile de ne pas croire à une véritable mise en scène.

Après que des dizaines de milliers de personnes aient été confinées chez elles pendant l'un des confinements les plus strictes de l'histoire, Senger note qu'en février, « le PCC a signalé une baisse exceptionnelle des cas de coronavirus, jusqu'au 19 mars, date à laquelle ils ont annoncé que leur confinement avait fait complètement disparaître les cas confirmés en Chine ».

La Chine n'a officiellement enregistré que 4634 décès dus au coronavirus, malgré une population près de cinq fois plus grande que les Etats-unis, où le nombre actuel de morts s'élève à plus de 205 000.

L'Organisation mondiale de la santé et d'autres experts scientifiques ont ensuite parlé de manière lyrique sur la façon dont la Chine a contenu le virus, ce qui a conduit pratiquement tous les autres pays de la planète à imiter la Chine dans sa stratégie d'approche sanitaire.

Cependant, Senger soutient le fait que l'hystérie initiale relative au Covid-19 et le confinement draconien qui a suivi aurait pu être une campagne chinoise soigneusement orchestrée pour tromper ses concurrents hégémoniques en détruisant complètement leurs propres économies, même s'il s'avère que ce virus a en fin de compte, un taux de mortalité relativement faible.

Le chercheur documente avec précision le nombre très important de comptes robots chinois sur Twitter qui ont joué un rôle déterminant dans l'incitation générale à confiner très tôt, dans des pays comme l'Italie par exemple, en attaquant fermement les agissements de personnalités politiques qui refusaient d'ordonner de confinements stricts, comme la gouverneur du Dakota du sud, Kristi Noem, qui a subi toutes sortes de critiques et des réprimandes.

Il souligne également comment les organes et les médias mainstream chinois ont dissuadé fermement l'approche de l'immunité collective, qui a été initialement considérée, puis rejetée par plusieurs dirigeants occidentaux, pratiquement comme une violation des droits de l'homme.

La Suède, qui a opté pour une approche qui compte sur l'immunité collective en refusant d'imposer le confinement, s'en est mieux sortie que tous les autres pays européens sur le plan économique. Ce pays a également été la cible de nombreuses critiques, tout comme le premier ministre britannique Boris Johnson, qui a été même accusé de commettre un génocide, lorsqu'il avait adopté dans un premier temps, la stratégie de l'immunité collective.

La conclusion de Senger explore les raisons pour lesquelles la Chine a insisté de manière agressive sur la nécessité d'un confinement strict dans le monde entier.

« Une des explications plausibles est que la campagne du PCC en faveur du confinement total fut un mensonge grotesque au niveau international et national – affirmant que le confinement était la seule stratégie qui fonctionnait.

Pour les membres du parti, lorsque Wuhan a été complètement confinée, il n'y avait aucun doute possible, cela avait bien éliminé le coronavirus ; et puis si Xi le souhaitait, il semble évident que cela devait en être ainsi. Il s'agit là de la pathologie totalitaire que George Orwell a appelé la « double pensée ». Mais le fait que les régimes autoritaires mentent toujours ne leur donne pas le droit de répandre des mensonges qui mènent à la mort dans le reste du monde, en particulier en utilisant des moyens clandestins. »

« Et puis, il y a la possibilité qu'en confinant le monde entier, Xi Jinping, qui a gravi les échelons du parti, cite souvent d'anciens universitaires chinois, qui maîtrisent les dettes et les produits dérivés, de véritables experts en sciences, qui estiment que la Chine pourrait devenir le centre du monde, où le socialisme régnera partout. Ceci signifie qu'il savait exactement ce qu'il faisait en influençant le reste du monde dans ce confinement strict ».

La théorie de Senger a du sens quand on considère que la Chine est désormais revenue à la normale depuis des mois, tandis que les pays occidentaux sont toujours sous la crainte et l'hystérie du Covid-19, puisqu'ils continuent de confiner les citoyens et de paralyser leurs propres économies malgré le fait que les décès et les hospitalisations liés au virus ont vraiment baissé dans des pays comme au Royaume-Uni.

Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com)

SECTION ÉCONOMIE



La Chine aurait délibérément incité le reste du monde au confinement par sa propagande !

Publié le 29 septembre 2020 à 11:42:21 / 1 commentaire / 381 vues

Le chercheur et avocat Michael P. Senger laisse penser que le gouvernement chinois a lancé une propagande agressive pour exagérer la gravité du coronavirus afin... Lire la suite



CENSURE: Les Professeurs Toussaint, Toubiana et 200 autres scientifiques, universitaires et professionnels de santé censurés par le JDD. Lisez la tribune interdite.

Publié le 29 septembre 2020 à 07:30:43 / 2 commentaires / 597 vues

Voici la tribune incriminée et censurée par le JDD (Journal du Dimanche). À l'origine de ce texte on trouve notamment le sociologue Laurent Mucchielli, les

professeurs... Lire la suite



Professeur Toussaint: "Ils assument publiquement des décisions qui ne sont plus fondées sur la réalité"

Publié le 29 septembre 2020 à 08:30:06 / 1 commentaire / 245 vues

Professeur Toussaint: "Ils assument publiquement des décisions qui ne sont plus fondées sur la réalité" Covid-19 – Le Professeur Toussaint lâche une bombe... Lire la suite



Le Professeur Didier Raoult sur RTL: "Le poids de la mortalité à côté du poids social va être négligeable !"

Publié le 29 septembre 2020 à 06:30:00 / 1 commentaire / 291 vues

Le Professeur Didier Raoult sur RTL: "Le poids de la mortalité à côté du poids social va être négligeable !" Didier Raoult: "personne ne sait tester le... Lire la suite



Les étudiants britanniques sont traités tels des prisonniers en raison des mesures draconiennes contre le Covid-19 ! Même les terroristes ne sont pas traités aussi mal !!

Publié le 28 septembre 2020 à 22:40:07 / 0 commentaire / 364 vues

Les étudiants des universités du Royaume-Uni sont traités tels des prisonniers car les règles sanitaires deviennent draconiennes et on leur inflige de manger

seuls, de se... Lire la suite



Le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable

Publié le 29 septembre 2020 à 12:00:47 / 0 commentaire / 106 vues

Selon Pékin, le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable. Les Chinois prennent pour exemple les batailles juridiques aux Etats-Unis entre l'état... Lire la suite



Ce n'est plus qu'une question de temps avant d'avoir 50 000 milliards \$ d'obligations à taux négatifs

Publié le 29 septembre 2020 à 10:00:49 / 0 commentaire / 113 vues

La bulle des marchés obligataires enfle de jour en jour. Les 16 000 milliards \$ d'obligations à taux négatifs se transformeront bientôt en 50 000 milliards \$... Lire la suite



Un monde sans banques centrales serait une bénédiction,... les forces naturelles réguleraient les marchés !

Publié le 29 septembre 2020 à 06:00:18 / 2 commentaires / 140 vues

Le lancement par la BCE d'un QE de 20 milliards € par mois, aussi longtemps qu'il le faudra, et la réduction du taux de dépôt de -0,4 % à -0,5 % est un signe clair... Lire la suite



Les Taux d'Intérêt vont LITTÉRALEMENT S'ENVOLER !

Publié le 28 septembre 2020 à 23:00:43 / 0 commentaire / 710 vues

Ray Dalio et la Fed nous affirment que nous n'aurons pas des taux zéro indéfiniment. Il y a deux certitudes avant que cette méga crise imminente n'éclate. La... Lire la suite



L'imminente chute du dollar

Publié le 28 septembre 2020 à 22:00:26 / 1 commentaire / 430 vues

L la combinaison d'une situation financière américaine qui se détériore rapidement et de pays comme la Chine, la Russie et l'Iran qui s'échangent progressivement... Lire la suite



Regardons les choses en face, les Etats-Unis sont en faillite !

Publié le 28 septembre 2020 à 21:00:04 / 4 commentaires / 480 vues

Regardons les choses en face, les Etats-Unis sont en faillite. Aucun pays, entreprise ou individu ne pourrait perdre de l'argent chaque année pendant 90 ans et rester... Lire la suite

Le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable

Charles Sannat Source: [insolentiae](https://www.insolentiae.com/) Le 29 Sep 2020



Selon Pékin, le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable. Les Chinois prennent pour exemple les batailles juridiques aux Etats-Unis entre l'état fédéral et par exemple les entreprises qui contestent les décisions prises par Washington.

Pourtant, démocrates ou républicains, dans les deux cas, les relations sino-américaines sont sans doute condamnées à se tendre, car il s'agit de protéger le leadership américain ainsi que la technologie US. On voit bien avec les menaces qui pèsent sur le principal fabricant chinois de puces que le conflit est généralisé à l'ensemble de la technologie notamment.

Charles SANNAT

Le découplage Chine-Etats-Unis n'est ni faisable ni raisonnable

BEIJING, 28 septembre (Xinhua) — Un juge fédéral américain a mis fin à l'interdiction de TikTok imposée par l'administration américaine, ce qui montre que l'action pirate de Washington sous couvert de sécurité nationale a peu de soutien et de justification légale.

Pendant ce temps, de nombreuses entreprises américaines ont poursuivi le gouvernement au cours des deux dernières semaines pour l'imposition de droits de douane sur les produits fabriqués en Chine. La tentative de Washington de séparer l'économie américaine de la Chine s'est avérée impopulaire et contraire aux principes de l'économie de marché.

Alors que certains hommes politiques américains ont proclamé un découplage unilatéral, avec des actions telles que le blocage de TikTok et l'augmentation des tarifs, un découplage complet sera presque impossible.

Bien que l'on ait beaucoup parlé d'entreprises américaines qui délocalisent leurs chaînes de production ou d'approvisionnement hors de la Chine, très peu d'entreprises l'ont fait, selon les données d'un rapport publié récemment par la Chambre de commerce des Etats-Unis à Shanghai.

Le découplage est peu pratique à mettre en oeuvre, compte tenu de la connexion étroite entre les deux économies. Le volume du commerce bilatéral a été multiplié par plus de 250 depuis l'établissement des relations diplomatiques, et les investissements bilatéraux sont passés de presque zéro à environ 240 milliards de dollars.

Plus de 70.000 entreprises américaines ont investi en Chine avec un volume total de ventes de 700 milliards de dollars, et 97% d'entre elles réalisent des bénéfices.

Au lieu d'être une faveur accordée par une partie à l'autre, la coopération économique et commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'est avérée mutuellement bénéfique.

Le monde d'aujourd'hui se trouve dans une ère de mondialisation. L'intégration de diverses économies est un produit naturel de la division internationale du travail. Le monde ne reviendra jamais à l'époque où les pays gardaient leurs marchés fermés les uns aux autres.

La Chine continuera de travailler avec tous les pays pour maintenir un environnement commercial équitable, juste, ouvert et non discriminatoire.

La Chine encouragera la coopération et les échanges internationaux dans des domaines allant de l'économie et du commerce à la science et la technologie.

Se mettre la tête dans le sable comme une autruche face à la mondialisation économique ou tenter de la combattre avec la lance de Don Quichotte va à l'encontre de la tendance de l'histoire. Washington doit abandonner l'obsession de sa « théorie de découplage » et revenir sur la bonne voie de l'ouverture et la coopération.

L'imminente chute du dollar

Tyler Durden ZeroHedge.com Le 28 Sep 2020



La combinaison d'une situation financière américaine qui se détériore rapidement et de pays comme la Chine, la Russie et l'Iran qui s'échangent progressivement dans leurs propres devises, précipitera bientôt la chute du dollar.

Comparer les devises les unes aux autres est vraiment un exercice futile car elles vont toutes s'effondrer et finir par ne plus rien valoir. Il n'y a plus de prix lorsqu'on atteint le fond. Toujours dans cet exercice de relativité, il semble que le dollar atteindra le fond avant les autres. Ayant déjà perdu 98% de sa valeur au cours des 50 dernières années, il ne faudra pas longtemps avant que les 2% restants ne disparaissent. Mais rappelez-vous que cette baisse de 2% signifie une perte de 100% de la valeur du dollar.

Beaucoup de gens sont très négatifs à propos de l'Euro en raison de problèmes majeurs au sein de l'Union Européenne. Il est donc tout à fait exact que l'Euro soit également une monnaie à la fois très faible et artificielle. L'Euro vaut pratiquement la même valeur en dollars qu'à son lancement le 1er janvier 1999. Mais pour le moment, l'Euro, malgré ses problèmes, semble techniquement plus fort que le dollar.

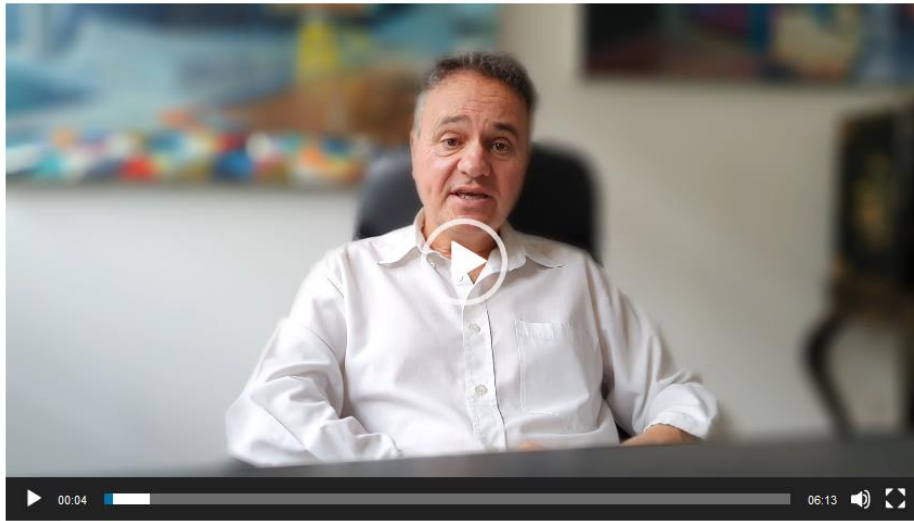
Ainsi, un dollar qui s'effondre au cours des prochaines années est pratiquement garanti et agira comme un détonateur qui fera exploser l'économie américaine.

Au cours des 2 – 3 prochaines années, nous assisterons également à un effondrement des marchés de la dette aux Etats-Unis et dans le monde. La plupart des dettes dans le monde consistent en de la monnaie imprimée sans soutien réel sous-jacent. Les actifs massivement surévalués sont adossés à une dette qui deviendra totalement sans valeur puisqu'elle ne repose que sur de la monnaie fabriquée, émise par de l'imprimerie ou un ordinateur. Lorsque des dizaines de milliers de milliards de dollars sont créés sans travail, ni biens ni services, cet argent n'a clairement aucune valeur.

[Lire l'intégralité de l'article sur zero hedge](#) (anglais)

Remettre les banquiers centraux dans leur case ?

Présenté Par [Michel Santi](#) septembre 23, 2020



<https://michelsanti.fr/banques-centrales/remettre-les-banquiers-centraux-dans-leur-case>

- *P. Lesens* dit :

[septembre 24, 2020 à 10:35](#)

Bonjour Michel,

Merci pour cette vidéo fort intéressante. Je m'arrête sur un point le "seigneuriage". Au-delà de la définition que vous donnez et des calculs mathématiques que l'on donne sur la toile, pourriez-vous nous répondre si le droit de seigneuriage a un rapport avec l'inflation, ou encore avec le taux de refinancement d'une Banque centrale.

Ne perdons pas de vue que le taux de refinancement (ou taux refi pour la BCE, taux repo pour la Fed) est le principal taux directeur des banques centrales ; il permet de réguler l'activité économique par l'apport ou le retrait de liquidités.

Et ne serait-ce que pour donner un exemple, lorsqu'une Banque centrale relève son taux d'intérêt directeur, ce qui rend difficile l'octroi des crédits par les banques secondaires puisqu'elles répercutent ce taux sur les entreprises et les ménages. D'autre part, en prenant la Fed pour l'exemple, une hausse du taux directeur substantielle attire forcément des capitaux du monde entier. Le dollar s'apprécie par rapport aux autres monnaies internationales. N'est-ce pas là un droit de seigneuriage ? Et pourtant vous le définissez ainsi:

"Comme les espèces ne rapportent aucun intérêt, et comme sa rentabilité sur le seigneuriage égale au différentiel entre ce qu'elle touche sur cette obligation figurant à son bilan et le billet émis, la banque centrale US gagne donc 4% sur chaque dollar imprimé. Les bénéfices d'une banque centrale sont donc proportionnels à la quantité d'espèces qu'elle émet : son seigneuriage augmente logiquement en même temps que la masse des billets en circulation."

A mon sens, le droit de seigneuriage d'une Banque centrale est bien plus grand qu'il ne paraît, on peut certes le calculer que sur un versant, et encore de manière très approchée.

Comment voyez-vous, Michel, le rapport entre le droit de seigneuriage, le taux d'inflation et le taux refi ?

Surtout la théorie des complots, les superpouvoirs dont vous faites état relève précisément de ce manque de clarté sur le seigneuriage qu'exercent les Banques centrales sur leurs nations, et le quatuor (Fed, BCE, BoE, BoJ) sur l'ensemble du monde.

A mon sens, Michel, vous avez trop dit ou pas assez. A vous de voir, et à ceux qui vous lisent d'apporter une leur rationnelle. Parce que c'est assez obscur dans le fond le "droit de seigneurage" ou "seignorage" à moins qu'il faut remonter au temps médiévaux pour comprendre.

Merci d'avance pour la (ou les) réponse (s).

chargement...

[Répondre](#)



- *P. Lesens* dit :

[septembre 24, 2020 à 10:29](#)

Puisqu'il n'y a pas de réponse à mes questions, j'apporte un éclairage sur le seigneurage plus substantiel, plus palpable.

Si on veut comprendre la quintessence du « seigneurage » ou du temps médiéval appelé « seigniorage », considérons un Etat du Moyen-Âge, un royaume. Et le roi qui gouverne a le « pouvoir régalién de la frappe monétaire ». Chaque année, le pouvoir royal frappe de la monnaie, en contrepartie de la production de richesse par les paysans (blé, élevage bovin, ovin..., scieries de bois, etc.). Chaque année, la masse monétaire créée doit correspondre à la production de richesse créée et mis en vente, et aux besoins du souverain pour financer ses dépenses royales qui ne sont pas couvertes par la levée de l'impôt.

Mais comme la plupart des richesses produites sont consommées, la nourriture, le bois brûlé pour le chauffage, l'usure de l'habillement, etc., une grande partie de la richesse produite aura disparu, alors que la quantité de monnaie est restée en l'état. Le cycle recommence, et la quantité de monnaie émise par le souverain n'aura à augmenter qu'avec le nouveau surplus de production de blé, de viande, de bois, etc., par rapport à la production passée. Si la nouvelle production de blé, etc., a diminué, logiquement, il doit détruire de la monnaie pour l'ajuster à la production réelle qui a diminuée. Bien sûr y compris en prenant en compte les dépenses du roi avec la nouvelle année qui auront augmenté ou diminué.

Il faut que la création monétaire soit neutre. Et ainsi chaque année. Il se produit donc un juste équilibre entre la production annuelle et des dépenses royales (train de vie du royal, solde de l'armée du roi, aménagements territoriaux, etc.).

Si les besoins de la royauté sont stables, et la production de biens et services par la paysannerie aussi, l'équilibre du royaume est préservé. On peut penser que les services du roi peuvent ajuster le budget du roi par un plus ou moins de création de monnaie selon que « la balance royale des dépenses et recettes d'impôts présente un déficit ou un excédent ».

Mais, compte tenu de la misère des paysans et le recouvrement difficile de l'impôt, les services du roi opèrent certainement plus par la création monétaire le financement des dépenses royales non couvertes par l'imposition. Ce surplus monétaire crée ex nihilo, se substituant à l'impôt, constitue un prélèvement indirect de richesses. Un impôt qui n'apparaît pas dans les comptes mais qui peut être fortement ressenti par les paysans si la création monétaire n'est pas maîtrisée.

Cet « impôt monétaire » constitue le « droit de seigneurage » du souverain. C'est un impôt complémentaire à la levée des impôts pour financer les services que le pouvoir royal doit à ses sujets. En termes de paix sociale (rétribution de la police du royaume), défense du royaume (financement de l'armée au service du royaume), aménagements du royaume, etc.

En période de croissance, la situation économique ne doit probablement pas poser de problèmes au souverain. Mais, en situation particulière, par exemple un train de vie royal plus dépensier (festivités fréquentes, mobilisation des paysans pour des travaux royaux au détriment des travaux agricoles, etc.), une période de disette, de guerre avec un autre royaume, le budget royal nécessite forcément plus d'impôts. Le recours à la création monétaire devient alors une nécessité pour le financement des nouvelles dépenses. Mais la situation n'est pas simple. Un recours à la création monétaire donc à un « droit de seigneurage soutenu » crée une situation conflictuelle avec la population. Des troubles politiques peuvent éclater et créer une situation dangereuse pour le royaume.

D'autant plus qu'au Moyen-Âge, et même à une époque récente, au XVIIIe siècle, le « blé » était une donnée stratégique pour le pouvoir royal. Vu les insuffisances de vivres à l'époque, les famines fréquentes, le souverain, pour éviter des troubles sociaux, obligeaient ses sujets, producteurs de blé, d'entreposer leurs récoltes dans ses magasins. Les services du roi ensuite les vendaient à un « cours forcé » aux sujets. Pour une distribution équilibrée au sein de la population.

Mais en cas de mauvaise récolte, de guerre, etc., qui commandait plus de monnaie pour couvrir les dépenses, il s'ensuivait une « augmentation du prix du blé qui se répercutait sur les autres produits. Le savetier par exemple qui répare les souliers, payant plus cher le blé, augmente le prix de ses réparations. Le marchand de lait, de viande aussi. Et tous les produits sont touchés par la hausse des prix. Si l'inflation prend des proportions, il se produit des troubles graves dans les royaumes médiévaux. La hausse des prix amènera beaucoup de paysans à se retrouver dans une situation d'extrême misère. C'est ainsi que le royaume est frappé de famines, disettes qui provoqueront une hécatombe parmi la population (morts, maladies, épidémies).

Le Moyen-Âge a été fortement marqué par la famine, les émeutes et les jacqueries (révoltes paysannes) dont une grande part provenait des dérèglements monétaires. Le « droit de seigneurage » favorisait rois, princes, courtisans au détriment d'une population asservie au servage.

Ce que nous appelons aujourd'hui l'« inflation » n'est autre que ce qui relève du « droit régalien de seigniorage » des souverains médiévaux. L'inflation donc permet à l'État d'endosser à la population le coût de la décroissance économique en les paupérisant ».

Ce bref rappel des systèmes financiers et monétaires des Etats médiévaux nous permet de mieux comprendre l'organisation du système monétaire international comme elle s'articule aujourd'hui. Le système monétaire médiéval est bien l'« Ancêtre du Système Monétaire International ». Et le problème avec le droit seigniorage ou seigneurage est qu'il n'y a pas de solution que l'on soit au Moyen-Âge ou aujourd'hui. Pire, aujourd'hui, relever simplement un taux d'intérêt de 10% à 20%, comme cela s'est passé avec Paul Volcker, a provoqué l'endettement d'une grande partie du monde dont l'Afrique, l'Amérique du Sud et une grande partie de l'Asie, et surtout a provoqué le délabrement de l'Union soviétique, l'éclatement du bloc Est et la fin de l'URSS et de la Yougoslavie.

Et tout cela par le pouvoir régalien qu'ont les grandes Banques centrales occidentales, à l'époque, Les Banques centrales américaine, allemande, française, japonaise, britannique et suisse.

Ce petit écrit éclaire, je pense mieux, le sens réel et surtout redoutable du seigneurage dans la marche du monde. Merci de m'avoir lu et compris

[Répondre](#)

•  **Michel Santi dit :**

[septembre 24, 2020 à 10:33](#)

P. Lesens: merci de ce complément précieux, qui apporte en effet un nouvel éclairage. Le seigneurage est un parasitage...

Un monde sans banques centrales serait une bénédiction,... les forces naturelles réguleraient les marchés !

Source: or.fr Le 29 Sep 2020



Le lancement par la BCE d'un [QE de 20 milliards €](#) par mois, aussi longtemps qu'il le faudra, et la réduction du taux de dépôt de -0,4 % à -0,5 % est un signe clair des pressions exercées sur le système bancaire européen. La réduction de 0,25% du taux directeur de la Fed et les [270 milliards \\$ injectés sur les marchés financiers via des opérations "repo"](#), indiquent des pressions similaires dans le système bancaire américain.

Au cours des prochaines années, **les banques centrales perdront complètement le contrôle du système financier. Mais elles n'ont jamais vraiment eu le contrôle.** Elles croient que leurs actions sont bénéfiques pour l'économie mondiale alors qu'en vérité elles sont à l'origine de toutes les bulles et effondrements financiers. Si les banques centrales n'existaient pas, ce qui serait une bénédiction, le monde n'aurait pas ces cycles de booms et de krachs. Au lieu de cela, les forces naturelles réguleraient les marchés.

S'il y avait une forte demande de monnaie, les taux d'intérêt augmenteraient naturellement et rendraient les emprunts plus coûteux, régulant ainsi la croissance excessive du crédit. Si la demande de crédit était faible, les taux baisseraient, ce qui stimulerait les emprunts et la croissance. Ce système naturel sain est très différent de la situation actuelle, caractérisée par une explosion de la dette et des taux d'intérêt négatifs, rendue possible uniquement par une manipulation massive des banques centrales. C'est un anathème et cela défie toutes les lois de la nature ainsi que les principes économiques sains. C'est pourquoi le système actuel s'effondrera, car il ne mérite pas de survivre.

Ce n'est plus qu'une question de temps avant d'avoir 50 000 milliards \$ d'obligations à taux négatifs

Source: or.fr Le 29 Sep 2020



La bulle des marchés obligataires enfle de jour en jour. [Les 16 000 milliards \\$ d'obligations à taux négatifs](#) se transformeront bientôt en 50 000 milliards \$ lorsque les États-Unis et leurs plus de [26 700 milliards \\$](#) se joindront à la course vers le bas des taux d'intérêt obligataires.

La plupart des monnaies sont déjà presque au plus bas, en ayant perdu 98-99% depuis 1971 et 80% depuis 2000. Les actions les rejoindront bientôt en chutant depuis leurs sommets vertigineux.

Il est également étrange que Harry Dent reste persuadé que sa cible de 700 \$ pour l'or sera atteinte. Il a fait ses preuves sur les marchés et a donc beaucoup d'adeptes. Il soutient que [l'or en dollars américains](#) a atteint un niveau de résistance à 1 525 \$, soit le point bas de la consolidation de 2011-2012.

HARRY DENT STILL FORECASTS \$700 GOLD

Gold Breakout Above \$1,525 Fails For Now



Comme de nombreux américains, analystes et journalistes paresseux, Dent pense que les États-Unis sont l'épicentre du monde. Cela implique que l'or soit mesuré dans la devise la plus corrompue et la plus surévaluée du monde occidental. [Le dollar ne repose sur aucun fondamental économique](#), mais uniquement sur la puissance politique et militaire américaine. Avec [22 829 milliards \\$](#) de dettes et 21 000 milliards dissimulés dans les livres comptables du Pentagone et autres, les États-Unis ne méritent certainement pas d'avoir la monnaie de réserve internationale. Cela se terminera probablement dans les prochaines années, lorsque le dollar

baissera de manière significative.

Je doute de voir l'or à 700 \$ de mon vivant et je ne compte pas partir avant un bon bout de temps.

« Loi de finances 2021, dette à 120 % du PIB, demandez le programme !! »

par [Charles Sannat](#) | 29 Sep 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Aujourd'hui Bruno le Maire, notre grand timonier de Bercy, notre saint mamamouchi aux finances nous a présenté dans la luminescence du ministère, son projet de loi de finances pour l'an de grâce 2021.

Il y a plein de choses passionnantes pour qui, comme moi, se passionne de la chose publique et encore plus quand elle touche aux sous de la nation.

Huuuummmm.... j'aime sentir toutes ces lignes de chiffres et d'hypothèses chiffrées utilisées en comptabilité nationale pour établir notre budget et le montant de la douloureuse que les mamamouchis ne manqueront pas de nous présenter.

Au fait j'en profite pour faire une petite digression avant de vous agresser avec agrégats économiques et mes chiffres (au passage je viens de vous gratifier d'une allitération en « gre », et Grrrrrrrrr, phonétiquement c'est ce que vous ferez en tant que contribuable quand vous verrez la douloureuse mentionnée un poil plus haut dans ce texte).

Savez-vous ce qu'est un mamamouchi ?

Mamamouchi est un titre, faussement honorifique, pour désigner une personne de haut rang, un haut fonctionnaire. Ce terme a une forte dimension ironique. Il a été inventé par Molière pour » Le Bourgeois gentilhomme « . Depuis toutes ces années où j'utilise ce terme il fallait que je vous en parle de même que de mon amour pour les comédies de Molière.

Voici chose faite.

Revenons à notre budget 2021.

Voici le tableau le plus important, c'est celui des hypothèses financières mamamouchesques. En langue mamamouchi on appelle cela « les principaux éléments de cadrage économique ». Vu ce qu'ils nous coûtent, c'est vrai, qu'ils peuvent au moins parler de manière ampoulée, bien que de vous à moi c'est plus fait pour que vous n'y compreniez rien, mais moi je suis là et je suis bilingue gueux/mamamouchi.

Donc en langue de gueux on dit simplement « hypothèses ». Pas de panique avec ce tableau, je vous retrouve en dessous !

Taux de variation en volume, sauf indications contraires	2017	2018	2019	2020	2021
Environnement international					
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,3	3,0	2,2	-5,2	3,0
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	2,7	1,9	1,3	-7,9	6,3
Inflation en zone euro (en %)	1,5	1,8	1,2	0,3	0,9
Prix du baril de brent (en dollars)	55	71	64	42	44
Taux de change euro/dollar	1,13	1,18	1,12	1,13	1,16
Économie française					
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 297,2	2 360,7	2 425,7	2 223,0	2 407,8
Variation en volume (en %)	2,3	1,8	1,5	-10,0	8,0
Variation en valeur (en %)	2,8	2,8	2,8	-8,4	8,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)¹	1,7	1,3	2,1	-0,5	1,5
Dépenses de consommation des ménages (en %)	1,5	0,9	1,5	-8,0	6,2
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	6,7	4,2	4,6	-15,0	14,9
Exportations (en %)	4,4	4,4	1,9	-18,5	12,6
Importations (en %)	4,5	3,1	2,5	-11,5	8,2
Inflation (hors tabac, en %)	1,0	1,6	0,9	0,2	0,6
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-58	-63	-57	-79	-68
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB)²	-3,0	-2,3	-3,0	-10,2	-6,7

Dans tout ce tableau, ce qui est important c'est la dernière la ligne, celle appelée « capacité de financement des administrations publiques en % du PIB ». En langue de gueux on appelle cela déficit budgétaire. Dit encore autrement c'est la différence entre les recettes et les dépenses, et quand le chiffre est négatif, vous l'aurez déjà compris, c'est que l'on dépense plus que l'on ne gagne.

Pour 2020 c'est 10.2 % de déficit de PIB... on parle à la louche de 200 milliards. Pour 2021 ce sera 6.7 %... là on parle de 130 milliards.

Comme les déficits non remboursés deviennent des dettes, ils vont venir s'ajouter à notre dette totale déjà pas mince.

Nous allons donc rajouter un bon 350 milliards d'euros de dettes à notre dette actuelle... et nous allons nous retrouver avec un endettement de plus de 120 % du PIB en l'an de grâce 2021, et à 6 mois des élections de 2022 lors desquelles notre phare du Palais souhaiterait à nouveau recueillir le suffrage de son bon peuple (les gueux).

120 % de dette sur PIB... cela fleure bon la Grèce des années 2007 à 2010...

Ce n'est ni bien, ni mal.

C'est.

Notre endettement est hors de contrôle.

La dette n'est plus recouvrable.

Il faudra une résolution monétaire de la chose, et pour cela il faudra trouver un accord au niveau européen... ou pas.

Parce que si tout cela semble irrémédiablement compromis, notre mamamouchi Bruno, lui, a plus d'un tour de magie dans sa besace !

Dernière chose à retenir de cette loi de finances ? Le joker à Bruno le Maire !!

Le cantonnement ! (c'est comme le confinement mais pour la dette)

« La dégradation de l'endettement public liée à la crise et aux mesures d'urgence et de relance de l'activité économique conduiront à mettre en place un mécanisme pour cantonner et apurer la dette COVID ».

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Que l'Etat va mettre les dettes en plus « covid » dans un truc appelé Caisse de Remboursement de la Dette Covid, comme ça comptablement c'est la CRDC qui sera endettée et pas l'Etat. Donc notre taux d'endettement n'augmentera pas.

Puis on créera un impôt, appelé le CRDC pour contribution au remboursement de la dette covid, et d'ailleurs cela tombe bien, parce que je ne sais pas si on vous a dit, mais la CRDS la contribution pour le remboursement de la dette sociale arrivait à échéance... YAKA la changer de nom et d'ici 2042 ou 45 on aura remboursé les 300 ou 400 milliards !

« J'aime » la comptabilité publique, il n'y a rien de plus malhonnête !!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Ces investisseurs de légende se préparent à l'inflation et vous devriez faire la même chose !

Les investisseurs de légende que sont Warren Buffett et Ray Dalio sont en train d'ajuster leurs patrimoines et leurs placements afin de se préparer à une inflation élevée.

Comme je vous en avais parlé Warren Buffett a liquidé une grande partie de ses actions bancaires alors que pour la première fois de sa longue carrière il s'est exposé à l'or en achetant des actions de Barrick Gold.

Quant à Ray Dalio, le plus grand financier obligataire du monde, il suit l'exemple de Buffett.

Ray Dalio, fondateur du hedge fund géant Bridgewater Associates, a ajusté son portefeuille « toutes saisons » en se débarrassant de ses obligations pour acheter de l'or.

Enfin, le milliardaire Stanley Druckenmiller a également exprimé publiquement ses inquiétudes concernant l'inflation (5 à 10 %, selon lui). Et même l'ancien président de la FED, Alan Greenspan, les a rejoints sur ce point.

Pour ces trois immenses légendes des marchés, l'or et l'argent sont les valeurs refuges les plus célèbres contre l'inflation. Mais l'immobilier peut également représenter une bonne assurance.

Ce qui est le plus intéressant dans cet article, ce n'est pas tant ce qu'il dit, car si vous lisez régulièrement le site insolentiae.com cela ne vous aura pas appris grand chose.

Ce qui est très intéressant, c'est qu'un article comme celui-là soit publié sur un média très grand et très large public appelé CNN !!!

Charles SANNAT Source [CNN.com](https://www.cnn.com) [ici](#)

France dette publique à 114 % du PIB à fin juin !!

« Depuis le confinement, l'État soutient à bout de bras l'économie, et cette assistance commence à peser sur les comptes publics. Au deuxième trimestre, la dette a augmenté de 200 milliards d'euros. À 114 %, elle dépasse désormais largement le produit intérieur brut (PIB) du pays. Sans surprise, cette explosion résulte, côté budget de l'État, « de la hausse des dépenses d'intervention (chômage partiel notamment), ainsi que des reports d'imposition et de la contraction des recettes fiscales sous l'effet de la chute de l'activité économique », note l'Insee ».

Nous sommes donc à 114 % de dette sur PIB à la fin juin soit à la fin du second trimestre. Comme dans une année il y a 4 trimestres, espérons, que cela ne s'aggrave pas lors des deux derniers de l'année, sinon nous exploserons les prévisions de Bercy dans la loi de finances qui vient d'être présentée hier (Cf. l'édito du jour).

Voici ce qu'écrit le ministère de l'économie dans la loi 2021.

Cette prévision est soumise à des aléas importants

« L'évolution sanitaire sera cruciale : le risque d'une intensification de la seconde vague épidémique en France et dans le monde existe. À l'inverse, la découverte et le déploiement rapides d'un vaccin ou d'un traitement renforcerait la confiance des consommateurs et des entrepreneurs, réduiraient les contraintes sanitaires et libéreraient le potentiel de reprise de l'activité.

Le dynamisme de la consommation est incertain. À la faveur de la forte épargne accumulée pendant le confinement, de l'impulsion du plan de relance et de la progression du pouvoir d'achat sur les deux années, la reprise de la consommation pourrait être plus dynamique qu'attendu, notamment en cas de progrès significatifs dans le traitement et la maîtrise de l'épidémie. À l'inverse, l'investissement des entreprises pourrait pâtir plus sévèrement qu'anticipé des séquelles de la crise ».

En fait on n'en sait rien ou pas grand chose, et là je suis d'accord pour une fois avec nos grands mamamouchis.

En effet, si la prévision d'un -11 % de récession était prévisible dès le départ et c'est que j'avais dit dès le mois de février, nous avons actuellement trop d'incertitudes pour chiffrer avec précision les impacts de la suite de la pandémie.

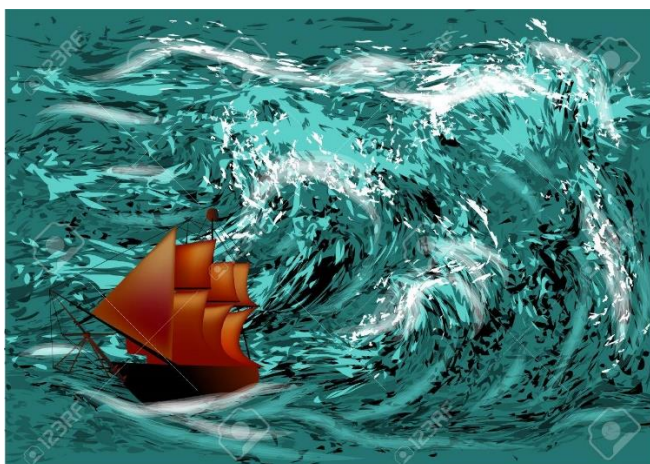
Je pense que nous pouvons avoir une récession de -2 à -4 % au dernier trimestre, si nous sommes obligés de faire un confinement « Paretto » à savoir si l'on ferme 20 % des lieux qui génèrent 80 % des contaminations.

Ce sera nettement moins grave que le confinement de mars...

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) [ici](#)

En vue du prochain coup de tabac financier

François Leclerc 28 septembre 2020



Faut-il continuer à sonder les recoins du système financier qui ne fait plus l'actualité ? Avec la pandémie et le réchauffement climatique, il y a certes de quoi alimenter une chronique. Mais la crise de ce monde est sous-jacente, et des mesures sont prises en vue de nouveaux accès de fièvre. Les banques centrales l'anticipent et prennent en attendant des précautions, la Commission européenne également.

De concert avec les gouvernements qui sont aux petits soins avec les banques. Car avec le monde opaque et imprévisible de la finance de l'ombre, ils ne peuvent que se préparer à réagir le plus vite possible. Cela a été le cas de la Fed en mars dernier quand elle a inondé les marchés de liquidités, un remède classique.

Derniers préparatifs en date en prévision d'un prochain coup de tabac, un nouvel assouplissement des règles de régulation financière dites « Bâle III » est étudié. Cette fois-ci, le système financier ne sera pas à l'origine de la prochaine crise, mais il subira les effets de celle de l'économie, et les banques seront aux premières loges. D'où la nécessité de les renforcer en arbitrant en leur faveur, au prétexte du renforcement du crédit bancaire aux entreprises.

Un accord entre les gouvernements allemand et français intervenu, la Commission va proposer un nouvel adoucissement de la réglementation Bâle III dont l'application a déjà été reculée à 2023, quitte à la bousculer. Bien entendu, « L'Union européenne demeure déterminée à mettre en œuvre les normes finalisées de Bâle III » annonce la Commission, mais il en est autrement quand on entre dans le détail de leur application.

Le plus important changement concerne la baisse du seuil minimum d'évaluation des risques encourus par les banques utilisant leurs modèles propres, ainsi que des fonds propres destinés à les couvrir. Il est question de

n'appliquer ce plancher qu'à certaines couches de capital réglementaire. Une autre modification est dans les tuyaux, également à la grande satisfaction des banques, qui concerne les risques de la banque d'investissement.

L'époque a changé, les priorités en font autant, les arbitrages réglementaires initiaux sont remis en cause par touches successives. Le détricotage se poursuit, est-ce bien raisonnable ?



Les milliardaires devraient-ils exister ? (1/2)

rédigé par [Bradley Thomas](#) 29 septembre 2020

Éliminez les milliardaires, vous éliminerez les inégalités, n'est-ce pas ? Eh bien... c'est un peu plus compliqué que cela...



(Bill Gate)

Bernie Sanders et ses alliés progressistes ont popularisé l'idée selon laquelle « les milliardaires ne devraient pas exister ».

Cette affirmation vise à la fois à souligner « l'immoralité » des inégalités de richesse et à justifier la mise en place d'impôts confiscatoires sur les grandes fortunes, comme le proposent Sanders et Elizabeth Warren.

Au cours de la campagne électorale de l'année dernière, Sanders a déclaré : « [Je ne pense pas que les milliardaires devraient exister](#) », ajoutant que son programme fiscal « n'éliminerait pas les milliardaires, mais éliminerait une grande partie de la richesse qu'ils possèdent et je pense que c'est exactement ce que nous devrions faire ».

L'objectif, d'après Sanders, est de « réduire le niveau scandaleux, grotesque et immoral des inégalités de revenus et de richesse ».

Réduire les inégalités implique d'abord d'imposer lourdement la fortune de ceux qui possèdent des sommes inacceptables, puis de les redistribuer aux ménages moins fortunés.

Les plus riches auront moins, mais les autres auront davantage, si on en croit cette théorie. Les inégalités seront réduites, mission accomplie.

Qui souffrira ? Pas les milliardaires...

Comme le montre Ludwig von Mises dans son ouvrage *L'Action Humaine*, la mise en place d'impôts confiscatoires sur les plus fortunés pourrait en effet entraîner une légère détérioration de la situation des milliardaires, mais le reste de la population serait affecté beaucoup plus sévèrement.

Comme l'a écrit Mises :

« Une loi qui empêcherait quiconque d'accumuler plus de dix millions de dollars ou d'engranger un revenu annuel de plus d'un million de dollars aurait pour effet de restreindre précisément les activités des entrepreneurs qui réussissent le mieux à satisfaire les désirs des consommateurs. »

Mises ajouta que, sous un tel régime fiscal confiscatoire :

« Nombre d'individus qui sont aujourd'hui multimillionnaires vivraient dans des conditions plus modestes. Mais toutes ces nouvelles branches d'industries qui fournissent au plus grand nombre des produits qui n'existaient même pas auparavant fonctionneraient à une échelle beaucoup plus réduite (si elles ne s'arrêtent pas entièrement) et leurs produits deviendraient inaccessibles à l'homme de la rue. »

Pourquoi serait-ce le cas ?

D'après Mises, « l'essentiel de la fraction des revenus les plus élevés qui sont soumis à un impôt confiscatoire aurait été utilisé pour accumuler davantage de capital ».

L'amélioration de la productivité n'est possible que par le biais d'une augmentation de la quantité de capital investi *par habitant*, donc lorsque l'accumulation de capital est freinée par des impôts confiscatoires, la quantité de biens et de services mis sur le marché est nécessairement inférieure à ce qu'elle aurait été dans le cas contraire. Or lorsque l'offre de biens se raréfie, ils deviennent inabordables pour les ménages de la classe moyenne et les bas revenus.

De nombreux biens et services que nous tenons aujourd'hui pour acquis, tels que les ordinateurs, les smartphones, internet ou encore la climatisation seraient des produits de luxe accessibles uniquement à ceux ayant déjà fait fortune.

Mises nous avertit que les plans tels que ceux de Sanders n'échoueraient pas uniquement à améliorer les conditions de vie de l'homme de la rue ; ils auraient également pour conséquence de transférer encore davantage de pouvoirs des mains des citoyens vers l'État, comme nous l'expliquerons dès demain.

Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais ici](#)

La monnaie n'est plus ce qu'elle était

rédigé par [Bruno Bertez](#) 29 septembre 2020

Les actifs financiers sont désormais assimilés à la monnaie – ils sont devenus de la quasi-monnaie... et cela vient compliquer la tâche des banquiers centraux.



Nous abordons aujourd'hui et demain un texte un peu difficile – mais le lecteur qui fera l'effort de le suivre sera largement récompensé par une compréhension accrue et déterminante de la finance moderne. Il fera partie des *happy few* !

La relation entre la masse de liquidités globales et l'indice du marché boursier phare mondial – le S&P 500 – ne fait absolument aucun doute malgré les dénégations des banquiers centraux.

J'ai maintes fois expliqué ce phénomène : la dérégulation pratiquée depuis le début des années 70 a permis d'assimiler les actifs financiers à [de la quasi-monnaie](#). Les différentes masses (M) monétaires, M1, M2, M3 etc., se sont intégrées dans un seul et même ensemble.

La dérégulation a décroché la finance de l'épargne et de l'économie réelle. Elle lui a donné une nature monétaire. Retenez bien ceci, c'est central.

Les actifs financiers se sont détachés de leur valeur fondamentale pour devenir des avatars de la monnaie.

Une thèse douteuse

Ce constat a été fait, sous une autre forme [par Alan Greenspan](#) dès l'année 2000, alors qu'il était encore président de la Réserve fédérale :

« Le problème est que nous ne pouvons extraire de notre base de données statistique ce qu'est une vraie monnaie, conceptuellement, que ce soit en mode transactions ou en mode réserve de valeur. L'une des raisons à cela, bien entendu, est que la prolifération de produits [financiers] a été à tel point extraordinaire que le véritable mix sous-jacent de monnaie dans nos données sur la monnaie et la quasi-monnaie évolue continuellement. En conséquence, si, nécessairement, en fin de compte, l'inflation doit être un phénomène monétaire, la décision de fonder une politique sur les mesures de la monnaie présuppose qu'on puisse localiser cette monnaie. C'est là une thèse de plus en plus incertaine. »

Alan Greenspan, lors de la réunion du FOMC de juin 2000

En deux mots, le *mix* entre la monnaie et la quasi-monnaie est continuellement changeant, et on ne sait plus ce qu'est vraiment la monnaie maintenant.

Greenspan n'en a pas tiré de conclusion à l'époque et personne n'a cherché à comprendre ce qu'il voulait dire, mais c'était – en son temps – une découverte fondamentale... découverte hélas laissée inexplorée. Si on l'avait creusée, on aurait évité les erreurs post-2008 et post-2020.

Une grave confusion

La confusion entre la monnaie et les actifs quasi-monétaires joue dans les deux sens. Cela signifie que l'on ne sait plus ce qu'est la monnaie... mais aussi que l'on ne sait plus ce que sont les actifs financiers. On passe de l'un à l'autre en continu, sans rupture.

Cela, Greenspan ne l'a pas vu. Il n'a pas vu que l'efficacité des politiques monétaire butait sur la fuite vers le quasi-monétaire.

Il y a confusion ; il y a unification de deux ensembles/champs auparavant distincts – l'ensemble monétaire et l'ensemble quasi-monétaire des actifs financiers.

Comme, depuis les années 2000, le système ne tient que par la confusion entre ces deux ensembles, on est obligé de maintenir sans cesse cette confusion, de la réaffirmer. Il ne faut pas qu'elle se fissure, il ne faut pas que soit mise en doute l'équivalence entre la détention de monnaie et la détention de quasi-monnaie.

Il ne faut pas que l'on puisse douter de la « moneyitude » des actifs financiers. Ce barbarisme, que je crée, signifie « caractère monétaire ».

On ne doit pas douter de cette équivalence centrale dans le système moderne – c'est pour cela que Greenspan a été obligé d'inventer [son fameux put](#), qui n'est rien d'autre que ceci : « Vous pourrez toujours échanger vos actifs financiers contre la monnaie, je m'y engage. Jamais nous ne laisserons la valeur des actifs financiers se laisser plomber par la 'gravité' de l'économie réelle. La gravitation des valeurs fondamentales, je vous le promets, ne s'appliquera pas, nous ne la laisserons pas jouer. »

Il faut donc toujours re-prouver le caractère monétaire des actifs financiers. Il faut sans arrêt, quand les marchés baissent et demandent de la monnaie, leur en fournir et attester de l'équivalence.

D'où l'importance maintenant centrale dans le système de la crédibilité et de la détermination des banquiers centraux : il faut qu'on les croie.

Tant que l'on les croira, le système tiendra ; la masse des actifs financiers, malgré sa surévaluation historique réelle, restera plus ou moins stabilisée, elle ne se déversera pas. Si on cesse de les croire, elle se déversera.

La suite dès demain...

Deuxième guerre civile

James Howard Kunsler 26 septembre 2020

L'Amérique a une nouvelle crise fabriquée, ElectionGate, comme si tous les autres troubles qui s'accumulent comme des dépressions tropicales défilant sur les mers de septembre ne suffisaient pas.

L'Amérique a besoin d'une crise constitutionnelle comme d'un trou dans la tête, et c'est exactement ce que les gens intelligents de l'auxiliaire Lawfare du Parti démocrate sont en train de préparer pour les fêtes de fin d'année.



Voici comment cela fonctionne : les journaux et les chaînes d'information câblées complices publient des sondages montrant que Joe Biden est en tête dans plusieurs États balancés, même si ce n'est pas vrai. Facebook et Twitter amplifient les attentes d'une victoire de Biden. Cela prépare le terrain pour une fureur lorsqu'il s'avère qu'il perd le soir de l'élection.

Au moment opportun, l'Antifa commence à se déchaîner dans tout le pays. Pendant ce temps, une énorme récolte de votes par correspondance se déverse dans des circonscriptions électorales totalement dépourvues d'équipements pour les valider.

Les cadres juridiques s'agitent dans les législatures des États contestés pour envoyer des listes électorales au collège électoral. Le conflit se termine au Congrès, qui attend que les représentants nouvellement élus se réunissent le 4 janvier, en espérant que les cadres de la Lawfare, pour la plupart démocrates, puissent s'asseoir. Oups !

Il s'avère que les Démocrates ont perdu leur majorité là aussi. Les combats dans les rues s'intensifient et accablent les forces de police paralysées dans les villes dirigées par les Démocrates. Le 20 janvier, jour de l'inauguration, les Démocrates demandent à l'armée de faire sortir Trump de la Maison Blanche "avec une grande diligence", comme l'a si bien dit M. Biden lui-même cet été.

L'armée américaine se scinde en deux factions. Voilà : La deuxième guerre civile.

Vous n'avez pas lu ça ici en premier, bien sûr. C'est partout sur le web depuis des semaines, depuis que le projet Transition Integrity Project (toux), parrainé par le Parti Démocrate, a lancé son "jeu de guerre" de l'été, avec l'intention de démontrer que toute victoire aux élections de Trump serait une preuve de trahison et nécessiterait une correction par tous les moyens nécessaires, y compris la sédition, qu'ils avaient déjà essayé plusieurs fois de manière organisée depuis 2016 (et bâclée).

Les démocrates sont assez fous maintenant pour vouloir cela. Ils se sont rendus fous pendant des années avec la volonté de mort d'éradiquer le civisme occidental (et eux-mêmes avec). Il y a de nombreuses raisons à ce phénomène, la plupart dérivées des théories marxistes de la révolution, mais ma propre explication s'en écarte.

La question a été clairement exposée il y a un an lors de la mise en accusation : Après la révolution des couleurs en Ukraine, en 2014, M. Biden a été désigné non seulement comme "homme de pointe" chargé de surveiller les

intérêts américains dans ce triste pays, mais aussi et surtout comme chien de garde contre la corruption profonde et notoire de tout l'écosystème politique ukrainien - comme si, vous le comprenez, le fonctionnement interne de la politique ukrainienne était l'une de nos affaires en premier lieu.

Les preuves diffusées publiquement l'année dernière suggèrent que M. Biden a sauté la tête la première et s'est jeté de tout son cœur dans le gouffre d'argent de ce pays, en mettant la main au collet de son fils Hunter et de ses cohortes pour des millions de dollars pour des emplois non affichés au conseil d'administration de la compagnie de gaz naturel, la Birmanie.

Et puis, bien sûr, M. Biden s'est stupidement vanté, lors d'une séance enregistrée du Council on Foreign Relations, d'avoir menacé de retenir l'argent de l'aide américaine pour inciter le président ukrainien Petro Porochenko à renvoyer un procureur chargé d'enquêter sur les affaires sommaires de la Birmanie.

Naturellement, l'équipe de destitution du Parti démocrate a accusé M. Trump de faire exactement ce que M. Biden avait fait quelques années auparavant.

La mise en accusation a été abandonnée, mais les accusations et l'odeur du scandale Biden-Birmanie sont restées sans suite - pendant que M. Biden se présentait comme candidat à la présidence lors des primaires.

Cette semaine, le Sénat a publié un rapport détaillant les conclusions de son enquête sur les exploits de la famille Biden à l'étranger. Cela n'a pas eu l'air bon.

Sont également impliqués les agents du Département d'Etat à l'ambassade de Kiev qui ont prétendu ne rien remarquer de tout cela, soulignant également leur engagement dans d'autres manigances autour de l'élection Trump-Clinton de 2016 - dont une grande partie est liée au projet RussiaGate parrainé par Clinton.

Bien sûr, le Sénat n'a pas eu l'audace de renvoyer des affaires criminelles au ministère de la justice.

Si M. Biden se présente effectivement au débat de cette semaine, pensez-vous que M. Trump ne parviendra pas à aborder le sujet ?

Cela obligera-t-il finalement M. Biden à se retirer de ce qui a été la campagne la plus creuse, la plus illusoire et la plus découragée jamais vue à ce niveau dans l'histoire politique des États-Unis ?

Tout cela pour dire que le Parti démocrate a d'autres chats à fouetter, à part de savoir qui remplacera Ruth Bader Ginsburg à la Cour suprême.

C'est peut-être difficile à croire, mais c'est ainsi que les choses se passent maintenant après quatre ans de perfidie implacable et séditeuse de la part du parti.

Il y a une semaine, tout le monde parlait du plan de coup d'État des démocrates, tel qu'il a été stupidement rendu public par le soi-disant Projet d'intégrité de la transition. Bien essayé. Et si tous ces bulletins de vote envoyés par la poste récemment portaient le nom de Joe Biden et qu'il s'avérait qu'il n'est plus candidat ?

Hmmmm.... Il ne fait aucun doute que les destinataires étaient tellement désireux de les remplir et de les envoyer qu'il n'y a pas moyen de revenir sur cette escroquerie. Apparemment, un retrait de Biden n'était pas l'un des scénarios imaginés dans le "jeu de guerre" du Transition Integrity Project.

Que faire alors ? Un nouveau départ ?

D'où la panique dans le marais. Les mésaventures de Joe Biden, et son sort pitoyable, ne sont que les derniers vestiges de la tempête qui se prépare.

Il y a la menace de nouvelles émeutes généralisées, bien sûr, mais depuis quand l'insurrection s'est-elle révélée être une stratégie de campagne gagnante dans un pays qui n'est pas entièrement dévasté ?

Les personnes qui ne sont pas folles s'opposent généralement à ce que leurs entreprises soient incendiées et leurs maisons envahies. À ce stade, après des mois de violentes bouffonneries de la part de nihilistes criminels, on peut même imaginer le comté de Multnomah, dans l'Oregon, tourner en Trumpwise.

L'orgie d'hystérie politique, de folie et de violence est une réaction psychotique à l'effondrement de l'économie techno-industrielle - une caractéristique de celle-ci, en fait.

Lorsque tous les arrangements sociaux et économiques familiers sont menacés, les gens deviennent fous. Il est intéressant de noter que la folie a en fait commencé dans les collèges et les universités où les idées (les produits de la pensée) sont censées être le stock de marchandises.

Plus les questions pratiques de la vie quotidienne devenaient pressantes, moins les intellectuels voulaient y faire face. Ils ont donc désespérément généré un champ de force de contre-idées folles pour repousser la menace, un programme de vœux pieux, des narines utopiques enfantines et des exercices de franchissement de frontières.

Lorsque tout cela a quitté les campus (la remise des diplômes), cela a infecté tous les autres secteurs de l'activité américaine, les institutions, les entreprises, les médias, le sport, Hollywood, etc.

Le pays a maintenant perdu la raison... des échos de France, 1793... une rime, pas une reprise.

C'est une révolution de l'économie

George Gilder 25 septembre 2020



À la fois rare et infini, le temps passe au paradoxe. L'argent est un temps symbolique. Sous une forme fongible, il exprime cette rareté ultime des transactions économiques.

En avril 1998, alors que le prix était de 14,47 dollars, j'ai exhorté les lecteurs du Gilder Technology Report de l'époque à acheter Amazon.

Je n'étais pas le premier. Après son introduction en bourse en 1997, Amazon avait atteint une capitalisation boursière de plus d'un milliard de dollars.

Jeff Bezos lui-même m'avait inscrit pour le service lors d'un dîner au château du scientifique de Microsoft Charles Simonyi sur le lac Washington à Seattle. En tant qu'inventeur de Word, Simonyi était une star de Microsoft, et son éclat se reflétait sur Bezos.

Au cours des treize mois qui ont suivi, Amazon est devenu un dix-sac, atteignant 148,38 dollars le 11 mai 1999. Au cours des deux décennies suivantes, avec de nombreux hauts et bas, sa capitalisation boursière a été multipliée par plus de mille pour atteindre plus d'un trillion de dollars. Elle se situe maintenant à 1,54 trillion de dollars.

En raison de ce que j'appelle aujourd'hui le "scandale des transactions extérieures" - la règle de la SEC : "N'achetez rien de ce que vous connaissez" - je n'ai pas acheté ma propre liste. J'ai donc surtout tiré profit de ma propre entreprise de conférences et de bulletins d'information, qui comptait plus de 100 000 lecteurs à son apogée.

Parmi les nombreux choix initiaux - d'Intel et Micron à Applied Materials et Qualcomm - ce qui m'intéresse dans mon choix d'Amazon aujourd'hui, c'est que j'ai explicitement expliqué Amazon avec ma théorie du temps.

Régi par "la vitesse de la lumière" et "la durée de vie", le temps était, à mon avis, la seule rareté significative dans un monde d'esprits et d'imaginations libres.

L'Amazone, ai-je dit, était importante parce qu'elle était un "prolongateur de vie". Elle réduisait radicalement les temps de recherche et de récupération pour l'achat de livres et d'autres biens. Aujourd'hui, avec une concurrence beaucoup plus importante, elle fait des gains similaires dans la fourniture de services, comme la musique et la vidéo.

En vantant Amazon, j'étais sur le point de définir les prix du temps, mais je n'en ai jamais saisi toutes les implications jusqu'à ce que je découvre, il y a un an, l'effet historique Tupy-Pooley.

Le prix du temps en tant que critère de mesure

Senior fellow du Discovery Institute, Gale Pooley enseigne à l'université Brigham Young et est le pionnier de l'économie du temps. Professeur à Saint Andrews (Royaume-Uni), Marian Tupy est protagoniste du Cato Institute et co-auteur de Ten Global Trends Every Smart Person Should Know.

Ensemble, ils révolutionnent les méthodes et les significations des statistiques économiques en reconnaissant la centralité du temps.

Ce faisant, ils dissolvent le nœud de la rareté matérielle auquel le cadavre de l'économie moderne a longtemps été suspendu, quand il n'a pas plongé carrément dans le borbier des mécanismes.

L'économie ne peut ni mesurer ni expliquer l'action humaine tout en poursuivant la superstition matérialiste : la théorie de l'univers plat du déterminisme physique et chimique et de la rareté. Pour la faire fonctionner, les physiciens jouent avec l'idée d'"univers parallèles multiples infinis".

Si votre théorie ne fonctionne pas sans inventer de nouveaux univers, vous n'avez pas de théorie, vous avez une religion laïque. Si votre religion laïque n'a pas de rôle pour l'invention et la création humaine, c'est un Moloch nihiliste. Elle ne peut pas susciter la passion humaine ni expliquer le progrès humain.

Sous l'emprise d'une psychologie mécanique des incitations matérielles - récompenses et punitions, plaisirs et douleurs, avidité et peurs - la "science sociale" est incapable de sonder son sujet : l'action humaine. L'homme a créé à l'image de son créateur.

La physique ordonne la conservation de la matière. Elle est là, et elle ne s'épuise pas. Tous les atomes et molécules depuis le début des temps sont à la disposition de notre esprit et de notre imagination, de notre créativité et de notre ingénierie.

Mais il ne fait aucun doute que nous connaissons la rareté. Ce qui reste rare quand tout le reste est abondant, c'est le temps.

La "théorie de l'information en économie".

En donnant corps à un thème central de la "théorie de l'information en économie" - moneyis time - Pooley et Tupy laissent en ruine toutes les illusions à somme nulle des concepts de "durabilité", de masse monétaire, de "taux d'intérêt zéro", d'"inflation" et d'"énergie de pointe" qui dominent l'économie académique actuelle.

Renversant la définition canonique de Lord Robbins de l'économie comme la science de la rareté - de l'allocation de ressources rares à des fins compétitives - ils commencent par documenter la dynamique de l'abondance.

Dans la formule de Tupy-Pooley, le prix du temps de toute chose est le nombre d'heures qu'il faut pour gagner l'argent nécessaire à l'achat de cette chose. Tupy et Pooley estiment que depuis 1980, le prix du temps a connu une baisse spectaculaire de 72 % alors que la population mondiale a augmenté de 71 %.

Ce que l'effet Tupy-Pooley nous apprend, c'est que les gens sont des esprits et des imaginations, pas des bouches et des estomacs. Après tout, les bouches et les estomacs sont partagés par les chiens et les vers. Plus de gens signifie plus d'abondance. Toute rareté est un effet de la planification et des "garanties" du gouvernement.

Lorsque le monde aura pleinement absorbé la puissance de l'effet Tupy-Pooley, les investissements et les entreprises ne seront plus jamais les mêmes. Cela fera partie de l'histoire.

À mon avis, la première entreprise en matière de prix du temps peut encore être AMAZ. Dans tout ce qu'elle fait, elle réduit le temps de livraison des biens et des services. Cela réduit le temps que tout travailleur doit passer pour gagner l'argent nécessaire à l'achat des biens et services d'Amazon.

Cependant, l'idée fautive selon laquelle la masse monétaire est régulée et manipulée depuis le sommet comme un gage de pouvoir et de politique plutôt que comme un gage de temps rare et infini, embrouille toutes les entreprises et leurs actions.

L'argent participe au paradoxe du temps. Il est rare. Mais il n'a pas de limites ultimes au-delà de l'imagination créative des êtres humains. Dans un marché réel, les banques le développent en réponse à l'émergence de véritables opportunités poursuivies par leurs clients qui acceptent les risques d'échec et les disciplines d'apprentissage.

La quantité d'argent ne répond qu'à la créativité et à l'investissement des entrepreneurs sans aucune garantie de l'État, si ce n'est le droit à la propriété et la liberté de surprendre le monde avec de nouvelles inventions.

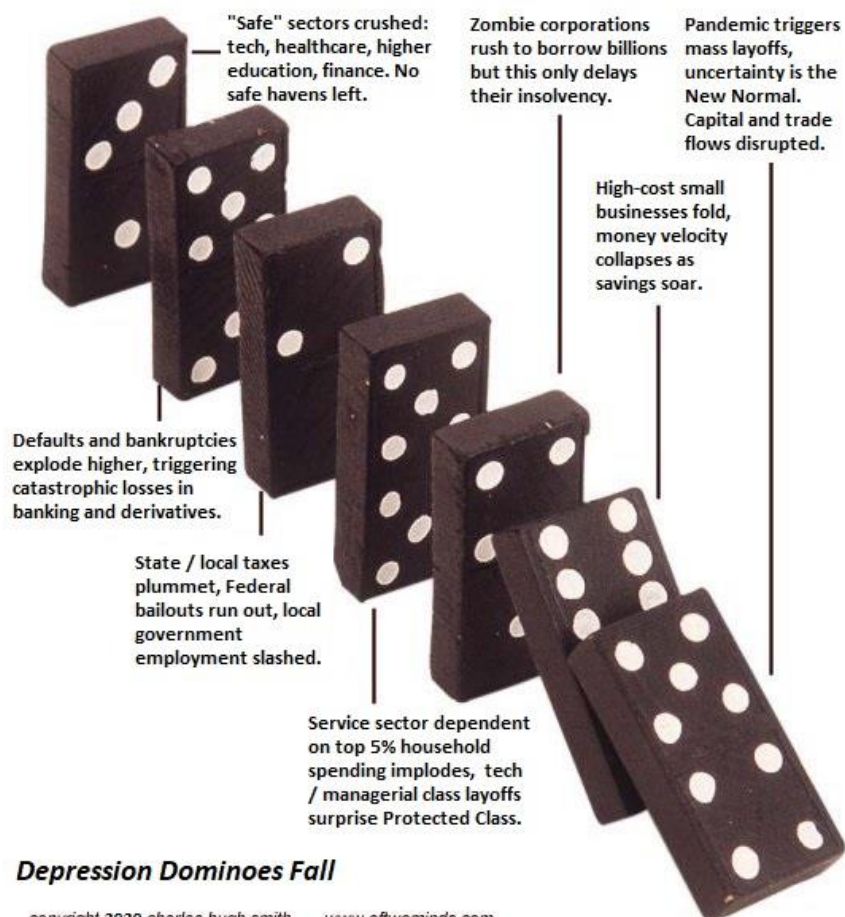
L'intégration du cadre temps-prix de Pooley et Tupy dans la stratégie d'entreprise permettrait de mettre en place des mesures pour évaluer la vitesse d'innovation et donc les performances financières.

Une multitude d'outils d'apprentissage approfondi et d'IA apparaissent aujourd'hui pour aider les entreprises à innover plus rapidement. Il existe également des entreprises qui créent des logiciels permettant de suivre précisément la vitesse à laquelle les produits de l'entreprise génèrent des profits.

L'histoire des prix du temps est maintenant sur le point d'exploser, avec l'allumage imminent du nouveau livre de Tupy et Pooley en 2021. Parmi les effets de Tupy-Pooley, on peut citer une transformation de la compréhension de l'argent en tant que temps symbolique.

L'argent des hélicoptères et la fin des taxes

Charles Hugh Smith Mardi 29 septembre 2020



Plutôt que de redresser le navire, la "solution de facilité" consiste à distribuer de "l'argent gratuit" - non seulement aux milliardaires et aux entreprises, mais à tout le monde.

Le système de collecte des impôts et de distribution de la pâte est un jeu à somme nulle : chaque dollar de recettes fiscales payé par quelqu'un et donné à quelqu'un d'autre est un dollar que le contribuable n'aura plus à économiser ou à dépenser. En attendant, le bénéficiaire reçoit un dollar qui n'aurait pas été disponible sans les impôts.

Les États et les collectivités locales sont toujours liés par ce jeu à somme nulle, sauf pour les dépenses d'infrastructure financées par la vente d'obligations municipales. Ces obligations sont des dettes et doivent être remboursées avec des intérêts. Mais en règle générale, les fonds généraux des villes, des comtés et des États sont à somme nulle : ils ne peuvent dépenser que ce qu'ils perçoivent en recettes fiscales.

Par conséquent, la frénésie d'alimentation de l'abreuvoir public a des gagnants et des perdants : les contribuables qui reçoivent moins d'avantages qu'ils ne paient d'impôts sont les perdants, et les résidents/entreprises qui reçoivent des subventions, des allègements fiscaux, des droits, des avantages supérieurs à ce qu'ils ont payé en impôts sont les gagnants.

Somme nulle : toute entreprise ou tout particulier reine ou roi de l'aide sociale qui s'approprie l'argent du trésor public à la suite d'escroqueries et de fraudes (utilisation du système, mensonge, lobbying, pillage légalisé, etc.) prive un bénéficiaire ou un programme légitime de l'argent des contribuables ou les prive d'une réduction d'impôt.

Le gouvernement fédéral n'a aucune retenue. L'abreuvoir fédéral peut être rempli par des dépenses déficitaires, c'est-à-dire par la vente de bons du Trésor et l'utilisation des recettes pour des escroqueries et des fraudes pratiquement illimitées.

Les contribuables n'apprécient naturellement pas ces escroqueries et ces fraudes, qui constituent leur fonds de paiement des impôts durement gagné. Les politiciens sont peu conscients de ce ressentiment (que les apparatchiks du statu quo qualifient de populisme diabolique) et cherchent donc naturellement à désamorcer cette menace pour leurs propres écrémages et escroqueries en donnant de l'argent gratuit à tout le monde et pas seulement à leurs donateurs super riches (sous forme de renflouements, de subventions, d'allègements fiscaux, de contrats sans appel d'offres, etc.)

Nous avons déjà eu un avant-goût de l'argent gratuit pour tout le monde lors du don de 1 200 dollars en début d'année. Il a également été question de supprimer la part des impôts de la sécurité sociale et de l'assurance maladie (7,65 % du revenu du travail) pour une durée limitée, mais cela a créé une certaine confusion car on ne savait pas s'il s'agissait d'une mesure temporaire qui serait due plus tard ou d'une véritable gratuité.

De toute évidence, il s'agissait d'un ballon d'essai pour l'élimination de la taxe de sécurité sociale/médecine pour les ménages à faibles et moyens revenus. Pourquoi percevoir 1 200 \$ de taxes SSA et remettre ensuite 1 200 \$ au ménage ? Pourquoi ne pas simplement éliminer la taxe ?

La plupart des ménages paient très peu d'impôt fédéral sur le revenu en l'état actuel des choses. Les 50 % des ménages les plus pauvres paient 1 % de l'impôt fédéral sur le revenu et les 10 % les plus riches paient la majorité de l'impôt sur le revenu.

Déclarer les premiers 50 000 ou 60 000 dollars de revenu par contribuable comme non imposables ne réduirait pas beaucoup les recettes fiscales, car les 90 % inférieurs paient un si petit pourcentage d'impôts sur le revenu.

Si 90 % des ménages ne paient pas d'impôt fédéral sur le revenu, alors ils n'ont rien à redire à la question de savoir qui nourrit au niveau fédéral, car ce n'est plus une somme nulle. Il y aura de l'"argent gratuit" pour tout le monde : des aides sociales à profusion, pas d'impôt sur le revenu pour les 90% du bas de l'échelle, des allocations de chômage permanent pour les chômeurs chroniques, un revenu de base universel (RBI) pour tout le monde, même pour les 10% du haut (pour qu'ils aient quelque chose gratuitement) - de l'argent d'hélicoptère sans limite.

Alors que tous les extrêmes de l'inégalité des richesses et des revenus s'effilochent, les appels à "taxer les riches" gagnent en faveur. Le problème est que les super-riches ont le pouvoir politique de se soustraire à l'impôt, de sorte que les seules personnes qui paieront plus seront les ânes de l'impôt qui ne sont pas assez riches pour engager des équipes d'avocats fiscalistes et acheter des réductions d'impôt à des politiciens désespérés.

L'idée de lutter contre les inégalités en donnant à chacun de l'argent gratuit semble indolore tant que la Réserve fédérale peut créer des billions de dollars à partir de rien. Et l'idée de base de la MMT (Modern Monetary Theory) est que le Trésor peut créer des billions sans même vendre les bons du Trésor qui produisent des intérêts.

Comme je l'ai expliqué dans L'exode silencieux que personne ne voit : Leaving Work Forever (9/23/20), tout cet argent gratuit (avec un cadeau symbolique pour les ânes fiscaux restants) aura des conséquences imprévues :

1. Les travailleurs pauvres qui font le travail dur et mal payé de l'économie trouveront des moyens de laisser leur vie de labeur mal payée derrière eux pour toujours.
2. Les ânes de l'impôt seront fortement incités à réduire leur travail et leurs revenus pour atteindre le niveau d'exonération fiscale. Pourquoi se tuer à payer 50 % de ce que l'on gagne en impôts ?

Quel genre d'économie aurons-nous lorsque tout le travail deviendra facultatif et qu'un pourcentage conséquent des ânes de l'impôt "se déchargera" effectivement de ses charges ? Tout l'"argent gratuit" sera consacré à la consommation, et non à la production, et le pouvoir d'achat de l'"argent gratuit" s'érodera donc très rapidement.

C'est pourquoi l'inflation va déchirer tout le monde (9/17/20)

L'injustice intrinsèque du statu quo mine la volonté de continuer à y contribuer. Plutôt que de redresser le navire, la "solution de facilité" consiste à distribuer de "l'argent gratuit" - non seulement aux milliardaires et aux entreprises, mais à tout le monde.

En d'autres termes, le travail ne paie plus. Ce qui paie, c'est de transformer les entreprises en zombies de la dette pour racheter des actions et traire les monopoles américains. (Le contributeur A.P. a expliqué comment le système fonctionne réellement : Notre économie de coyote Wile E : Rien d'autre que de l'ingénierie financière (6/11/20)

Tous ceux qui croient qu'il s'agit d'un système permanent et stable recevront une belle chaise dure au banquet des conséquences. Les dominos tombent, mais les distractions abondent.

Ce n'est pas le moment !

rédigé par [Bill Bonner](#) 29 septembre 2020

Réduire les déficits ? Payer ses dettes ? Rétablir un semblant de « normalité » ? Non, pas tout de suite... creusons encore un peu d'abord.



« Ce n'est pas le moment de s'inquiéter de réduire le déficit ou de réduire le bilan de la Fed. »

– Stephen Mnuchin, secrétaire au Trésor US, 14 septembre 2020

Si ce n'est pas maintenant... alors quand ? Quand est-ce que c'est le moment de réparer une toiture qui fuit ?

Le soleil brillait, en 2017, quand [M. Mnuchin a rejoint l'équipe de la Maison Blanche](#) en tant que secrétaire au Trésor. A l'époque, le chômage était bas... et le PIB US était en hausse depuis huit années consécutives.

A ce moment du cycle, la théorie keynésienne nous dit que la chose la plus prudente à faire consiste à accumuler un excédent budgétaire et à rembourser ses dettes. C'est l'essence même de la politique contracyclique. Comme si elle était directement tirée de l'Ancien testament, elle cherche à lisser les booms et les krachs en accumulant des déficits durant les années de vaches maigres, et des excédents durant les années de vaches grasses.

Exactement le contraire

Au lieu de cela, le déficit pour l'exercice fiscal 2017 se montait à 665 Mds\$ (hérité de l'équipe Obama).

En d'autres termes, les autorités faisaient exactement le contraire de [ce que Joseph recommandait à Pharaon](#) – et Keynes aux décideurs. Ils exagéraient la tendance au lieu de la modérer.

En 2018, alors que l'équipe Trump était entièrement aux commandes, le chômage a baissé plus encore. Selon le patron, les cieux n'avaient jamais été si dégagés.

Au lieu de tirer parti du beau temps pour réparer leur bilan, les autorités ont baissé les impôts... et le déficit est passé à 779 Mds\$.

En 2019... il ne pleuvait toujours pas. Quel cadeau !

Pourtant, personne n'est monté sur le toit. Et le déficit a grimpé à près de 1 000 Mds\$.

Normalisation... ou pas

En gros, les autorités ne répareront jamais ce satané toit. La maison s'effondrera d'abord. Voici comment...

Durant les 10 années ensoleillées entre 2009 et 2019, au lieu de réparer les fuites des finances fédérales, M. Mnuchin et ses prédécesseurs ont foré de nouveaux trous.

Rappelez-vous : en 2015, la Fed avait sorti l'échelle et bouclé sa ceinture à outils. Depuis 2009, elle affirmait que ses taux zéro et son vaste programme de rachats obligataires étaient « des mesures d'urgence ». Maintenant que l'urgence était terminée, il était temps de « normaliser » sa politique.

Mais lorsque M. Trump est arrivé, il s'est farouchement opposé à toute tentative de normalisation. Il avait vu, à raison, que « normal » appartenait au passé. Il voulait des taux anormalement bas et plus d'impression monétaire de la part de la Fed pour que la « reprise » se poursuive.

A ce moment-là, il était évident que tout l'édifice avait des problèmes. La crise de 2008-2009 avait été suivie de la campagne d'impression monétaire la plus agressive de l'histoire américaine – durant laquelle la Fed a ajouté 3 600 Mds\$ à son bilan.

Toutefois, cela a produit [la reprise la plus faible de l'histoire américaine](#).

Une personne douée de raison aurait pu se demander : « Comment est-ce possible ? Qu'est-ce qui ne va pas, avec cette escroquerie à l'impression monétaire ? »

Ni la Fed ni la Maison Blanche ne sont des endroits sûrs pour les personnes douées de raison, cependant. Ce sont désormais des endroits réservés à des personnages de dessins animés, qui agissent sans réfléchir.

En 2017/début 2018, M. Trump a insisté plusieurs fois sur le fait que c'était une grosse erreur que de tenter de « normaliser » les taux d'intérêts ou de réduire le bilan de la Fed. Lui et M. Mnuchin espéraient prolonger le boom – au moins jusqu'à l'élection de 2020.

La Fed a cependant continué, à petits pas timides, à monter l'échelle de la « normalisation »... jusqu'en octobre 2018.

Ensuite, alors que le taux directeur était tout juste supérieur au taux d'inflation officiel... sous la pression de l'équipe Trump... et avec une chute de 3 000 points du Dow... la Fed a décidé de redescendre. [Elle ne s'est jamais approchée de la « normalité »](#).

Quatre mois plus tard, le marché boursier s'est effondré... les autorités ont fermé des pans entiers de l'économie... le PIB a perdu 32% au deuxième trimestre... et la Fed a rebaisé les taux à zéro, avant de se lancer dans une nouvelle vague d'impression monétaire.

Les nuages s'accumulent

Et maintenant ? Maintenant, les nuages s'accumulent – des cumulus, des cirrus mais aussi, de temps en temps, une tornade meurtrière.

Aux Etats-Unis, près de 100 000 entreprises ont fermé leurs portes – pour de bon. Quant aux emplois... [ils ont été perdus par millions](#) : onze en tout ? Trente ? Les chiffres sont douteux.

Mais si ces emplois reviennent au même rythme qu'après la crise de 2008-2009 – 1,6 million par an, en moyenne, sur cinq ans – il faudra jusqu'en 2027... ou 2038, si l'on se base sur le chiffre de 30 millions... pour les récupérer.

La plupart ont probablement disparu pour toujours. Une économie évolue. Elle trouve de nouvelles manières de fonctionner. Elle a besoin de nouvelles compétences... de nouvelles entreprises... de nouvelles personnes.

Les anciennes restent sur le bord de la route... chacune avec un nuage au-dessus de la tête.

Un marché brûlant

« C'est incroyable, ce qui se passe par ici », nous ont dit des amis dans la Deer Valley, en Utah. « Des gens achètent des maisons sans les voir. Les agents immobiliers disent qu'ils n'ont jamais vu un marché aussi brûlant. Tout le monde veut quitter les grandes villes. Ils viennent de Californie, de New York, de Baltimore »...

[Les riches apprécient leur nouvel environnement](#). Le reste fait la queue, attendant les allocations gouvernementales – ou les hélicoptères.

En 2019, le PIB US était de 21 700 Mds\$. Selon le FOMC, le chiffre final cette année sera environ 6,5% inférieur à ce montant.

Les loyers ne sont pas collectés. Les prêts immobiliers ne sont pas remboursés. Il reste quelque 30 millions d'Américains au chômage... et 44 millions avec des prêts étudiants atteignant un total de 1 500 Mds\$.

Rupture de confiance

Les nuages ne sont pas près de se dissiper. Peu importe qui se trouve à la Maison Blanche, il ne va pas se risquer de sitôt sur ce toit glissant. Bon sang, il pourrait même être frappé par la foudre !

Huit millions d'Américains ont perdu leur emploi durant la crise de 2008-2009. Tandis que l'économie se remettait, au cours de la décennie qui s'en est suivie, les autorités n'ont jamais eu l'intelligence ni le courage de remettre la politique monétaire « à la normale ».

Cette fois-ci, jusqu'à 50 millions de personnes ont demandé des allocations chômage aux Etats-Unis.

Il n'y a quasiment aucune chance – pas dans les 10 prochaines années en tout cas – que les déficits soient réduits et les taux normalisés.

L'impression monétaire se poursuit donc...

Et mène inévitablement là où elle mène toujours – une chute de la valeur de la monnaie elle-même.

Ensuite, les gens chercheront des alternatives.

Traditionnellement, [dans les « trous m***iques »](#) et les républiques bananières, ils en trouvaient facilement – dans le dollar US.

Mais que se passe-t-il quand on ne peut pas faire confiance au billet vert lui-même ?